

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

SOCIÉTÉS ANONYMES  
A  
**PARTICIPATION OUVRIÈRE**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

*Présentée et soutenue le vendredi 18 juin 1920, à 2 heures*

PAR

**Daniel LAGUERRE**

---

*Président : M. JÈZE, Professeur*

*Suffragants* { *MM. SOUCHON, Professeur*  
*TRUCHY, Professeur*

---

L'intérêt de la production veut que non seulement le travail puisse faire entendre ses avis, mais qu'il se sente réellement partie prenante au succès de l'entreprise par l'attribution d'une part de propriété.

*G. CLÉMENCEAU, discours de Strasbourg.*

PARIS  
JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS  
15, RUE RACINE, 15

---

1920

Thèse  
Paris  
1920.



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

# SOCIÉTÉS ANONYMES

A

# PARTICIPATION OUVRIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

*Présentée et soutenue le vendredi 18 juin 1920, à 2 heures*

PAR

**Daniel LAGUERRE**

*Président : M. JÈZE, Professeur*

*Suffragants* { *MM. SOUCHON, Professeur*  
*TRUCHY, Professeur*



L'intérêt de la production veut que non seulement le travail puisse faire entendre ses avis, mais qu'il se sente réellement partie prenante au succès de l'entreprise par l'attribution d'une part de propriété.

G. CLÉMENTEAU, discours de Strasbourg.

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



A MA FEMME

A MON PARRAIN



# SOCIÉTÉS ANONYMES

## A PARTICIPATION OUVRIÈRE

---

### INTRODUCTION

---

En 1842, un modeste entrepreneur de peinture, Leclaire, eut, le premier, l'idée de faire participer, selon sa propre expression, « l'ouvrier dans les bénéfices qu'il peut concourir à produire ».

Cette tentative parut audacieuse et même subversive.

En effet, Leclaire ayant demandé l'autorisation de tenir une réunion pour exposer son projet à ses ouvriers, le Préfet de police la lui refusa, par ordonnance dûment motivée : c'est là, déclara notamment ce haut fonctionnaire, « une question de règlement « de salaire d'ouvrier qui ne nous paraît pas devoir « être encouragée et qui est même défendue par les « lois (1). »

1. *De l'organisation du travail*. Compte rendu des essais tentés dans l'entreprise de peinture en bâtiment depuis 1842 jusqu'à ce jour, par Leclaire. Paris, Vve Bouchard-Huzard, 1848.

En 1917, le parlement français votait la loi sur les sociétés anonymes à participation ouvrière.

Cette loi permet aux industriels la création de sociétés dans lesquelles existent, à côté des actions de capital, des actions de travail, propriété collective des salariés.

Ceux-ci participeront non seulement aux bénéfices, mais à la gestion de l'entreprise ; en effet, ils seront représentés, en leur qualité d'actionnaires, au sein des assemblées générales et du conseil d'administration.

En cas de dissolution de la société, l'actif social sera réparti, après remboursement du capital, entre toutes les actions, sans distinguer entre elles.

Quel chemin parcouru, quelle étonnante évolution de 1842 à 1917 !

Si les idées continuaient d'être ainsi emportées par un courant rapide, la tentative du législateur français ne risquerait-elle pas bientôt d'apparaître timorée à son tour ?

Chercher la solution de cette question nous éloignerait, en tout cas, des limites de notre étude ; notre objet sera seulement de mettre en relief le nouveau procédé d'organisation industrielle sanctionné par le parlement français, et d'examiner si ce procédé ne pourrait pas avoir d'heureux effets sur le grave conflit qui divise aujourd'hui le Capital et le Travail.

\*  
\* \*

La participation aux bénéfices tend à faire disparaître l'opposition qui sépare salariants et salariés en donnant aux uns et aux autres un intérêt commun.

Ce système, s'il a fait naître de grands espoirs, n'a donné que peu de résultats.

La raison principale en est, comme nous le verrons au cours de notre ouvrage, que le travailleur reste un salarié.

Aussi certains réformateurs sociaux, sans choisir un point de départ différent, mais allant simplement plus loin dans la même voie, ont pensé qu'il était absolument insuffisant d'appeler les salariés à participer aux bénéfices, qu'il fallait les appeler également à participer à la gestion de l'entreprise et, de cette façon, faire d'eux de véritables associés.

Les actions de travail sont le moyen d'atteindre ce but.

De même que la participation aux bénéfices a pu être considérée comme améliorant le contrat de salaire pur et simple, de même l'actionnariat de travail doit être considéré comme améliorant, à son tour, la participation aux bénéfices.

Le système nouveau — nous ne manquerons pas de le souligner — laisse place à la critique et n'est certainement pas une panacée.

Attaqué par les patrons au nom de l'ordre, les ouvriers l'ont accueilli avec sarcasmes, ne voyant là qu'un « emplâtre » !

Nous concluons, quant à nous, qu'il est de nature à produire d'excellents effets.

Suivant l'exemple des promoteurs de la loi de 1917, nous demanderons aux industriels de tenter tout au moins des expériences.

Nous ajouterons que deux conditions nous semblent nécessaires pour obtenir un résultat : les expériences ne devront pas être tentées trop tard ; elle apparaîtraient autrement comme des mesures de faiblesse ; elles ne devront pas, de plus, rester à l'état de faits isolés ; à quoi sert-il, en effet, de poser çà et là quelques sacs de terre si l'on veut arrêter un fleuve dont le niveau s'élève chaque jour, et qui menace de déborder ?

\* \* \*

Nous diviserons notre ouvrage en deux parties.

Dans la première, nous examinerons, du point de vue des principes, les rapports du capital et du travail ainsi que les questions de salaire, de participation aux bénéfices et d'actionnariat de travail.

Nous étudierons, dans la seconde, le fonctionnement des sociétés anonymes à participation ouvrière, tel qu'il a été organisé par la loi de 1917.

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### CHAPITRE PREMIER

#### Le Capital et le Travail

---

On ne peut rapprocher aujourd'hui les mots de capital et de travail sans évoquer aussitôt l'idée de lutte et de conflit.

Il nous paraît intéressant, au seuil de cette étude, de rechercher les raisons pour lesquelles un très grand nombre de travailleurs, de salariés, s'attaquent au régime auquel ils sont soumis.

Nous n'aurons pour cela qu'à dépouiller les écrits du parti qui s'est fait depuis longtemps leur champion, le parti socialiste.

Les reproches formulés peuvent, nous semble-t-il, se résumer ainsi :

Certains hommes, pour gagner leur vie, n'ont que la force de leurs bras ; d'autres, favorisés par la richesse du milieu où ils furent élevés, possèdent les

avantages que donnent l'instruction et le capital ; le sort en décide seul.

Le but proposé par Condorcet à la Législative est loin d'être atteint aujourd'hui : « Préparer à chacun  
« la facilité de perfectionner son industrie, de se  
« rendre capable de fonctions sociales auxquelles il a  
« le droit d'être appelé, de développer toute l'étendue  
« des talents qu'il a reçus de la nature, et, par là,  
« établir entre les citoyens une égalité de fait et  
« rendre réelle l'égalité politique reconnue par  
« la loi (1). »

On se plaît à proclamer que la Révolution française a supprimé les privilèges de la naissance et la division des hommes en ordres, mais le capital ne constitue-t-il pas souvent un privilège de la naissance, ne crée-t-il pas des ordres entre les hommes : les bourgeois et les prolétaires, les patrons et les ouvriers ?

Si l'organisation actuelle de la société ne permet pas qu'il soit attribué à chacun selon ses mérites, elle ne permet pas non plus à tous ceux qui la composent d'avoir un confort matériel suffisant pour se bien porter.

1. Signalons à ce sujet que M. Zoretti, Professeur de mécanique à la Faculté des Sciences de Caen, a présenté, en septembre 1919, dans un congrès de la Confédération générale du travail, un projet d'enseignement primaire, gratuit et unique, prolongé jusqu'à quinze ans ; les élèves qui entreraient ensuite au Lycée seraient désignés par une consultation des professeurs qui, pendant plusieurs années, les auraient suivis et appréciés.

Les salaires élevés touchés depuis la guerre ont amélioré la situation de beaucoup de travailleurs, des ouvriers notamment, mais les enquêtes menées avant l'ouverture des hostilités ont révélé de véritables salaires de famine; des brodeuses, par exemple, gagnaient 5 à 25 centimes par heure (1).

Les statistiques établissaient aussi qu'à Paris plus de 2.000 ménages, composés d'au moins 6 personnes, vivaient dans une seule pièce (2).

L'organisation actuelle admet la propriété privée de la terre et du capital; les propriétaires, grâce à la situation que leur donne la loi, sont mis à même de retirer un revenu sans travail sous forme de ferme ou d'intérêt; chaque travailleur ne reçoit pas, par suite, la totalité de la valeur créée par lui; « cette

1. E. Levasseur, *Salariat et salaires*, p. 135.

Il faut dire que non seulement la situation des ouvriers s'est considérablement améliorée depuis la guerre, mais que ceux-ci sont devenus des privilégiés au regard d'autres travailleurs. D'une enquête à laquelle nous nous sommes livré auprès de très importantes entreprises métallurgiques, il résulte que le salaire annuel moyen d'un ouvrier était en France, au mois de juin 1913, de 1.754 fr. 34; au mois de janvier 1920, il était de 4.229 fr. 17, soit pour 100 francs, une augmentation de 141 fr. 06.

Il est juste de signaler que cette situation privilégiée des ouvriers ne se maintiendra peut-être pas le jour où l'industrie, qui connaît depuis plusieurs années une réelle période de prospérité, aura à subir, de nouveau, les effets de la concurrence entre producteurs.

Ajoutons qu'au cours de notre ouvrage, nous emploierons presque toujours l'expression de « salarié » et non pas celle d'« ouvrier » pour désigner le Travail par opposition au Capital. La matière que nous traitons intéresse tous les travailleurs au service d'une entreprise capitaliste quel que soit leur emploi.

2. E. Levasseur, *op. cit.*, p. 233.

« valeur se trouve précisément diminuée au profit  
« de la propriété foncière ou capitaliste de ce fer-  
« mage ou de cet intérêt (1). »

Les grosses fortunes, pour employer une autre  
formule, « ne sont pas le produit du travail person-  
« nel, mais l'épargne réalisée sur le produit du tra-  
« vail d'autrui (2). »

C'est la condamnation du revenu sans travail qui  
nous paraît être l'idée maîtresse du parti socialiste.

\* \* \*

Après avoir résumé les reproches formulés par les  
travailleurs, il nous paraît intéressant d'examiner  
également les divers essais tentés jusqu'à ce jour  
pour substituer le régime de la propriété collective  
au régime de la propriété privée.

Citons, tout d'abord, le système de la coopération  
de production.

Avec ce système, le capital n'achète plus le tra-  
vail ; celui-ci achète, au contraire, le capital, le paye  
au prix du marché, et garde pour lui-même le béné-  
fice de la production.

L'impartialité n'oblige-t-elle pas à reconnaître que  
les résultats obtenus par ce système ne sont guère  
importants ?

<sup>1</sup> 1. *Le droit au produit intégral du Travail*, par le Dr Anton Men-  
ger, traduction française, éd. 1900, p. 213 et suiv.

<sup>2</sup> 2. Ch. Gide, *Cours d'économie politique. Les capitalistes ren-  
tiers*, p. 579.

Quelles en peuvent être les raisons ?

Selon nous, la principale est que le régime patronal est un régime d'autorité ; la coopération est, au contraire, un régime de libre consentement ; elle réclame une conscience plus élevée ; pour en goûter les bienfaits, il faut savoir, à un plus haut degré, aimer le bien pour lui-même et ne pas se laisser guider par des intérêts immédiats.

C'est moins, nous semble-t-il, une inaptitude technique que morale qui empêche les hommes de gérer conjointement une entreprise. D'importantes sociétés capitalistes ne sont-elles pas conduites en grande partie par des salariés ? Mais un directeur technique et un directeur commercial qui vivent aujourd'hui en parfaite intelligence, ne s'entendront plus peut-être demain s'ils viennent à s'associer et à fonder une affaire en commun.

En 1883, une commission fut chargée par le Ministre de l'Intérieur d'une enquête sur les associations ouvrières de production. Des réponses intéressantes furent faites par des ouvriers interrogés : « On se figure que, dès qu'on fait partie de l'association, on ne doit plus travailler... » « Il n'y a pas de persévérance, on voudrait arriver trop vite à un résultat (1). »

En présence de ces faits, les salariés qui attaquent

1. E. Levasseur, *op. cit.*, p. 397.

le régime capitaliste doivent faire un examen de conscience et se demander s'ils ne prêtent pas eux aussi à la critique, si les défauts qu'ils portent en eux, au même degré que les autres hommes du reste, ne sont pas la raison véritable pour laquelle ce régime se maintient toujours.

John Stuart Mill, parlant de l'expérience de l'entrepreneur de peinture Leclair et de celle des pionniers de Rochdale, qui ont donné toutes deux de merveilleux résultats, écrivait :

« Il est difficile de ne pas considérer avec assurance l'avenir de l'humanité lorsque dans les deux pays les plus avancés du monde on trouve dans les profondeurs de la Société de simples ouvriers dont l'intégrité, le bon sens, la modération, l'honorable confiance qu'ils ont les uns pour les autres, ont permis qu'une noble expérience donnât les résultats magnifiques constatés dans les pages que nous venons d'écrire (1). »

Godin, le fondateur du Familistère de Guise, prononçait ces paroles :

« L'association est appelée à transformer la condition matérielle des travailleurs dans la mesure où ceux-ci sauront pratiquer entre eux la véritable morale, celle de l'amour du bien de tous (2). »

1. *Principes d'économie politique*, livre IV, chap. VII, de l'avenir probable des classes laborieuses.

2. *Bulletin de la participation aux bénéfices*, an. 1917, t. XXXIX, p. 107.

Nous pensons que le patronat ne disparaîtra, pour être remplacé par une forme plus juste et plus équitable, que le jour où les hommes seront devenus meilleurs et auront acquis à un degré plus élevé les qualités que soulignent l'économiste et le philanthrope dont nous venons de rapporter les paroles ; dans une société, il y a d'autant plus de bonheur et d'égalité que ceux qui la composent se rapprochent de la perfection morale.

Envisager pareille transformation n'est pas une utopie. Des forces mystérieuses paraissent condamner l'humanité à ignorer le repos et à se transformer sans cesse ; l'histoire apprend, en outre, que les relations entre les individus, de même qu'entre les collectivités, tendent de plus en plus à s'inspirer de l'équité et bien des choses ont paru naturelles autrefois qui font horreur aujourd'hui.

\* \* \*

Si des réformateurs sociaux ont fondé principalement leurs espoirs sur la coopération de production, d'autres systèmes ont été également préconisés ; la révolution qui a suivi en Russie, en Allemagne et en Autriche, la défaite militaire a permis aux socialistes de prendre le pouvoir et de chercher à instaurer notamment la socialisation de la grande industrie :

« La socialisation commence par l'expropriation :

« l'Etat déclare par une loi déchu de leur propriété  
« les propriétaires actuels de la grosse industrie.  
« Ceux-ci doivent être indemnisés car il serait injuste  
« de spolier les actionnaires des mines et des forges  
« tandis que les autres capitalistes resteraient en  
« possession... A l'avenir, chaque branche d'indus-  
« trie sera comme précédemment dirigée par un  
« conseil d'administration; toutefois, ce conseil ne  
« sera pas élu par les capitalistes, mais par les repré-  
« sentants des différents groupes sociaux aux besoins  
« desquels la branche d'industrie socialisée doit satis-  
« faire. Or, quels sont ceux qui ont intérêt dans la  
« direction de la branche d'industrie socialisée ? Ce  
« sont :

« 1° Les ouvriers, employés et fonctionnaires qui  
y travaillent ;

« 2° Les consommateurs qui ont besoin de ses pro-  
duits ;

« 3° L'Etat comme représentant de la collectivité  
nationale (1). »

Pour les historiens futurs, l'étude des conflits sociaux et des tentatives de réforme qui ont suivi la guerre de 1914 ne présentera peut-être pas moins d'intérêt que l'étude des faits politiques et militaires qui se sont produits pendant la guerre elle-même.

1. Otto Bauer, Président de la commission de socialisation à l'Assemblée Nationale d'Autriche, *La marche au socialisme*, traduit par F. Gaussy, Paris, 1919, p. 17 et 19.

Mais eux seuls pourront se prononcer sur les effets du système de la socialisation, car cette réforme est trop contemporaine et tous les détails de l'application en sont encore trop peu connus de façon précise, pour qu'il soit permis de formuler un jugement dès aujourd'hui.



Il faut dire, à notre sens, que le système socialiste doit être divisé en deux parties : la partie critique dont les vues sont, à la vérité, souvent troublantes, et la partie constructive, de beaucoup moins heureuse, ne comptant pas encore de tentatives ayant rencontré véritablement le succès.

Nous dirons également que si le patronat entraîne avec lui des inégalités et des injustices, s'il est une forme d'organisation critiquable, cette forme, jusqu'à nouvel ordre tout au moins, est une forme nécessaire.

Cherchant à en tirer des conséquences pratiques, nous dirons que le patron et le salarié, le patron surtout, puisque sa situation est, sans aucun doute, favorisée, doivent se conduire le premier en bon patron, le second en bon travailleur, et chercher, tant qu'un remède efficace ne sera pas connu, des correctifs à la situation que la force des choses impose à chacun d'eux.

Ils devront s'efforcer de mettre au point et de

développer les procédés d'organisation industrielle permettant d'adoucir, dans toute l'étendue du possible, les imperfections du régime capitaliste tel que ce régime fonctionne aujourd'hui.

Nous nous proposons d'étudier un de ces procédés au cours des pages qui suivront : nous voulons parler des actions de travail, des sociétés anonymes à participation ouvrière.

Mais avant d'entrer dans le détail du fonctionnement de ces sociétés, tel qu'il a été organisé par la loi française du 26 avril 1917, examinons les questions de salariat, de participation aux bénéfices et d'actionnariat ouvrier.

---

## CHAPITRE II

---

### Le Salaire et la Participation aux bénéfices

Qu'est-ce que le salaire ?

« C'est la rémunération en nature ou en argent que  
« reçoit le salarié pour prix soit du travail qu'il  
« exécute quand il est à la tâche, soit du temps de  
« travail qu'il donne quand il est à la journée ou à  
« l'heure, soit du service qu'il rend sur la commande  
« et au profit du salariant (1). »

Le salarié vend donc son travail. Cette vente est consentie à un prix fixé à l'avance. Si le salariant fait de mauvaises affaires, le montant du salaire ne se trouvera pas pour cela modifié.

Non seulement le salarié est assuré que le prix convenu ne subira pas de diminution, mais il a la certitude que ce prix lui sera versé, un privilège

1. E. Levasseur, *op. cit.*, p. 2. Cet auteur signale avec raison que le salariat a existé de tous temps ; les écrivains de l'antiquité font de nombreuses allusions à l'emploi de travailleurs libres. Mais, à la vérité, cet emploi constituait alors une exception, l'esclavage était la règle. Voir P. Guiraud, *La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce*.

ayant été attaché par la loi au paiement des salaires.

Du reste, un salarié ne manquerait pas de quitter une entreprise dès qu'il croirait courir le risque de n'être pas payé.

Suivant ces principes le contrat de salaire apparaît comme un contrat forfaitaire : le salarié renonce à une part des bénéfices possibles de l'entreprise, moyennant une rémunération fixe et certaine. Le salarié est pour cela comparé à un obligataire. On peut même soutenir que la situation de l'ouvrier est plus favorisée que celle de l'obligataire, qui, s'il renonce aux bénéfices possibles de l'entreprise, est pratiquement plus exposé aux pertes.

Pourquoi, dans ces conditions, les travailleurs critiquent-ils avec tant d'amertume l'institution du salariat, et en demandent-ils la suppression?

Pourquoi rencontre-t-on entre acheteurs et vendeurs de travail cette lutte ouverte qui n'existe pas entre acheteurs et vendeurs d'autres valeurs, de marchandises, par exemple?

On peut, tout d'abord, se demander s'il est équitable que certains hommes soient assez favorisés pour être à même d'acheter le travail d'autrui, alors que d'autres ont la seule ressource de vendre leur travail.

Il ne faut pas exagérer l'importance de cette supériorité puisqu'il n'est pas rare de rencontrer des personnes, qui, disposant de capitaux, préfèrent être

salariées que salariantes, mais ce n'en est pas moins un privilège (1).

Ensuite, puisque les avantages de sécurité que représente le salaire sont la contre-partie de la renonciation par le salarié aux bénéfices de l'entreprise, le salaire n'est équitablement fixé que s'il est tenu compte de l'importance exacte de cette renonciation.

Dans le cas contraire, le montant du salaire arrêté par les parties est trop faible ou bien trop fort.

Ces considérations d'équité président-elles habituellement aux ententes entre patrons et ouvriers ?

Nullement, « la force de travail, quand elle se loue « moyennant salaire, est une marchandise soumise à « la loi de l'offre et de la demande (2). »

A noter que l'article 427 du traité de paix de Versailles a formellement condamné ce système : « le « travail ne doit pas être considéré simplement « comme une marchandise ou un article de com- « merce ».

En effet, si le travail est considéré simplement comme une marchandise, le travailleur sera souvent contraint, sous la pression du besoin, d'accepter un salaire ne lui assurant pas « un niveau de vie con-

1. On peut objecter que ces personnes qui préfèrent être salariées que salariantes, placent néanmoins leurs capitaux dans des entreprises industrielles ou commerciales, et par ce moyen achètent également le travail d'autrui.

2. E. Levasseur, *op. cit.*, p. 12.

venable », ce que condamne le même article du traité.

Le patron se trouve dans une situation plus favorable ; en effet, s'il est obligé, par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, de payer des salaires élevés, la ressource se présente à lui de vendre ses marchandises plus cher.

On peut en conclure que le salaire convenu est plus souvent trop faible que trop fort.

En tout cas, une rémunération fixe et certaine ne constitue pas nécessairement un salaire équitable.

La question se pose de savoir s'il est toujours possible, sous un régime capitaliste, de verser aux travailleurs un salaire leur assurant « un niveau de vie convenable » ; en effet, le montant total des salaires pouvant, à un moment donné, être versé à tous les salariés est lié au montant total des bénéfices industriels et commerciaux réalisés par les diverses entreprises patronales.

C'est seulement par un prélèvement sur la marge de bénéfices conservée par le patronat que peut être obtenue une augmentation de salaire, et il faut qu'après ce prélèvement, le patronat obtienne encore un revenu supérieur à celui que lui procurerait un placement en valeurs mobilières.

Si les patrons, au lieu d'accepter une diminution de leur marge de bénéfices, augmentent, comme nous le signalons plus haut, leurs prix de vente, les

ouvriers perdront comme acheteurs ce qu'ils gagneront comme salariés.

\* \* \*

Les avantages de sécurité que représente le salaire étant la contre-partie de la renonciation par le salarié aux bénéfices de l'entreprise, la participation aux bénéfices n'apparaît pas comme un droit pour le salarié (1).

Ceci n'empêche pas qu'il puisse être utile et opportun d'appeler le salarié à participer aux bénéfices.

L'homme est, en effet, essentiellement guidé par l'intérêt personnel ; il aime ce qui le rend fort et hait ce qui le rend faible (2). Si le patron et l'ouvrier vivent souvent en mauvaise intelligence, c'est que leurs intérêts sont opposés, non pas lorsqu'il s'agit de produire, mais lorsqu'il s'agit de se répartir les profits de la production.

1. S'il était, au contraire, démontré que le salarié est exposé à subir une perte malgré les avantages de sécurité que représente le salaire, la participation aux bénéfices devrait être considérée comme un droit.

L'employé subit, par exemple, une perte, si la maison dans laquelle il travaille vient à faire de mauvaises affaires ; peut-être s'était-il jusque-là contenté d'une rémunération modeste parce qu'il avait foi dans l'avenir de l'entreprise ; l'employé, au contraire de l'ouvrier, ne touche pas de suite sa pleine rémunération ; de longues années de présence lui sont pour cela souvent nécessaires ; une nouvelle attente pourra lui être imposée s'il vient à changer de maison.

2. Platon disait déjà : « L'homme cherche le plaisir et fuit la douleur, il veut tout état où il y a beaucoup de plaisir et peu de peine. »

La seule solution du problème consiste à trouver le moyen de donner au patron et à l'ouvrier un intérêt commun, de solidariser leurs intérêts respectifs.

La participation aux bénéfices peut permettre d'atteindre ce but.

M. Charles Robert a défini ainsi la participation :  
« Elle est une libre convention, expresse ou tacite,  
« suivant les cas, par laquelle un patron donne à son  
« ouvrier, en sus du salaire normal, une part dans  
« les bénéfices sans participation aux pertes. En  
« modifiant le contrat de travail par l'adjonction au  
« salaire fixe d'un élément éventuel, elle fournit le  
« moyen, quand elle est organisée dans un esprit  
« d'équité, de rendre la rémunération du travail  
« proportionnelle autant que possible au concours  
« donné et aux risques subis par les facteurs de la  
« production. »

La participation est, en outre, un contrat accessoire au contrat de louage de services (1).

On a dit que si la participation n'était pas un droit pour l'ouvrier, elle devenait, consentie par le patron en sus du salaire normal, un acte de libéralité.

Ses partisans protestent avec énergie contre pareille affirmation. « La philanthropie, la charité,  
« ont droit, sans contredit, au respect : je m'incline

1. Paul Bureau, *L'association de l'ouvrier aux profits du patron et la participation aux bénéfices*, p. 135 et 137.

« devant elles. Mais l'échange des services, fondé  
« sur la libre appréciation des intérêts en présence,  
« est la loi économique. La participation aux bénéfices est conforme à cette loi (1). »

La participation n'a pas un caractère de libéralité. C'est un contrat à titre onéreux si l'on considère que le patron dit à ses ouvriers : « Je vous donnerai, en sus de votre salaire normal, une part de mes bénéfices ; en échange, je vous demande de vous montrer plus actifs et plus appliqués ; en contre-partie d'un sursalaire, faites-moi bénéficier d'un sur-travail. »

Instituer la participation aux bénéfices dans une entreprise, c'est, du reste, étendre à tous les salariés ce qui se fait presque toujours pour quelques-uns : le directeur et les principaux collaborateurs.

La participation aux bénéfices présente des avantages moraux et pécuniaires.

« Qu'on n'hésite pas, disait Leclaire, à se rapprocher des ouvriers ; qu'on sache les faire causer, on reconnaîtra que leur cœur est le même que le nôtre : tous les cœurs peuvent s'ouvrir aux idées nobles et généreuses. On ne connaît pas les ouvriers, le moment est venu de faire connaissance en s'entretenant avec eux ; on remarquera que,

1. Paul Delombre, *La participation aux bénéfices*, considérations présentées au Congrès de Bordeaux (novembre 1912). Ed. Chaix, Paris, 1918, p. 7.

« s'ils pèchent par la forme du langage, ils brillent  
« souvent par la logique; on apprendra d'eux que  
« la nature, dans la répartition de ses dons, a plus  
« d'une fois placé des qualités précieuses sous une  
« blouse. »

« Si les chefs d'industrie étaient à même comme  
« nous de juger la différence qu'il y a comme tran-  
« quillité d'esprit d'avoir des intérêts isolés ou de les  
« avoir solidaires, ils n'hésiteraient pas un moment  
« pour prendre leur parti et faire participer dans une  
« proportion quelconque, au bénéfice que produit le  
« travail, les ouvriers et les employés qu'ils occu-  
« pent. En agissant ainsi, ils serviraient leurs inté-  
« rêts, ceux de leur pays et ceux de l'humanité.

Les résultats obtenus par notre maison, disait  
M. Tuleu à la commission d'enquête extra-parle-  
mentaire des associations ouvrières, « sont avant  
« tout une entente complète entre la direction et les  
« ouvriers, et une confiance réciproque à laquelle  
« nous attachons le plus grand prix. La participation  
« attire et retient chez nous les meilleurs ouvriers de  
« la partie (1). »

« Les ouvriers sachant qu'à la fin de l'année ils  
« recevront leur part de bénéfices, n'auront plus de  
« motif pour demander une hausse des salaires au

1. André Delombre, *La participation aux bénéfices*, rapport  
présenté à l'exposition internationale de Milan 1906, Ed. Chaix,  
Paris 1909, p. 27.

« moment où des commandes importantes auront  
« été faites à leur patron. Une grève n'a plus d'at-  
« traits pour des hommes qui se rendent compte que  
« toute cessation de travail non seulement supprime  
« leurs salaires pendant des mois, mais encore dimi-  
« nue le profit partageable à la fin de l'année (1). »

« L'ouvrier n'est plus un homme sans autre pensée  
« que celle d'obtenir le salaire le plus élevé pour le  
« moindre travail (2). »

Le salaire pur et simple dresse une barricade entre le patron et l'ouvrier. Il est nécessaire de donner au salarié le sentiment qu'il n'est pas seulement dans la maison de son patron, mais un peu dans la sienne (3).

La participation élève l'ouvrier au point de vue matériel par le salaire perfectionné dont il jouit ; au point de vue économique par l'éducation générale qu'il retire de cette collaboration plus active avec le patronat.

« Appelé à profiter des bénéfices, s'il y en a, le  
« salarié aura été incité à une attention plus grande  
« pour que l'affaire prospère. Chacun sait comment  
« montent vite les frais généraux provenant de la  
« négligence dans le travail, du gâchage des matières  
« premières, du gaspillage du temps. La perspective

1. Sedley Taylor, *Profit sharing between Capital and Labour*, p. 63.

2. Paul Bureau, *op. cit.*, p. 117.

3. Un fossé existe également dans la vie privée entre salariants et salariés. Dans les pays scandinaves, le patron reçoit chez lui, une ou plusieurs fois l'an, ses principaux collaborateurs.

« d'une part dans les bénéfices est de nature à stimuler le zèle, les soins, les précautions (1). »

\*  
\* \* \*

Il y a des ombres à ce tableau, autant peut-être que de souriantes couleurs.

Ni les patrons, ni les ouvriers, ne ménagent leurs critiques à la participation aux bénéfices.

Ce système ne convient pas à tous les établissements ; certains, encore à leurs débuts, ont besoin d'utiliser, pour se développer, l'intégralité des bénéfices par eux réalisés ; dans d'autres, les bénéfices sont trop irréguliers pour que l'on puisse sans inconvénient y associer les ouvriers.

Le bénéfice distribué risque de s'incorporer au salaire. M. Charles Gide cite, à ce sujet, l'exemple des garçons de café qui, non seulement ne reçoivent pas de salaire de leur patron, mais au contraire versent une redevance à ce dernier.

La participation a le tort d'être collective, chacun pouvant compter sur le voisin pour acquérir des bénéfices à l'entreprise, mais pouvant aussi craindre que ces bénéfices ne soient finalement fort réduits par suite du peu de zèle de ce voisin (2).

Les ouvriers craignent de fournir un supplément

1. Paul Delombre, *La participation aux bénéfices*. Congrès de Bordeaux, *op. cit.*, p. 6.

2. Daniel Bellet, *Illusions socialistes et réalités économiques*, p. 104.

de travail sans proportion avec le supplément de rémunération qui leur sera versé ; les patrons tiennent le même raisonnement, se disant que la part de bénéfices qu'ils distribueront restera sans contre partie véritable.

A la vérité, la participation dans les bénéfices doit entraîner, sans que le patron ou l'ouvrier en ait peut-être conscience, une diminution du salaire fixe. Ainsi l'ouvrier, en raison de la rémunération supplémentaire qu'il retire d'une part dans les bénéfices, ne demandera pas, dans certains cas, une augmentation de salaire fixe.

Les ouvriers estiment qu'ils ont plus d'avantages à s'organiser et à lutter collectivement contre les patrons qu'à se lier avec celui qui les emploie, leurs intérêts sont soudés à ceux des autres ouvriers et l'intérêt de l'employeur à ceux des autres employeurs ; la division doit être horizontale et non pas verticale (1).

La clause de déchéance a également soulevé de nombreuses discussions ; certains patrons, trahissant que leur véritable pensée, en instituant chez eux la participation, était plutôt d'éviter le départ de leurs salariés que d'en faire réellement des associés, ont souvent décidé que les employés quittant leur maison perdraient le bénéfice des sommes inscrites à leur

1. Ces expressions sont de M. Stanley Jevons, qui, en fait, défend la thèse opposée dans son ouvrage *The State in relation to Labour*.

nom et destinées à constituer une retraite pour leurs vieux jours.

\* Un salarié quittant une entreprise n'a-t-il pas droit cependant aux sommes représentant le supplément d'activité dont il a pu faire bénéficier son patron?

Du reste, le Congrès de la participation aux bénéfices, tenu en 1900, à Paris, adopta la résolution suivante :

« Le Congrès estime que, sauf des circonstances  
« exceptionnelles, dont les patrons ou sociétés res-  
« tent juges, sous leur responsabilité, il convient, en  
« général, de ne pas introduire la clause de déchéance  
« dans les contrats de participation. »

Enfin, la participation aux bénéfices — c'est peut-être le plus grave des reproches formulés par le patronat — amène le personnel à vouloir connaître les comptes de l'entreprise.

Charles Robert s'exprimait ainsi devant la commission d'enquête de 1885 : « Je crois pouvoir dire  
« sans aucune exagération que de la solution de cette  
« question dépend entièrement l'avenir de la partici-  
« pation des employés et des ouvriers dans les béné-  
« fices. Pour que la participation s'établisse et se  
« propage il faut que le patron, le propriétaire de  
« l'établissement ou le directeur de la société ano-  
« nyme ne soit pas exposé, comme conséquence de  
« la participation appliquée par lui, à se trouver sous  
« le coup d'une demande d'ingérence dans les

« comptes, formée par ses employés et ses ouvriers...  
« Il faut, par exemple, que, dans les grands établis-  
« sements industriels... — dans tous sans exception,  
« dirais-je — il soit possible de constituer d'importants  
« réserves, de manière à permettre, notamment, d'éviter les brusques variations dans le chiffre des dividendes. Il ne faut pas que cet acte de  
« bonne administration puisse jamais être entravé  
« par des participants, grands ou petits, intéressés à  
« jouir vite, à prendre leur part de tous les bénéfices  
« extraordinaires d'une année heureuse. »

Le Congrès de 1900 adopta à ce sujet les deux résolutions suivantes :

« Dans la mesure du possible et sous les réserves  
« commandées dans certains cas, il conviendra, pour  
« augmenter les garanties offertes aux bénéficiaires  
« de la participation contractuelle, d'adopter des  
« règles déterminées pour la confection de l'inventaire. »

« Le contrôle des comptes par un arbitre-expert  
« nommé chaque année en assemblée générale par  
« les participants pour l'année suivante donne toute  
« sécurité aux participants comme au chef de maison (1). »

1. Comme nous le verrons, le système des actions de travail permet d'éviter pareils inconvénients ; le chiffre des amortissements et des bénéfices pouvant être distribués est fixé par l'assemblée générale des actionnaires réunissant capitalistes et travailleurs délibérant en commun.

Nous terminerons l'exposé des critiques que soulève la participation aux bénéfices en disant que le système semble devoir donner de bons résultats dans un pays où la situation économique est prospère et où les salaires sont élevés. En effet, si le salaire courant est bas et procure à l'ouvrier tout juste de quoi vivre, celui-ci préférera toujours une augmentation de salaires à une participation aux bénéfices malgré tout aléatoire ; de même le petit rentier préfère les fonds d'Etat aux valeurs de spéculation.

Si, au contraire, l'existence de l'ouvrier est assurée par son salaire, une participation aux bénéfices sera acceptée bien plus volontiers par lui. Sa rémunération comprendra deux éléments, le premier certain et le second incertain. La collaboration deviendra efficace entre le patron et l'ouvrier, véritablement associés aux bonnes et aux mauvaises chances. Ce dernier sera dans la situation où se trouve à l'heure actuelle le directeur d'une entreprise qui presque toujours reçoit, en plus d'un traitement fixe, une part de bénéfice.

\* \* \*

Même s'il n'offre pas tous les avantages qui lui sont attribués, et si les critiques qui lui sont adressées présentent une part de vérité, le système de la participation aux bénéfices se serait, croyons-nous, beaucoup plus développé s'il n'avait pas surtout

rencontré l'indifférence des patrons ; combien de ceux qui se plaignent aujourd'hui des difficultés qu'ils éprouvent avec leurs ouvriers, peuvent se vanter d'en avoir tenté loyalement l'essai ?

D'après une enquête faite en Angleterre (1) le nombre de maisons pratiquant la participation aux bénéfices était le suivant en 1914 :

France : 114 ; Angleterre : 136 ; Allemagne : 30 ; Pays-Bas : 2 ; Suisse : 10 ; Italie : 2 ; Etats-Unis : 30.

Le nombre total : 324, peut être qualifié d'infime par rapport à toutes les entreprises industrielles et commerciales existant dans les divers pays cités (2).

Il n'est pas étonnant que les réformateurs sociaux se soient par suite, attachés à perfectionner la participation aux bénéfices, et à mettre au point un système destiné dans leur esprit à améliorer véritablement les rapports du Capital et du Travail ; nous voulons parler de l'actionnariat ouvrier dont nous nous proposons d'aborder l'étude.

---

1. *Report on profit sharing and Labour copartnership in the United Kingdom*, Londres 1912 et *Report on profit sharing and labour copartnership abroad*, Londres 1914, Voir *Bulletin du Ministère du Travail*, avril 1914, pp. 277 et s.

2. Il est juste de faire ressortir que seules ont été retenues les maisons dans lesquelles le patron verse à tous ses salariés une part de bénéfices, après avoir préalablement pris un engagement dans ce sens ; ont été exclus les cas où des bonis ou allocations sont accordés au seul gré du patron, sans engagement préalable.

## CHAPITRE III

---

### L'Actionnariat ouvrier

Les partisans du système de la participation aux bénéfices, comme ceux de l'actionnariat ouvrier, partent du même point de départ : mettre fin à la lutte entre le Capital et le Travail, ou tout au moins en atténuer les effets, en donnant un intérêt commun à ces deux éléments.

Ce point de départ est évidemment le seul qui permette d'aboutir à un résultat appréciable ; il n'est guère, en effet, d'exemple que deux personnes ou collectivités ayant des intérêts opposés vivent en bonne intelligence.

De nombreuses personnes déclarent que les intérêts du Capital et du Travail ne sont nullement opposés ; ainsi que nous avons eu l'occasion de le faire remarquer, une distinction s'impose : les intérêts sont solidaires lorsqu'il s'agit de produire, mais opposés lorsqu'il s'agit de partager les profits de la production.

Les partisans de l'actionnariat ouvrier vont seulement plus loin que les partisans de la participation

aux bénéfices pure et simple ; ils veulent faire participer les salariés non seulement aux bénéfices, mais à la propriété de l'entreprise et à la gestion de celle-ci.

Les hommes d'Etat français les plus notoires ont donné leur adhésion à ce système.

M. Briand disait, en 1910, dans son discours de Saint-Chamond :

« Il faut que la prochaine législature envisage d'une  
« manière résolue la participation des travailleurs  
« aux bénéfices des industries. Il faut qu'une législa-  
« tion s'élabore qui n'imposera pas de contrainte,  
« mais qui fournira aux travailleurs et aux capita-  
« listes le moyen de constituer des associations basées  
« sur des actions-argent et des actions-travail. »

M. Millerand, alors qu'il était Ministre des Travaux Publics, déclarait, à propos de concessions minières à accorder en Meurthe-et-Moselle :

« Le Gouvernement entend introduire dans l'acte  
« de concession des dispositions spéciales en faveur  
« des ouvriers. Ces dispositions admettraient, sous  
« forme d'actions de travail ou sous une autre forme  
« à déterminer, les travailleurs des mines à partici-  
« per soit à titre individuel, soit à titre collectif, aux  
« bénéfices de l'exploitation. »

M. Viviani s'exprimait ainsi, en 1909, à propos de concessions de mines également :

« La participation des ouvriers ne peut consister  
« que dans l'attribution d'actions à des collectivités

« ouvrières employées dans la mine, lesquelles  
« actions donneront à la collectivité le droit de par-  
« ticiper à la gestion en envoyant des représentants  
« aux assemblées générales et dans les conseils d'ad-  
« ministration. Ainsi, au surplus, la collectivité ou-  
« vrière pourrait percevoir les dividendes attachés  
« aux actions pour les verser dans une caisse de  
« secours ou dans toute autre strictement indiquée  
« par le contrat de concession. »

M. Ribot, peu suspect de sympathie pour les procédés révolutionnaires, prononçait ces paroles, au moment de la discussion devant le Sénat de la loi sur les retraites ouvrières :

« On parle et on a raison de le faire de bénéfices  
« partagés, d'actions de travail et d'actions de capi-  
« tal. On cherche — et c'est très difficile — le moyen  
« d'associer ainsi plus intimement le capital et le  
« travail et de donner aux ouvriers le sentiment des  
« difficultés d'une administration et de la nécessité  
« pour eux de ne pas lui créer trop d'embarras et de  
« se prêter à une collaboration sincère. Ce ne sont  
« pas là des utopies et des chimères. Si nous ne fai-  
« sons rien en ce sens, nous allons, il faut le dire, à  
« des conflits inévitables. »

Enfin, dans son discours de Strasbourg, M. Clemenceau, sans prononcer le mot d'actions de travail, en recommandait cependant les effets :

« Dans l'ordre social, nécessité de mettre fin aux

« néfastes conflits du capital et du travail. Admettre  
« à cet égard que, si le capital doit être assuré d'une  
« rémunération en rapport avec les risques, les tra-  
« vailleurs ont le droit de se voir réserver une par-  
« ticipation plus grande aux profits des entreprises.  
« L'intérêt de la production veut que non seulement  
« le travail puisse faire entendre ses avis, mais qu'il  
« se sente réellement partie prenante au succès de  
« l'entreprise par l'attribution d'une part de pro-  
« priété. »

\* \*

Il y a deux catégories bien distinctes d'actions ou-  
vrières.

La première, à qui de nombreux auteurs attri-  
buent, improprement, selon nous, le nom d'actions  
de travail, sont des actions de capital pour la sous-  
cription desquelles des avantages particuliers sont  
accordés aux salariés, ou qui sont même attribuées  
gratuitement à ces derniers. Nous les appellerons des  
*actions de capital ouvrières*.

Les secondes sont la représentation des droits que  
s'acquiert le travail au produit des entreprises par  
le seul fait de sa collaboration (1) ; elles ont unique-  
ment comme contre-partie le travail fourni par les  
salariés. Ce sont des *actions de travail*.

<sup>1</sup> I. E. Antonelli. *Les actions de travail dans les Sociétés ano-  
nymes à participation ouvrière*, p. 41.

## CHAPITRE IV

---

### Les Actions de capital ouvrières

Les salariés peuvent, comme quiconque, acquérir des actions de la Société à laquelle ils sont attachés, surtout si celles-ci sont négociables en Bourse.

Mais le plus grand nombre des salariés, et notamment les ouvriers, gagnent juste de quoi vivre, et ne disposent point des capitaux nécessaires.

Certains patrons, pour s'attacher leur personnel, ont eu l'idée, par suite, de lui faciliter l'acquisition d'actions, en émettant celles-ci à un taux plus bas que la valeur nominale, ou bien en faisant précéder la remise des actions d'une participation dans les bénéfices.

Un exemple connu est celui de l'United States Steel Corporation ou Trust de l'Acier (1).

En 1902, le comité du Trust décida de mettre 25.000 actions de préférence à la disposition du personnel, non pas pour leur valeur nominale de

1. Voir l'ouvrage remarquable de M. Jean Granier, *Les actions de Travail*, auquel nous empruntons plusieurs renseignements.

100 dollars, mais au prix de 82 dollars 50, ce qui représentait un avantage important.

Encouragé par l'accueil que sa proposition avait reçu, le Trust, en 1909, offrit au personnel 18.000 actions de préférence et 15.000 actions ordinaires.

Pour toutes ces actions, le Trust garantissait un minimum de dividende.

L'exemple des chantiers de construction Furness mérite aussi d'être cité :

Une convention intervint, en 1908, entre les ouvriers et Sir Christopher Furness. Les premiers s'engageaient à ne pas se mettre en grève, leur patron à ne pas faire de lock-out. De plus, 50.000 actions d'une livre étaient émises, avec obligation pour chaque ouvrier de souscrire pour dix actions et faculté de les payer par des prélèvements de 5 o/o sur son salaire.

Un intérêt de 4 o/o l'an, au minimum, était versé aux actionnaires ouvriers.

Le cas de la South Métropolitan Gas Company de Londres est célèbre.

La participation aux bénéfices y fut instaurée en 1889-1890. A la suite d'une grève importante, en 1894, la Compagnie décida que la moitié des bénéfices revenant aux salariés serait convertie d'office en actions, et remise, sous cette forme, aux ayants-droit. L'autre moitié serait seule mise en espèces à leur disposition.

En 1897, deux des salariés-actionnaires furent admis au sein du « Conseil de Direction ».

Ce système est connu sous le nom de « copartnership ». Il permet aux salariés, comme on le voit, de participer non seulement à la propriété du capital mais à la direction de l'entreprise (1).

Les résultats obtenus sont véritablement surprenants :

Au 1<sup>er</sup> janvier 1920, 6.000 ouvriers et employés étaient propriétaires d'actions, d'une valeur totale de 425.000 livres sterling ! Trois salariés, élus par leurs collègues, siégeaient au sein du « Conseil de direction ».

Le secrétaire de la compagnie nous écrivait : « Parmi les nombreux avantages du système, on peut compter le maintien des plus amicales relations entre le personnel et la compagnie. Depuis près de trente années, il y a eu absence complète de difficultés avec la main-d'œuvre. »

Le système a été appliqué par d'autres entreprises.

La Société J. T. et J. Taylor, de Batley, emploie 2.290 salariés environ ; elle leur a distribué, en vingt-

1. Le système des sociétés anonymes à participation ouvrière tel qu'il est organisé par la loi française du 26 avril 1917 se rapproche beaucoup de la copartnership. La différence réside en ce que dans la participation ouvrière il y a attribution gratuite d'actions de travail, alors que dans la copartnership il y a paiement des actions en argent. Cette différence perd de son importance si l'on considère que ces actions sont acquittées au moyen de la part de bénéfices revenant aux salariés.

six ans, soit en actions soit en dividendes, plus de 330.000 livres sterling. Les salariés sont, à l'heure actuelle, propriétaires de plus de la moitié du capital social (1).

Dans l'association des teinturiers de Bradford, 3.600 salariés, sur 10.000 environ, sont propriétaires d'actions d'une valeur nominale de 295.870 livres sterling, soit 5,57 0/0 du capital social (2).

En France, on peut citer plusieurs entreprises dans lesquelles la participation aux bénéfices a abouti au transfert entre les mains des salariés de la propriété de tout ou partie de l'actif social.

Dans la papeterie Laroche-Joubert et Cie, d'Angoulême, 29 anciens coopérateurs possédaient, d'après les derniers renseignements reçus, une participation de 1.064.000 francs sur un capital social de 3.970.000 francs soit 27 0/0 ; 88 coopérateurs en service actif possédaient 642.000 francs soit 16 0/0 du capital social. La participation du personnel ressort ainsi à 43 0/0.

Le Familistère de Guise est un exemple classique de l'accession des salariés à la propriété complète du capital de l'entreprise.

Certaines Sociétés ont préféré s'attacher leurs salariés en les rendant propriétaires non pas d'actions,

1. *Report on profit sharing and labour copartnership in the united kingdom*, publication du gouvernement, 1920, p. 87.

2. *Id.*, p. 69.

mais d'obligations. Cette combinaison a comme avantage de protéger les épargnes ouvrières. Elle empêche d'autre part les salariés de participer à la gestion de l'entreprise.

En 1900, la Société Japy Frères et Cie, de Beaucourt, créa et mit à la disposition de son personnel 3.000 « parts de participation de collaborateur » d'une valeur de cent francs chacune, donnant droit :

1° A un intérêt fixe de  $4\frac{1}{2}$  0/0 l'an, payable même à défaut de bénéfices ;

2° A un intérêt supplémentaire variable avec les bénéfices.

En 1919, la Société des Papeteries de Pont-de-Claix émit 3.000 obligations ouvrières d'une valeur de cent francs chacune donnant droit :

1° A un intérêt fixe de 5 0/0 net ;

2° A une participation aux bénéfices déterminée de telle sorte que le taux du revenu total annuel soit le même pour les actions de la société et pour les obligations ouvrières.

Dans chacun des cas que nous venons d'énumérer, les titres remis ont comme contre-partie le versement d'une somme d'argent, ce sont des titres de capital.

La seule différence est que le salarié bénéficie d'avantages particuliers pour en devenir propriétaire.

Avec le système de la Maison Lever frères, fabricants de savon à Port-Sunlight, il y a attribution entièrement gratuite aux salariés de « certificats de par-

« participation » d'une valeur nominale de 1 livre sterling. La direction décide quels seront les ouvriers ou employés qui recevront ces titres. Ils permettent aux titulaires de toucher le même dividende que les actionnaires ordinaires, après attribution à ces derniers d'un intérêt de 5 o/o.

Du mois d'août 1909, époque à laquelle le système a été inauguré jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1919, les salariés actionnaires ont touché plus de 700.000 livres sterling de dividendes (1).

Ce système des actions de capital ouvrières est présenté par de nombreux auteurs comme le moyen d'attacher réellement le salarié à l'entreprise, au contraire des actions de travail ayant comme unique contre-partie le travail fourni à l'entreprise.

« Il faut, a écrit M. Pascalis, que le salarié devienne  
« capitaliste personnellement, individuellement et à  
« titre onéreux. Celui-là seul s'attachera à l'entreprise,  
« soucieux non seulement de son présent, mais de  
« son avenir, et pourra contribuer utilement à sa  
« direction. Il faut qu'il soit un actionnaire comme  
« les autres, un administrateur comme les autres,  
« que ses intérêts soient les mêmes que les leurs.  
« C'est en encourageant l'ouvrier à acquérir peu à  
« peu des actions par des retenues sur son salaire,  
« par des participations aux bénéfices qu'on attein-

1. *Report on profit sharing, op. cit.*, p. 22.

dra le but poursuivi (1). » Que penser de cette opinion ?

Tout d'abord il ne paraît pas possible d'aboutir à un résultat appréciable par le moyen de la participation aux bénéfices ; les industriels qui la pratiquent sont, comme nous l'avons vu, une faible minorité.

M. Deloncle fait, en outre, judicieusement observer :  
« Du moment que vous avez décidé à l'origine que  
« l'ouvrier, l'employé de l'usine deviendra actionnaire  
« de votre entreprise avec l'argent que vous lui aurez  
« vous-même avancé, autant le faire entrer de suite  
« en possession de sa part d'actions ou de coupures  
« d'actions (2). »

Des retenues sur le salaire permettront-elles d'atteindre des résultats meilleurs ?

Plusieurs objections se présentent :

Le salarié se plaint principalement de ne pas recevoir assez ; il est pour le moins surprenant de vouloir remédier à la situation en exerçant une retenue sur ce qu'il touche ou en l'incitant à l'exercer lui-même.

« Dire à l'ouvrier « deviens actionnaire, deviens  
« capitaliste » c'est fort bien, mais encore faut-il qu'il

1. Rapport sur la proposition de loi de M. H. Chéron (Sociétés Anonymes à participation ouvrière) présenté au nom de la commission de législation commerciale et industrielle par M. Pascalis et dont les conclusions ont été adoptées par la Chambre de Commerce de Paris dans sa séance du 21 juin 1916. Bulletin de cette Chambre, année 1916, n° 25-26, p. 756.

2. *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, n° des 2-3 mai 1919.

ait les moyens de couvrir les souscriptions (1) ».

Un autre difficulté, au moins aussi difficile à résoudre, est la suivante :

Le nombre des parts de capital est limité ; lorsqu'un salarié s'en approprie certaines, et quitte l'usine, son successeur, même s'il dispose de capitaux, ne pourra s'en procurer à son tour.

Admettons cependant — et les exemples cités plus haut permettent de le faire — qu'un groupe important de salariés puisse devenir co-propriétaire de l'entreprise, toutes difficultés seront-elles aplanies ?

Il s'en faut.

On aura fait passer, par ce système, un nombre plus ou moins grand de travailleurs dans la classe capitaliste.

« A côté d'une catégorie d'ouvriers qui est intéressée dans l'affaire par les actions qu'elle possède, on crée, a dit M. Ch. Deloncle, une autre catégorie d'ouvriers qui n'a pu en obtenir, d'autant plus que cette distinction s'établit d'elle-même par le fait que ceux qui n'ont pas de famille et ne dépensent pas beaucoup peuvent économiser, acheter des actions, que ceux au contraire, qui sont les plus intéressants, qui ont une famille nombreuse ne peuvent en acquérir (2) ».

1. Germain-Martin, *Cote de la Bourse et de la Banque*, n° du 30 mars 1911.

2. Ch. Deloncle, discussion de la loi du 26 avril 1917 sur les

Cet antagonisme a été également mis en relief par M. Boissard professeur à la Faculté libre de droit :

« Dans une usine où il y aura des ouvriers ayant  
« déjà quelques actions et des ouvriers n'en ayant  
« pas, les ouvriers actionnaires vont être hostiles à  
« toutes les revendications ouvrières. Ils sauront  
« bientôt compter qu'ils n'ont pas intérêt à une aug-  
« mentation de salaires, parce que l'augmentation  
« des salaires se traduira pour chacun d'eux par une  
« diminution des bénéfices sur les actions, plus grande  
« que ce qu'ils gagneront et ainsi on n'aura pas fait  
« du tout disparaître le conflit social. On aura seule-  
« ment placé ailleurs la coupure qui est entre les deux  
« camps. La bataille au lieu d'être entre les capita-  
« listes de maintenant et les ouvriers, sera entre les  
« capitalistes grossis d'un certain nombre d'ouvriers  
« propriétaires et la masse des ouvriers non proprié-  
« taires. Et ceux-ci destinés à être toujours les plus  
« nombreux seront exaspérés par des résistances  
« venant de leur classe. Les syndicats rouges n'en  
« seront que plus violents (1) ».

Un autre argument très puissant est le manque de sécurité des épargnes ouvrières. Est-il raisonnable de demander à la classe ouvrière de faire de ses éco-

sociétés anonymes à participation ouvrière, Sénat, séance du 22 fév. 1917, *Journ. off.*, p. 233.

1. Rapporté par M. Souchon dans sa communication du 5 juin 1907 à la réunion annuelle de la Société d'économie sociale, voir *Bulletin de la participation aux bénéfices*, année 1907, p. 152.

nomies un placement dans l'industrie. Ne doit-elle pas préférer les titres de tout repos ?

Nous avons cité plus haut l'exemple du Trust de l'Acier. Il importe de signaler que les actions émises à 82 dollars 50 furent cotées, quelque temps après, à 70, et même 60 dollars ; plusieurs salariés se défirent de leurs titres et subirent une perte importante ; les cours remontèrent cependant, atteignant jusqu'à 120 dollars (1).

Ce sont ces considérations qui ont fait écrire à M. Ch. Gide :

« En ce qui concerne l'acquisition des actions par  
« voie d'achat, il est clair qu'il n'y a rien autre chose  
« à faire qu'à le recommander à la bonne volonté des  
« patrons et des ouvriers et sans grand espoir de  
« le voir se généraliser, moins encore du côté des  
« ouvriers que du côté des patrons, car étant donné  
« l'état d'esprit des ouvriers actuellement il ne s'en  
« trouvera guère qui consentiront à apporter ou à  
« laisser leur argent au patron pour avoir l'honneur  
« et l'avantage de devenir ses associés (2) ».

1. M. Souchon, dans la communication à laquelle nous faisons allusion plus haut, proposait un moyen certainement intéressant de remédier à l'insécurité des épargnes ouvrières : «... cette insécurité on pourrait la diminuer par l'organisation d'un fonds de garantie... ce fonds de garantie pourrait être constitué par l'ensemble des actions ouvrières elles-mêmes si, sur l'ensemble de leurs revenus, on faisait les prélèvements qui formeraient une caisse d'assurances », *op. cit.*, p. 154.

2. Ch. Gide, *L'actionnariat ouvrier, Les modes d'entente entre*

Ces conclusions nous semblent empreintes d'un pessimisme poussé trop loin ; l'actionnariat ouvrier a pu, dans une mesure réelle, atténuer les effets de la lutte entre salariants et salariés, mais pour que cet actionnariat portât véritablement des fruits, ses partisans se sont vus contraints de modifier, souvent profondément, les principes de l'actionnariat ordinaire.

Parmi ces modifications, la plus importante peut-être touche au droit de disposition.

Pour que le plus grand nombre possible de salariés puisse devenir propriétaires d'actions, tous ceux qui posséderont des titres n'auront le droit de les céder qu'à d'autres salariés de l'entreprise.

Il en est ainsi dans les diverses Sociétés dont nous avons parlé, à l'exception toutefois du Trust de l'Acier et de la Compagnie Furness.

De plus, si le titulaire vient à perdre sa qualité de collaborateur, les actions dont il était porteur reviennent à la Société pour être attribuées à un autre ouvrier ou employé.

C'est le principe de la propriété temporaire des actions.

L'actionnariat ouvrier ne semble pas pouvoir, en effet, échapper à ce dilemme posé par M. Ch. Gide, ou propriété perpétuelle mais réservée à quelques-uns, ou propriété pour tous mais temporaire.

*le capital et le travail. Revue d'économie politique*, 1910, p. 11 et 12).

Les salariant, en apportant des restrictions au droit de libre disposition des titres, ne sont pas toujours guidés par le désir de rendre actionnaires le plus grand nombre possible de salariés, mais quelquefois par celui d'être maîtres absolus chez eux.

C'est ainsi que l'acquéreur du titre doit être non seulement salarié de l'entreprise mais agréé par le Conseil d'Administration de la Société (1).

Citons, comme restriction édictée dans le même esprit, celle qui touche au droit de gestion appartenant normalement à tout actionnaire.

Dans la Société Lever Frères, par exemple, il est nettement stipulé que les associés ouvriers n'ont pas de droits de gestion.

Les statuts prévoient, par contre, l'organisation de « colliery councils » ou conseils de chantiers, chargés de servir de conciliateurs en cas de conflits avec la main-d'œuvre.

Ces conseils peuvent être consultés pour examiner les questions intéressant l'administration générale de la Compagnie.

Nous voyons donc que le salarié s'il est propriétaire d'actions de la Société à laquelle il appartient est un propriétaire d'espèce particulière ; les restrictions dont ses droits sont entourés transforment son

1. Papeteries de Pont de Claix : « Pour pouvoir souscrire aux obligations ouvrières, il faut être agréé comme souscripteur par le Conseil d'Administration... Le Conseil d'Administration sera souverain pour autoriser ou refuser le transfert demandé. »

action en une sorte d'obligation, son droit de propriété en une sorte d'usufruit.

Une question se pose alors : en limitant les droits du salarié, ne limite-t-on pas *ipso facto* et dans la même mesure les bienfaisants effets du régime ; le salarié ne cesse-t-il pas de se sentir associé de l'entreprise, cette méthode d'actionnariat ne lui apparaît-elle pas comme une forme d'institution patronale ?

« La reprise des titres par la direction de la société, « écrit M. Granier, transforme ses actions en un « dépôt fait dans les caisses de la Société, dépôt qui « ne doit durer que pendant le temps où il est employé « dans la maison industrielle. L'ouvrier capitaliste « est donc propriétaire d'une action de la Société, « comme s'il était titulaire d'un livret de caisse « d'épargne ; mais alors que le livret de caisse « d'épargne est sa propriété sa vie durant, l'action « n'est à lui que pendant sa vie d'ouvrier à l'usine (1). »

Nous concluons en disant que l'actionnariat ouvrier ne peut être un stimulant efficace qu'à la condition que les droits des salariés titulaires d'actions soient limités dans la moindre mesure possible.

La seule restriction heureuse est celle qui rend temporaire la propriété des titres pour permettre au plus grand nombre des salariés de devenir propriétaires d'actions ; et encore, il ne faut pas se faire d'illu-

1. Granier, *op. cit.*, p. 66.

sions sur ce point, les bienfaisants effets du régime sont singulièrement limités de ce fait.

Ce sont ces considérations qui ont amené plusieurs auteurs à préconiser la création d'*actions de travail* n'ayant pas de valeur nominale et remises aux travailleurs sans autre contre-partie qu'un apport de services.

---

## CHAPITRE V

---

### Les actions de travail

Avec le système des actions de travail, le principe de la collaboration est nettement posé. Le capitaliste dit aux travailleurs : « J'apporterai mon argent, vous apporterez votre travail ; je recevrai en contre-partie des actions de capital et vous des actions de travail. »

Le capitaliste n'est-il pas fondé à ajouter : « Attendez la fin de l'exercice et si notre collaboration permet d'obtenir des bénéfices, nous les partagerons ; sinon c'est en vain que nous nous serons associés, que nous aurons mis en commun les forces dont chacun de nous disposions. »

Inutile de dire que telle n'est pas la conception des réformateurs sociaux qui préconisent le système des actions de travail.

L'attribution de ces actions aux travailleurs ne doit nullement empêcher ceux-ci d'être des salariés, et de toucher le salaire normal des autres travailleurs de la même catégorie ; le dividende afférent aux

actions qui leur seront remises constituera pour eux un supplément de rémunération.

Nous avons rencontré déjà l'objection de la participation aux pertes en étudiant la participation aux bénéfices. Nous estimons que les mêmes réponses peuvent être faites ici.

Il sera toutefois intéressant de rechercher si les défenseurs du système des actions de travail n'ont pas apporté sur ce point des arguments nouveaux.

« Tant que la société fonctionne, dit M. Antonelli, « il n'y a, en fait, que des variations de revenu pour « les actionnaires. A la liquidation de la Société — « le seul moment où le résultat se traduira non en « revenu mais en capital — si le bilan accuse des « pertes les actions de travail les supporteront en « ce sens qu'elles ne toucheront rien du capital « social alors qu'elles en auraient touché une part « s'il y avait eu des bénéfices (1). »

Mais, objecterons-nous, les actionnaires d'une Société ne prononcent-ils pas parfois non pas la liquidation de la société mais la réduction du capital social ? Un capitaliste qui a acheté des titres à un cours déterminé et les revend à un cours plus bas ne subit-il pas une perte ?

De plus, si les salariés ne peuvent, en cas de liquidation, toucher aucune part du capital social, il y

1. Antonelli, *op. cit.*, p. 104

aura pour eux un simple manque à gagner ; seuls les capitalistes qui recevront moins qu'ils n'auront versé ou peut-être ne recevront rien éprouveront une perte véritable.

Les travailleurs auront conservé et pourront porter ailleurs leur force de travail ; ils auront touché un salaire alors que le capitaliste non seulement n'aura peut-être touché aucun intérêt mais ne reverra plus son argent.

M. Deloncle dira dans son rapport : « Si l'affaire  
« n'a pas donné les résultats attendus, doit-on en  
« rejeter la responsabilité sur le personnel ? Qui a  
« fondé l'affaire ? Ce sont les capitalistes, les inven-  
« teurs, les ingénieurs qui en ont eu l'idée, qui ont  
« jeté les bases, qui se sont attaché ce personnel.  
« Qui a eu la majorité dans le conseil d'administra-  
« tion ? Non pas le personnel, mais les actionnaires  
« de capital ou leurs représentants au conseil d'admi-  
« nistration » (1).

Ce raisonnement nous paraît extrêmement dangereux pour la thèse adoptée par son auteur. Si les capitalistes, inventeurs et ingénieurs, doivent véritablement porter la responsabilité des mauvais résultats, n'est-il pas juste que les bénéfices leur reviennent

1. Ch. Deloncle, Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Henry Chéron et plusieurs de ses collègues relative aux Sociétés par actions à participation ouvrière. Sénat, année 1916, n° 386, session ordinaire, annexe au procès-verbal de la séance du 26 octobre 1916, p. 38.

intégralement si les résultats sont au contraire favorables ?

A notre avis, lorsque l'entreprise en présence de laquelle on se trouve est une société anonyme — et c'est à ces seules sociétés que s'applique le système des actions de travail — l'objection de la non participation des salariés aux pertes éprouvées est d'un moindre poids parce que les capitalistes ne subissent jamais que des pertes limitées et que leur action sur les résultats est moindre que dans les autres entreprises.

Les actionnaires d'une société anonyme ne sont pas, en effet, tenus sur tous leurs biens, au contraire d'un patron ou des associés d'une société en nom collectif ; leur contribution aux pertes est limitée au montant de leur apport.

C'est ainsi que les créanciers impayés ne seront pas fondés à rechercher aucun actionnaire au delà de cette limite pour si riche que ce dernier puisse être.

Ensuite, disons-nous, les capitalistes ont dans une société anonyme une moindre influence sur la production des bénéfices.

Dans toute entreprise, les bénéfices sont dus au travail et non pas au capital ; celui-ci n'est jamais qu'un simple instrument.

Cela ne veut pas dire que les capitalistes ne contribuent pas à produire des bénéfices mais dans la

mesure seulement où ils sont travailleurs en même temps que capitalistes.

On peut, par suite, diviser les individus entre capitalistes, capitalistes-travailleurs et travailleurs. A la première catégorie appartiennent les actionnaires purs et simples ainsi que les commanditaires, à la seconde les patrons qui dirigent l'entreprise dont ils sont propriétaires ainsi que les administrateurs d'une Société anonyme, à la troisième les salariés.

Sans vouloir déprécier l'action des administrateurs des sociétés anonymes, il est possible d'avancer — et l'observation est plus juste encore si la société est très importante — que l'influence des salariés sur la production des bénéfices est dans de semblables entreprises plus sensible que dans celles dirigées par un patron.

Leur participation à la distribution de ces bénéfices n'est-elle pas, par suite, plus facile à justifier ?

Il importe de faire ressortir, d'autre part, que l'objection de la participation aux pertes perd beaucoup de sa force si l'on considère que le système des actions de travail est un système facultatif, l'obligation ayant été nettement écartée par le législateur de 1917.

Par suite, de même que les salariants pourront continuer à appliquer la participation aux bénéfices parce qu'ils y verront un contrat de salaire amélioré, de même ils pourront créer des actions de travail,

lesquelles constituent, dans la pensée du législateur, un système améliorant, à son tour, la participation aux bénéfices pure et simple.

Car telle est bien la pensée du législateur. Les travaux préparatoires ne laissent pas de doute à ce sujet :

« L'action de travail crée un contrat d'intérêt dès  
« l'origine de la société entre les capitalistes et les  
« travailleurs (1). »

« La participation aux bénéfices est entachée de  
« paternalisme ; elle repose sur cette idée que toute  
« amélioration du sort de la classe ouvrière ne peut  
« venir que d'une concession, sinon d'une charité  
« de la classe patronale (2). »

« Ainsi s'élève à côté de la notion sèche, étroite  
« du salariat, un principe nouveau, plus large, plus  
« juste »...

« Le travail de même que le capital représentera  
« désormais un droit fixe, permanent ; ce droit don-  
« nera naissance à une action : l'action de tra-  
« vail (3). »

Ce n'est pas, on le voit, parce que les salariés  
toucheront une rémunération supplémentaire venant

1. Granier, *op. cit.*, p. 202.

2. Antonelli, *op. cit.*, p. 64.

3. Louis Deschamps, rapport fait au nom de la commission du travail chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat sur les sociétés anonymes à participation ouvrière, annexe au procès-verbal de la séance du 30 mars 1917, Chambre des députés, n° 3207, p. 1 et 5.

s'ajoutera leur salaire, qu'il faut attendre des actions de travail de bienfaisants effets : Sur ce point, on ne trouve pas de différence effective avec la participation aux bénéfices. C'est parce que cette rémunération supplémentaire leur sera accordée au nom d'un principe nouveau qui reconnaît des droits au travail et non pas aux travailleurs ; qu'elle portera le nom de dividende, que les salariés ne la toucheront pas en qualité de salariés, mais d'associés.

C'est également parce que les actions de travail donnent aux salariés, comme à tous autres actionnaires, le droit de coopérer à la gestion des affaires sociales, de prendre place au sein des assemblées générales et même du conseil d'administration.

Nous verrons, dans un chapitre ultérieur, que de très heureux effets sont également attendus de cette collaboration à la direction de l'entreprise.

\* \* \*

Avec les actions de travail se pose une question que nous n'avons pas rencontrée en étudiant le système des actions de capital ouvrières.

La propriété de celles-ci est toujours attribuée aux salariés pris individuellement.

Si les actions de travail peuvent être remises dans les mêmes conditions, comme le sont par exemple

des parts bénéficiaires, elles peuvent aussi être attribuées aux salariés considérés comme formant une collectivité.

Il est assez intéressant de constater qu'aucun des défenseurs du système des actions de travail ne s'est prononcé en faveur de l'attribution individuelle de ces titres.

Cette attribution individuelle présente tout d'abord à leurs yeux le défaut que nous avons déjà relevé, en étudiant les actions de capital ouvrières, celui de créer un antagonisme entre les ouvriers.

« Nous préférons l'action collective à l'action individuelle, écrit M. Deloncle, parce que nous pensons que cette dernière serait certainement une cause de difficulté entre les ouvriers eux-mêmes. En effet, tous les ouvriers, tous les employés d'une entreprise ne pourront recevoir de parts égales, des titres ou coupures de titres ayant une valeur identique, puisque chacun d'eux de par ses fonctions, son métier, ses aptitudes et ses qualités professionnelles représente une valeur travail différente. Or, qui ferait la répartition de ces actions individuelles ? Le Conseil d'administration de la Société anonyme dans lequel dominera l'élément capitaliste ? Qui ne voit que cette répartition provoquera souvent dans le personnel des jalousies, des suspicions, des conflits ? Les ouvriers et employés trou-

« veront que la répartition n'a pas été équitablement  
« faite. Le but poursuivi pourra alors ne pas être  
« atteint (1). »

Même opinion chez M. Louis Deschamps : « Le  
« principe des actions de travail admis qui pouvait  
« en être le détenteur ? Devraient-elles constituer  
« une propriété individuelle ou une propriété collec-  
« tive ? Allaient-elles être remises à des ouvriers qui  
« les détiendraient temporairement et qui même pour-  
« raient les emporter s'ils venaient à quitter l'usine ?  
« De grosses difficultés pratiques seraient nées si on  
« avait admis que les actions du travail puissent  
« constituer une propriété individuelle. La difficulté  
« de les répartir également entre tous les ouvriers  
« et les employés, l'impossibilité d'y parvenir, les  
« raisons de conflits qui seraient nées de cette inéga-  
« lité constituaient autant d'arguments en faveur de  
« la propriété collective. Seule, la collectivité pou-  
« vait posséder les actions du travail, retirer aux  
« termes des statuts, les droits qui y étaient afférents,  
« répartir les bénéfices dans des mesures détermi-  
« nées. La proposition de loi a décidé que la collec-  
« tivité serait représentée par une entité juridique  
« qu'elle a dénommée « Société Coopérative de  
« main-d'œuvre (2). »

La difficulté de se prononcer entre les deux sys-

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 30.

2. Deschamps, *op. cit.*, p. 6 et 7.

tèmes provient de ce que l'un et l'autre ont des avantages réels.

Puisque l'action de travail a comme unique contre partie le travail fourni par le salarié, tous les salariés doivent évidemment en recevoir un certain nombre : or l'attribution collective est certainement le mode le plus simple et le mieux approprié pour empêcher des conflits.

Mais il faut, d'autre part, reconnaître que l'intérêt de chaque salarié à faire prospérer l'entreprise perd considérablement de sa force sous le régime de la propriété collective.

C'est pour cette raison que nous sommes l'adversaire du système préconisé par certains auteurs et tendant à attribuer la propriété collective des actions non pas aux salariés attachés à la société les ayant émises, mais à la classe ouvrière considérée dans son ensemble.

C'est ce que proposait M. Jaurès dans un article sur les actions de travail : « Ce n'est pas un droit  
« ouvrier que proclame M. Briand, mais une faculté  
« qu'il organise. Les statuts décideront si et dans  
« quelles proportions on accordera des actions de  
« travail. Or, les capitalistes accepteront moins vo-  
« lontiers encore ce régime que la participation aux  
« bénéfices. Et puis les ouvriers qui ne peuvent  
« s'affranchir que par un effort commun n'accepte-  
« ront pas que la classe ouvrière soit sectionnée en

« autant de groupes que d'usines. Ces groupes seront  
« économiquement des rivaux. Les ouvriers ne pour-  
« ront accepter qu'une organisation qui remettrait  
« légalement, socialement des actions de travail et à  
« l'ensemble de chaque corporation, et à l'ensemble  
« de la classe ouvrière. Cela n'empêcherait pas ces  
« grands organismes ouvriers d'intéresser à la pro-  
« duction des groupements de chaque usine. Mais  
« c'est le prolétariat dans sa totalité organique qui  
« doit être appelé à la propriété collective (1). »

M. Granier signale justement, en réponse à cette argumentation, que la propriété syndicale aboutirait à faire des syndicats professionnels de vraies sociétés financières qui agiraient pour elles-mêmes et non plus dans l'intérêt de la classe ouvrière dont elles détiendraient pourtant les droits ; en d'autres termes, elles considéreraient les ouvriers comme n'importe quelle société capitaliste considère ses actionnaires (2).

\*  
\*   \*  
\*

Non seulement l'actionnariat collectif est présenté comme devant faire disparaître l'antagonisme entre ouvriers que crée l'actionnariat individuel, mais comme seul de nature à faire régner l'harmonie entre salariants et salariés.

1. *L'Humanité*, 29 mai 1909.

2. Granier, *op. cit.*, p. 199.

On établit par là une véritable solidarité entre l'élément capital et l'élément travail, puisque la participation englobera tous les travailleurs ; les grèves pourront véritablement être évitées.

Le conflit qui existe aujourd'hui est plus un conflit collectif, un conflit de classes, qu'un conflit entre individus pris isolément.

Inutile d'ajouter que tous ces avantages sont également contestés.

Les partisans de la participation aux bénéfices pure et simple, auxquels les promoteurs du système des actions de travail, et notamment les auteurs de la loi du 26 avril 1917, ont adressé des critiques souvent acerbes, ne sont pas moins sévères à leur tour dans leurs appréciations :

« Pour notre nouveau participant, l'action de travail  
« est une ombre, une sorte de mirage qui s'évanouit si  
« on essaie d'en approcher. De propriété individuelle,  
« aucune. On est en face d'une main-morte. La parti-  
« cipation aux bénéfices n'a rien de semblable, c'est  
« certain. Quand elle crée des titres, elle les fait  
« sortir d'épargnes réelles et leur maintient le carac-  
« tère de propriété individuelle.

« Dans le système de la loi du 26 avril, on était  
« acculé à cette invention d'une propriété-fantôme.  
« Ce que l'on veut favoriser, c'est au contraire la for-  
« mation d'un esprit collectif... Tandis que la par-  
« ticipation aux bénéfices tend à assurer la stabilité

« des entreprises, les actions de travail recèlent pour  
« ces dernières un germe de mort » (1).

Une autre critique, propre à faire tressaillir les promoteurs du nouveau système, dont le point de départ, comme nous l'avons vu, a été la considération de tous les défauts inhérents à la participation aux bénéfices, c'est que l'on rencontre, avec ce système, tous les inconvénients... de la participation aux bénéfices elle-même.

Quelle différence y a-t-il, en effet, entre la remise de bénéfices à des salariés sans versement préalable de capital par ces derniers, et la remise également gratuite d'actions de travail auxquelles reviendront une partie des bénéfices ?

Nous sommes donc amenés à répéter ce que nous disions plus haut : si de bienfaits effets peuvent être attendus de l'actionnariat de travail, c'est seulement parce que la rémunération supplémentaire est accordée aux salariés au nom d'un principe nouveau, et que ceux-ci la touchent non pas en leur qualité de salariés, mais d'associés.

C'est aussi parce qu'ils auront un droit de gestion dont nous allons maintenant aborder l'étude (2).

1. Paul Delombre, *Bulletin de la participation aux bénéfices*, t. XXXIX, année 1917, pp. 93, 94.

2. Dans l'esprit même des auteurs de la loi du 26 avril 1917, l'introduction d'un droit de gestion apparaît comme la réforme essentielle : « Pour dire toute notre pensée, nous considérons dans « la présente proposition de loi beaucoup moins le dividende que

Ajoutons seulement que le législateur de 1917 aurait fait, selon-nous, œuvre meilleure, si au lieu d'organiser un seul type d'actionnariat il en avait prévu plusieurs entre lesquels les industriels auraient pu choisir ; les données de l'expérience, les seules véritables certitudes, auraient permis la détermination la plus efficace.

« L'ouvrier touchera en plus de son salaire que sa participation à la direction de l'entreprise. C'est là surtout que nous voyons une innovation heureuse, et la possibilité d'empêcher la naissance de beaucoup de conflits ». L. Deschamps, *op. cit.*, p. 6.

---

## CHAPITRE VI

---

### Le problème juridique

La question a été longuement discutée de savoir s'il était possible d'appeler actions les titres remis aux salariés en représentation de leur apport en travail.

En effet, si l'on excepte quelques opinions restées isolées, on peut dire que la doctrine et la jurisprudence ont toujours reconnu que seul pouvait donner lieu à l'attribution d'actions, l'apport dans une société d'une valeur susceptible d'être inventoriée, de figurer à l'actif du bilan, de servir de gage aux créanciers (1).

Si l'apport est un apport dit « industriel » : soins donnés à la formation, concours personnel, clientèle, etc., l'apporteur reçoit, en représentation de

1. « Dans une société anonyme, une action représente un certain bien matériel mis dans cette Société et non pas certain « savoir-faire. La jurisprudence et la doctrine ne permettent pas « de considérer comme un apport de bien dans une société anonyme le talent d'une personne » (E. Vidal, article sur les actions de travail dans la *Cote de la Bourse et de la Banque*, n° du 2 mars 1917).

son droit à une part dans les bénéfices de la Société, des titres appelés parts de fondateurs, ou parts bénéficiaires, mais non pas des actions (1).

Ce n'est pas là une simple question de mots : le porteur d'actions a, en effet, un droit de gestion, il prend part aux assemblées générales, il peut être nommé administrateur; le porteur de parts bénéficiaires se trouve dans une situation toute différente.

Le législateur de 1917 en appelant actions de travail les titres remis aux travailleurs attachés à la Société Anonyme, et en accordant à ceux-ci des droits de gestion, a donc introduit un principe absolument nouveau.

Il est intéressant de noter que l'auteur de la proposition de loi, ainsi que les rapporteurs devant le Parlement, se sont efforcés de prouver, au contraire, que la création d'actions de travail ne comportait pas de modification aux principes régissant jusqu'à la matière des Sociétés Anonymes.

M. Deloncle écrivait dans son rapport : « il (le « travail) a droit de recevoir en rémunération de cet « apport un certain nombre d'actions, tout comme, « du reste, nous voyons à chaque instant accorder « par les statuts de sociétés industrielles à M. X... « ou à M. Y... des parts de fondateurs parce qu'il « apporte à la société, soit des connaissances techni-

1. Ces parts ont parfois reçu le nom d'actions industrielles, mais improprement.

« ques, des relations commerciales, une clientèle ou  
« une invention. » (1)

M. Deschamps écrivait de son côté : « En réalité,  
« une action peut être la rémunération d'un apport  
« en nature, d'un service rendu à la Société ; la  
« main-d'œuvre constitue un apport des plus pré-  
« cieux puisqu'il est indispensable au succès de l'en-  
« treprise »... « Il s'agit bien, du reste, à tous égards  
« d'une action proprement dite puisque l'action de  
« travail va non seulement participer aux bénéfices  
« et aux pertes, mais donner à la collectivité qui les  
« possède le droit de participer aux assemblées géné-  
« rales et d'entrer dans le conseil d'administration  
« de la Société (2). »

Le premier de ces auteurs fait une confusion entre l'action et la part bénéficiaire qui ont toujours, comme nous l'avons dit, été considérées comme deux choses différentes, de même que l'apport en nature et l'apport en services ; le second commet une pétition de principe ; ce qu'il devait démontrer c'est que le titre remis au travailleur étant une action, permettait à ce dernier, par voie de conséquence, de participer aux bénéfices et à la gestion.

Dans un article du *Journal des Economistes*, M. E. Duplessix a critiqué la décision du législateur en faisant également ressortir que les choses appor-

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 28.

2. Deschamps, *op. cit.*, p. 7.

tées à une Société anonyme doivent rester à sa disposition pendant toute sa durée : « Il faut, dit-il, « pour que cette condition se réalise, que l'apport « ait lieu, non pas sous forme d'actes à accomplir « par un travailleur, et sur lesquels la Société ne « saurait compter, puisque cet homme est révocable, « exposé à la maladie et à la mort, et que lui-même « ne voudra jamais engager son travail pour la durée « d'une société anonyme, dont l'existence, toujours « fort longue, dépassera le plus souvent un demi- « siècle ; mais au moyen d'éléments d'actif ou d'instruments de travail réels mis au service de la « société pour toute sa durée ». Et plus loin : « Il est « impossible d'accorder aux ouvriers et employés, « en raison de leur apport transitoire de travail, la « qualité d'associé, et de les admettre à ce titre dans « les assemblées générales et les conseils d'administration des sociétés anonymes (1). »

Ce commentateur n'aperçoit pas une différence fondamentale que les auteurs du projet de loi n'ont pas non plus fait ressortir et qui, selon nous, constitue à elle seule un meilleur argument que ceux que nous venons de rapporter plus haut.

Si l'apport d'industrie qu'une personne peut faire à une Société est essentiellement transitoire, comme cette personne elle-même, il en est tout différemment

1. E. Duplessix, *Journal des Economistes*, n° du 15 août 1918, pp. 168 et 172.

de l'apport effectué par l'élément travail, considéré collectivement. Cet apport sera constant, la Société en bénéficiera encore à l'heure où beaucoup des biens en nature mis à sa disposition lors de sa naissance auront peut-être depuis longtemps disparu ; on peut dire qu'elle ne cessera d'en bénéficier que lorsqu'elle-même cessera d'exister.

Or, la loi de 1917 n'a pas attribué la propriété des actions de travail aux travailleurs pris isolément, mais à l'élément travail considéré collectivement ; c'est pour atteindre sûrement ce but qu'elle a pris, du reste, le soin de déclarer ces actions incessibles et insaisissables.

Signalons que ce caractère d'incessibilité a, également, soulevé des objections ; en effet, la cessibilité du titre a toujours été considérée comme distinguant essentiellement l'action de la part d'intérêt.

« L'article 26 de la loi du 24 juillet 1867 ne stipule-t-il pas, a écrit M. Deloncle en réponse à cette objection, que les administrateurs des sociétés anonymes doivent être propriétaires d'un nombre d'actions déterminé par les statuts et que ces actions affectées à la garantie des actes de la gestion, sont inaliénables. Pourquoi n'admettrait-on pas, dans un but de garantie facile à comprendre, que les actions remises à la collectivité ouvrière le fussent également (1). »

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 38.

L'honorable rapporteur paraît perdre de vue que cette inaliénabilité est essentiellement temporaire, au contraire de celle qui frappe les actions de travail.

\* \* \*

Nous avons tenu, pour la clarté du sujet, à ne pas passer sous silence la controverse que nous venons d'exposer; elle présente, quoi qu'il en soit des diverses opinions exprimées, un intérêt moins actuel que rétrospectif, le législateur, s'étant, dans sa volonté souveraine, nettement prononcé. Celui-ci, à notre avis, a été, consciemment ou non, incité à appeler actions les titres remis aux salariés pour pouvoir accorder des droits de gestion à ces derniers plutôt qu'il ne l'a été à reconnaître ces droits parce que les titres créés étaient véritablement des actions.

Doit-on le lui reprocher ? Nous ne le croyons pas, étant partisan de l'octroi aux salariés de droits de gestion dans la limite tout au moins tracée par la loi de 1917.

Au surplus, n'est-ce pas le propre de beaucoup de lois ouvrières que de créer un état de choses difficilement justifiable en droit pur, mais imposé cependant par l'instinct de justice sociale.

La loi sur les accidents du travail n'a-t-elle pas violé le principe jusque-là fermement établi qu'une personne ne pouvait être tenue de verser une indemnité à autrui qu'autant que le dommage subi l'avait

été par sa faute ; les lois sur le minimum de salaire, sur le repos des femmes en couches, n'ont-elles pas apporté une entaille profonde au principe non moins jusque-là intangible de la liberté des conventions ?

Le mot « action de travail » choque avec raison l'esprit du juriste, mais ne s'agit-il pas surtout de rapprocher le patron et le salarié, et, du point de vue de la psychologie, n'est-il pas judicieux d'employer un même mot pour qualifier l'apport de l'un et de l'autre contractant, le salarié n'en reçoit-il pas l'impression qu'il est traité sur le même pied, celui de l'égalité ?

---

## CHAPITRE VI

---

### La participation à la gestion

La volonté des patrons de conserver entièrement la direction de leur entreprise inspire des comparaisons avec le droit constitutionnel et les difficultés que les souverains ont rencontrées au cours de l'histoire pour garder le pouvoir absolu qu'ils détenaient au nom du droit divin.

De même que les tentatives que les peuples ont faites pour obtenir la création d'un parlement furent la manifestation du doute qui régnait dans les esprits sur le bien fondé de ce droit divin, de même les tentatives des salariés de coopérer dans la gestion des entreprises nous apparaissent comme la suite naturelle du doute depuis longtemps répandu parmi eux sur la légitimité du régime capitaliste.

Un parallèle a été fait, du reste, à plusieurs reprises.

« Il est contradictoire que dans un pays de république et de suffrage universel, on puisse penser

« sous quelque forme que ce soit, à maintenir à  
« l'usine la monarchie absolue (1). »

« Ce que veulent les ouvriers de toutes les corpo-  
« rations, c'est que la République pénètre dans l'ate-  
« lier, c'est que le patronat qui n'est pas de droit  
« divin,... ne soit plus absolu. Il faut que l'absolu-  
« tisme patronal cesse, comme a fini la monarchie  
« absolue et qu'il soit remplacé par un patronat cons-  
« titutionnel comme la monarchie absolue a fait  
« place à la monarchie constitutionnelle (2). »

Et encore : « L'idée de commandement dans le  
« domaine industriel doit s'incliner devant celle plus  
« démocratique de la discussion éclairée (3). »

Ce partage de pouvoir est présenté, en outre,  
comme un moyen de transition qui amènera les  
salariés à devenir les seuls propriétaires de l'entre-  
prise, de même que la monarchie constitutionnelle a  
conduit au régime républicain : « Dans l'évolution de  
« l'Etat, nous sommes passés de l'absolutisme où le  
« prince seul décide à la monarchie constitution-  
« nelle, où la puissance est partagée entre le prince  
« et la représentation populaire, puis de celle-ci à la  
« république où toute la puissance est transférée à  
« la représentation du peuple. C'est un chemin ana-

1. M. Millerand, Chambre des députés, séance du 2 mars 1920,  
*Journal officiel*, p. 495.

2. M. Nectoux, Chambre des députés, séance du 24 février 1920,  
*Journal officiel*, p. 293.

3. M. Léon Jouhaux, *Les Travailleurs devant la Paix*, p. 35.

« logue que doit parcourir la constitution des entre-  
« prises (1). »

Le parallèle est donc parfait.

\* \* \*

Cette collaboration des salariants et des salariés  
fera-t-elle régner l'harmonie ou conduira-t-elle au  
contraire à l'anarchie ?

Examinons les opinions émises dans l'un et l'autre  
sens.

\* \* \*

M. Beudin, ancien associé de la maison Leclaire,  
membre du Conseil supérieur du travail, a fait les  
déclarations suivantes au Congrès International de  
la participation aux bénéfices de 1900 :

« L'expérience a démontré combien certains  
« ouvriers et employés investis d'une part de direc-  
« tion font preuve de sagesse et de pondération. Que  
« de prudents avis ont été ainsi donnés par ces  
« modestes et précieux collaborateurs. »

« L'ouvrier est, en effet, plein de bon sens et si, dans  
« les réunions publiques, dans les cercles d'études,  
« dans les bourses de travail, on discute bruyamment,  
« ce bruit, ce chaos d'idées mal exprimées repré-  
« sentent, en somme, le morceau de charbon qui  
« contient le diamant ».

1. Bauer, *op. cit.*, p. 32-33.

« En constituant ces comités ou conseils d'usine,  
« on familiarise peu à peu les ouvriers avec l'admi-  
« nistration des affaires, on les initie aux difficultés  
« qu'ils ignorent. C'est une école d'expérience où ils  
« constatent qu'il est bien plus facile d'obéir que de  
« commander. Cette collaboration, enfin, élève le  
« travailleur et développe en lui le sentiment de la  
« dignité. »

Signalons que M. Beudin, comme, du reste, tous les partisans de la participation aux bénéfices, estime que les salariés ne doivent jamais avoir que voix consultative :

« Mais il y a des conditions à observer en ce qui  
« concerne les pouvoirs à donner à ces comités...  
« En ce qui concerne leur ingérence dans les affaires  
« proprement dites, les comités peuvent être con-  
« sultés avec fruit sur les questions techniques, sur  
« les améliorations à apporter dans l'outillage, sur  
« l'économie des matières, sur les règlements d'ate-  
« lier, etc... Ils doivent absolument être laissés en  
« dehors d'autres opérations, notamment des traités  
« et marchés à passer avec la clientèle et les fournis-  
« seurs (1). »

Dans le système de la loi du 26 avril 1917, la participation à la gestion est ainsi organisée :

Les salariés sont représentés aux assemblées géné-

1. Congrès international de la participation aux bénéfices de 1900. Ed. Chaix, Paris, 1918, p. 27.

rales par des mandataires élus par eux et dont le nombre est fixé par les statuts de la société anonyme.

Le Conseil d'administration comprend également des représentants des salariés. Le nombre en est fixé par le rapport qui existe entre les actions de travail et les actions de capital (1).

Ce système donne donc voix délibérative aux salariés, en apparence dirons-nous, plutôt qu'en réalité, puisque ceux-ci seront toujours une minorité.

La collaboration à la gestion, sans faire disparaître le principe d'autorité, permettra aux salariés, et c'est là l'essentiel, de sentir qu'ils sont aussi des associés ; peut-on demander à un ouvrier d'éprouver des sentiments d'attachement pour une entreprise à laquelle il n'est lié que par un salaire ; la participation aux bénéfices et à la gestion sont de nature à donner naissance à ces sentiments.

Les patrons et les salariés apprendront à se connaître et à mieux s'apprécier ; le fossé qui existe aujourd'hui entre eux pourra se combler tout au moins en partie.

Le ou les salariés siégeant au sein du Conseil d'administration ne seront-ils pas, en cas de conflits, d'excellents agents de liaison entre les dirigeants et les autres salariés ?

Enfin la gestion d'intérêts économiques calmera la

1. Voir *infra*, p. 147 et s.

fièvre qui s'empare des ouvriers lorsqu'ils ne combattent que pour des principes.

M. Briand écrivait dans ce sens : « Ce n'est que  
« dans l'administration et la gestion des grands inté-  
« rêts économiques que les travailleurs organisés  
« trouveront l'emploi logique d'une vitalité qui risque  
« de s'étioler en se confinant dans la seule défense  
« des intérêts corporatifs ou de se dépenser, sans  
« profit positif, en des manifestations bruyantes et  
« stériles. »

Il ajoutait judicieusement : « Mais il importe de ne  
« confier que progressivement et avec précaution des  
« intérêts, par essence même complexes et délicats, à  
« des travailleurs dont l'éducation économique est  
« encore imparfaite. On doit, d'autre part, faire con-  
« fiance aux chefs d'entreprise. Les conditions même  
« d'une concurrence commerciale intensifiée rendent  
« chaque jour plus évident l'avantage qu'ils trouve-  
« raient à ce que les ouvriers cessent d'être désinté-  
« ressés du sort et des résultats de l'entreprise et  
« soient, au contraire, incités à donner à leur travail  
« son maximum de rendement en quantité et en qua-  
« lité (1). »

\* \* \*

Voici maintenant des critiques :

« Le plus modeste industriel... ne saurait à aucun

1. Préface à l'ouvrage de M. Antonelli déjà cité, p. II.

« prix et dans aucune mesure lui (l'ouvrier) concéder  
« une part de la direction. C'est un rôle auquel il  
« n'est nullement préparé et qui ferait sans aucun  
« doute courir à la prospérité de l'entreprise les plus  
« grands risques... Cette disposition ne se traduira  
« pas par un acheminement vers la paix sociale,  
« mais bien plutôt vers une série de conflits tendant  
« à la dépossession des actionnaires de capital (1). »

« ... Le moindre des inconvénients sera de consti-  
« tuer au sein des Conseils d'administration deux  
« partis opposés ne parlant pas la même langue, et  
« animés d'un esprit très différent. On peut bien se  
« demander si le fossé déjà creusé depuis longtemps  
« entre les représentants du Capital et ceux du Tra-  
« vail ne s'élargira pas davantage encore le jour où  
« par mauvaise fortune l'affaire aura sombré, entraî-  
« nant dans sa ruine les actions de travail en même  
« temps que les actions de capital. » (2)

« Les délégués ont presque toujours tendance  
« à considérer leur rôle comme on voit l'opposi-  
« tion comprendre le sien à l'égard du Gouverne-  
« ment dans nombre d'assemblées parlementaires.  
« Ce n'est pas une collaboration, c'est un com-  
« bat. » (3)

Quoiqu'il en soit, l'organisation de conseils ouvriers

1. Pascalis, *op. cit.*, p. 756.

2. *La Réforme sociale*, n° du 1<sup>er</sup>-16 mars 1917, p. 274.

3. Ed. Payen, *L'Economiste Français*, 10 mars 1917.

a pris corps dans plusieurs pays, par exemple en Allemagne et en Autriche où ces conseils sont chargés de sauvegarder les intérêts matériels, sociaux et moraux des travailleurs sans pouvoir, en principe, porter préjudice à l'activité de l'entrepreneur.

Chaque entreprise de moins de 50 ouvriers a un conseil de cinq membres ; dans les grandes entreprises le nombre des membres est augmenté de 1 par 100 ouvriers. Le vote est direct, secret et l'élection se fait sur la base de la représentation proportionnelle. Est électeur tout ouvrier au service de l'entreprise depuis un mois au moins et ayant accompli sa vingtième année.

Le Conseil a le droit de conclure pour l'entreprise et avec l'entrepreneur des contrats collectifs de travail. Les contrats collectifs qui s'étendent à toute une branche d'industrie doivent être approuvés dans chaque entreprise par le Conseil et par l'entrepreneur. Les salaires établis par branche d'industrie pour le travail à forfait doivent être approuvés par les conseils qui ont le droit de demander à ce que les bases qui ont servi à l'établissement de ces salaires soient vérifiées par des hommes de confiance et d'exiger éventuellement que des experts agréés par les tribunaux puissent prendre une connaissance partielle des livres de comptabilité.

Les conseils doivent surveiller l'exécution des prescriptions concernant la protection du travail, les

garanties contre les accidents, l'hygiène et l'assurance sociale.

Ils ont aussi des droits de contrôle sur le paiement des salaires, les retenues pour manquement à la discipline, le renvoi des ouvriers.

Enfin, il y a ici participation dans la gestion, ils ont le droit de demander qu'on leur présente chaque année un rapport au sujet de la marche des affaires et qu'on leur communique le bilan commercial ; ce rapport sert de base à une conférence avec l'entrepreneur où l'on examine les améliorations à apporter à l'entreprise et les principes directeurs généraux qui doivent régir celle-ci dans l'avenir (1).

On trouve en France, venant du Gouvernement, des essais dans le même sens.

Le projet de loi relatif à la création d'un office autonome : « Office national des postes et télégraphes », prévoit un conseil de direction comprenant des représentants de l'administration, des représentants des grandes associations économiques, Chambres de Commerce, Chambres d'agriculture, et des représentants du personnel technique et du personnel d'exploitation (2).

Dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif au nouveau régime des chemins de fer et déposé, le 18 mai 1920, devant le parlement, par M. Le Tro-

1. *Der Neue Tag*, 13 avril 1919.

2. Chambre des députés. Séance du 4 mars 1920.

quer, ministre des travaux publics, on peut lire notamment : « Il importe pour le bon rendement de l'outil que le travailleur qui est chargé « d'une fonction sociale, source de sa dignité, ait aussi le souci « des exigences de la production et des devoirs qu'elle « impose ».

« Associer le personnel à l'œuvre commune, en « faisant entrer dans le Conseil supérieur un certain « nombre de représentants de ce personnel, l'intéresser au développement du trafic et à la bonne exploitation en lui accordant les deux tiers de la prime de rendement et d'économie, telles sont deux des directives du projet. »

Ce projet prévoit donc la participation du personnel à la gestion et aux bénéfices (1).

\* \* \*

Pour chercher, de nouveau, une comparaison dans

1. M. Loucheur et plusieurs de ses collègues ont déposé, le 29 mai 1920, sur le bureau de la Chambre des Députés, une proposition de loi sur la réorganisation des chemins de fer.

Les divers réseaux seraient exploités par une compagnie fermière constituée sous la forme d'une société anonyme à participation ouvrière au capital de 500 millions, divisé en un million d'actions, de 500 francs chacune. Il serait, en outre, créé 250.000 actions de travail.

Les bénéfices revenant aux actions de travail serviraient, pour une moitié à l'acquisition, jusqu'à concurrence de 100 millions de francs, d'actions de capital créées en augmentation du capital primitif et pour l'autre moitié à l'amélioration des retraites du personnel. Une fois les 100 millions d'actions de capital acquis, la totalité des bénéfices serait affectée à l'amélioration des retraites.

Le Conseil d'administration comprendrait 30 membres dont 6 représentants des salariés.

le droit politique, nous dirons que les objections patronales sur la participation des salariés à la gestion rappellent la réponse des monarques qui ont voulu, au nom de l'ordre, conserver le pouvoir absolu.

Que les salariants, avant de se refuser eux aussi à partager leur pouvoir, songent au malheureux sort des souverains qui se sont obstinés à ne pas composer.

Ils ne doivent pas surtout se perdre dans des discussions byzantines mais examiner calmement cette question : le régime capitaliste est-il un régime juste et durable ? Les forces obscures qui poussent l'humanité à se transformer sans cesse, renverseront-elles tôt ou tard ce régime comme elles en ont renversé bien d'autres, politiques ou économiques ?

S'ils résolvent la question par l'affirmative, leur devoir et l'intérêt commun sera qu'ils recherchent des mesures de transition.

Le partage des bénéfices et de la gestion nous apparaît comme étant, à l'heure actuelle, la meilleure de ces mesures.

---

## CHAPITRE VII

---

### Faculté ou obligation

La question a été discutée de savoir si le législateur devait non seulement organiser mais aussi imposer la participation aux bénéfices de même que la participation à la gestion.

A la vérité, presque tous les auteurs se sont prononcés pour le respect de la liberté des contractants ; la loi du 26 avril 1917, inspirée par cette manière de voir, permet de créer des sociétés anonymes à participation ouvrière, mais n'impose aucune contrainte.

Cette méthode est certainement la meilleure, et le législateur doit être loué d'avoir suivi les principes posés par l'immortel auteur de *L'Esprit des Lois* :

« Il y a deux sortes de tyrannie : une réelle, qui  
« consiste dans la violence du gouvernement ; et une  
« d'opinion, qui se fait sentir lorsque ceux qui gouvernent établissent des choses qui choquent la  
« manière de penser d'une nation.

« Lorsque l'on veut changer les mœurs et les

« manières, il ne faut pas les changer par les lois :  
« cela paraîtrait trop tyrannique, il vaut mieux les  
« changer par d'autres mœurs et d'autres ma-  
« nières ». (1)

En perdant ces préceptes de vue, le législateur  
serait même allé à l'encontre du but qu'il se propo-  
sait : « On n'améliorera jamais le sort des ouvriers,  
« en menaçant la liberté des patrons; on ne fera rien  
« de bon ni d'utile pour le travail en alarmant le capi-  
« tal; on ne fera rien d'efficace dans l'ordre financier  
« si on diminue la sécurité du capital. » (2)

La loi sur les Sociétés Anonymes à participation  
ouvrière est comme la loi sur le mariage, elle n'oblige  
personne à se marier (3).

Cette liberté a paru, disons-le de suite, plus appa-  
rente que réelle.

M. Ch. Gide avait écrit déjà, nous l'avons signalé  
plus haut, que l'actionnariat ouvrier semblait devoir  
conduire logiquement à une tarification obligatoire  
du salaire, c'est-à-dire à un minimum de salaire fixé  
par la loi.

« En effet, si le salaire reste livré à la loi de l'offre  
« et de la demande, il va nécessairement varier en  
« sens inverse de la quotité allouée à l'ouvrier sous

1. Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, livre XIX, chap. III et XIV.

2. Waldeck-Rousseau, Conférence de Roanne, 15 nov. 1895.

3. Ch. Deloncle, Conférence au Conservatoire National des Arts  
et Métiers, 5 janvier 1919.

« forme de participation. Dans les usines prospères  
« le salaire tombera à zéro ou même deviendra négatif, c'est-à-dire se transformera en versements à  
« faire par l'ouvrier comme pour les garçons de restaurant dans les grandes villes de France. »

Mais s'il devait en être ainsi, objectent les promoteurs du système, tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes, la loi aurait donné des résultats inespérés.

Ce que les industriels craignent principalement c'est que l'Etat n'impose la formation de sociétés à participation ouvrière, ou tout au moins ne favorise systématiquement les sociétés constituées sous cette forme lorsqu'il s'agira pour lui de passer des marchés ou d'attribuer des concessions (1).

C'est là, à notre sens, la véritable raison pour laquelle la loi nouvelle a été vivement critiquée dans les milieux patronaux, malgré son caractère absolument facultatif et son entier respect de la liberté des conventions.

N'apparaît-il pas cependant que ce n'est pas suffisant que l'on puisse faire un mauvais usage d'un système pour que l'on doive se priver des avantages qu'il comporte.

1. Nous ajoutons que l'Etat serait parfaitement fondé à imposer la participation aux bénéfices en matière de concession, et à donner la préférence aux sociétés anonymes à participation ouvrière ; il fournit, en effet, l'élément essentiel qui permettra de réaliser des bénéfices ; dans ce cas, mais dans ce cas seulement, l'obligation n'est pas critiquable.

A vrai dire, nous sommes amené à reconnaître que l'idée d'obligation est difficile à séparer du système nouveau.

La loi ne risque-t-elle pas de rester lettre morte, justement parce qu'elle n'est pas obligatoire ?

Sans qu'une loi nouvelle fût nécessaire, les patrons pouvaient fort bien — cette remarque nous semble d'une grande importance — établir un système se rapprochant très sensiblement de celui organisé par le législateur de 1917. Ils ne l'ont pas fait. Quelle raison permet d'espérer qu'ils obéiront à l'appel que ce législateur vient de leur adresser ?

Les patrons se sont toujours montrés peu enclins à faire participer leurs salariés aux seuls bénéfices de l'entreprise ; pourquoi voudraient-ils aujourd'hui les associer non seulement aux bénéfices, mais à la gestion, et les appeler, en outre, à recevoir, en cas de liquidation, une part du capital social ? (1).

Nous disions plus haut que la loi sur les sociétés anonymes à participation ouvrière était comme la loi sur le mariage, qu'elle n'obligeait personne à se marier. Nous pouvons dire également que si le sort

1. Il serait facile pour des industriels, à qui le gouvernement imposerait le nouveau système, de rendre illusoire, s'ils le désiraient, la participation à la gestion ; il suffirait au Conseil d'administration de prendre des décisions dans une réunion secrète à laquelle ne seraient pas convoqués les administrateurs-ouvriers, et de faire ensuite approuver ces décisions au cours d'une séance officielle.

des hommes est qu'ils se marient presque tous, tôt ou tard, les mariages entre patrons et salariés ne seront guère fréquents.

C'est avec regret, du reste, que nous formulons ce jugement, le nouveau système nous apparaissant, ainsi que nous l'avons déclaré déjà, comme une excellente institution de transition.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### Commentaire de la loi du 26 avril 1917

---

#### EXPOSÉ

Dans une première partie, nous avons étudié les questions de salaire, de participation aux bénéfices, d'actionnariat ouvrier.

Il nous reste à exposer maintenant, dans le détail, l'application qu'en a faite le législateur français en votant la loi du 26 avril 1917 sur les sociétés anonymes à participation ouvrière.

Cette loi est due à l'initiative de M. le sénateur Henry Chéron.

Le 19 mai 1913 — il était alors Ministre du Travail et de la prévoyance sociale dans le cabinet Barthou — il déposa, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi sur les « sociétés par actions à participation ouvrière ».

Une commission interministérielle fut nommée par le Ministre de la Justice, le 16 septembre 1913, pour l'examen de ce projet.

Celui-ci devint caduc, par suite de la fin de la législature ; M. Chéron, qui n'était plus alors membre du Ministère, le reprit dans ses grandes lignes, et en fit la proposition de loi qu'il déposa le 23 décembre 1915, devant le Sénat (1).

Cette proposition fut examinée par la commission interministérielle, présidée par M. Ballot-Beaupré, premier président honoraire à la Cour de cassation, qui proposa d'importantes modifications.

Celles-ci furent en grande partie retenues par la Commission du Sénat qui modifia à son tour la proposition de loi.

Le 26 octobre 1916, M. Charles Deloncle déposait devant le Sénat, au nom de cette dernière commission, un rapport complet et des plus intéressants (2).

M. Deloncle défendit, en outre, la proposition, le 22 février 1917, devant le Sénat, qui l'adopta à l'unanimité (3).

M. Louis Deschamps, député, déposa, devant la Chambre, le 30 mars 1917, un rapport au nom de la Commission du Travail (4).

La Chambre adopta la proposition le 5 avril 1917 ; la loi fut promulguée le 26 du même mois.

1. N° 472. Sénat, année 1915. Session ordinaire.

2. N° 386. Sénat, année 1916. Session ordinaire. *Op. cit.*

3. *Journal officiel*, pp. 229 à 239.

4. N° 3207. Chambre des députés, onzième législature. Session de 1917. *Op. cit.*

Avant de l'étudier en détail dans chacun de ses articles, résumons ses dispositions générales :

Les actions de la société sont de deux catégories :

Les actions de capital revenant aux apporteurs de fonds.

Les actions de travail, dont le nombre est librement fixé par les statuts, et revenant aux salariés quelle que soit la nature de leur emploi, du fait seul de leur apport de travail. Ces actions sont leur propriété collective. Les salariés forment, à cet effet, une société anonyme distincte de la première ; cette société est appelée « société commerciale coopérative de main-d'œuvre » ; elle est titulaire du droit de propriété.

Feront seuls partie, mais obligatoirement, de la coopérative de main-d'œuvre, les salariés âgés d'au moins vingt et un ans et attachés à l'entreprise depuis au moins un an.

Chaque année, la coopérative de main-d'œuvre touchera les dividendes afférents aux actions dont elle est propriétaire, et les répartira entre tous les salariés comme elle le jugera à propos, conformément à ses statuts et aux décisions de ses assemblées générales.

En cas de dissolution, le capital social, après amortissement des actions de capital, sera réparti entre tous les porteurs d'actions, aussi bien d'actions de capital que d'actions de travail.

Les salariés seront représentés aux assemblées générales de la Société capitaliste par des mandataires spécialement délégués et dont le nombre est fixé par le rapport existant entre les actions de capital et les actions de travail.

Parmi ces mandataires, sont choisis les représentants des salariés au sein du Conseil d'administration.

Il devra y avoir un représentant des salariés au moins.

La loi prévoit enfin certaines indemnités fiscales dont bénéficieront les sociétés anonymes à participation ouvrière.

La loi du 26 avril 1917 ne comprend que deux articles.

Le premier, que nous étudions pages 93 à 172, porte addition de neuf articles (72 à 80) à la loi du 24 juillet 1867.

Le second, que nous examinons page 172, est un complément à l'article 64 de la dite loi.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

ARTICLE PREMIER. — La loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés est complétée par les dispositions suivantes :

TITRE VI. — Des Sociétés anonymes à participation ouvrière.

ART. 72. — Il peut être stipulé dans les statuts de toute société anonyme que la société sera « à participation ouvrière ».

Les sociétés dont les statuts ne contiendraient pas cette stipulation pourront se transformer en sociétés à participation ouvrière, en procédant conformément aux § 2, 3, 4 de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 22 novembre 1913.

Les sociétés à participation ouvrière seront soumises, indépendamment des règles générales applicables aux sociétés anonymes, aux dispositions des articles suivants :

Le principe de l'obligation est nettement écarté par les premiers mots de la loi nouvelle : « Il *peut* être stipulé dans les statuts de toute société anonyme que la société sera à participation ouvrière ».

Le législateur aurait incontestablement eu tort, comme nous l'avons signalé plus haut, d'imposer le nouveau type de société.

La consécration de la pratique permettra seule de décider s'il est possible, et dans quelle mesure, de recourir à l'obligation.

En outre, la loi ne s'applique qu'aux sociétés anonymes (1).

Le texte de la proposition de loi visait « toute société par actions » ; mais la commission du Sénat a préféré écarter les sociétés en commandite par actions du champ d'application de la loi et le législateur a adopté ce système,

La Société en commandite par actions (comme du reste la société en commandite ordinaire) se contracte, dit l'article 23 du Code de commerce, entre un ou plusieurs associés responsables et solidaires et un ou plusieurs associés simples bailleurs de fonds.

Les premiers sont les véritables gérants de l'affaire ; les seconds ont surtout un droit de contrôle qui s'exerce par le mécanisme du conseil de surveillance et des assemblées générales.

La Commission du Sénat a pensé que l'admission, au sein du conseil de surveillance et des assemblées générales, de représentants des ouvriers, ne permet-

1. Quelques personnes en conclurent peut-être qu'il n'est pas possible d'espérer que la loi ait, d'une façon générale, d'heureux effets sur les rapports du capital et du travail, puisque beaucoup de salariés n'étant pas au service d'une société anonyme ne pourront être mis à même d'en bénéficier ; mais ce serait perdre de vue que les sociétés anonymes groupent et grouperont de plus en plus la majorité des salariés.

trait pas à ceux-ci de coopérer assez activement à la gestion de l'entreprise, et a préféré écarter les sociétés en commandite par actions du champ d'application de la loi (1).

Le deuxième alinéa de l'article 72 stipule que les sociétés dont les statuts ne contiendraient pas la clause de participation ouvrière pourront se transformer et adopter cette modalité en procédant conformément aux paragraphes 2, 3, 4 de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 22 novembre 1913.

Le texte de la proposition de loi ne faisait aucune allusion à cette possibilité de transformation. La Commission interministérielle l'a complété sur ce point.

Il y avait lieu, explique M. Deloncle, « d'ajouter un  
« alinéa prévoyant la possibilité de la transforma-  
« tion en sociétés anonymes à participation ouvrière  
« de sociétés existantes, d'abord parce que cette

1. « On ne comprendrait pas, dit M. Decugis, que des gérants  
« élus par les ouvriers et employés, simples associés comman-  
« ditaires, s'immiscent dans la gestion et puissent prendre, au  
« nom de la société, des engagements dont le gérant statutaire  
« devrait endosser personnellement la responsabilité en cas  
« d'insolvabilité de la Société. »

Ceci est très juste, mais s'il ne peut, en effet, y avoir sans grave inconvénient des gérants ouvriers, rien ne s'oppose, selon nous, à ce que les actionnaires ouvriers soient admis, comme les actionnaires capitalistes, dans le conseil de surveillance ou les assemblées générales. Henri Decugis, *Traité pratique des sociétés par actions*, 3<sup>e</sup> éd. Paris, 1919, p. 217.

« transformation peut se produire et qu'il faut la  
« souhaiter et, en second lieu, parce que peut-être  
« quelques sociétés venant à se fonder préféreront  
« ne pas prendre dès leur création la forme de  
« société anonyme à participation ouvrière, préférant  
« traverser sous le régime des sociétés anonymes  
« ordinaires la période du début, parfois pleine  
« d'aléas et de difficultés. »

Nous pensons que la Commission interministérielle a été guidée, surtout, par un mobile d'ordre juridique ; elle a voulu affirmer la légalité d'une transformation qui eût présenté des difficultés au cas où il se serait agi de la transformation en sociétés anonymes à participation ouvrière de sociétés constituées antérieurement à la loi du 22 novembre 1913. En effet, la question est très controversée de savoir si cette loi s'applique en tous points aux Sociétés constituées avant sa promulgation.

L'article 72 de la loi du 26 avril 1917 visant toutes les Sociétés, sans distinguer entre celles constituées antérieurement ou postérieurement à la loi du 22 novembre 1913, toutes pourront se transformer en société à participation ouvrière en procédant conformément aux prescriptions édictées par cette dernière loi.

Il est à remarquer que les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 31 de la loi de 1867 modifié par la loi du 22 novembre 1913 sont seuls visés par la loi de 1917.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi de 1867, qui n'est pas visé, stipule comme on le sait, que : « Sauf dispositions contraires des statuts, l'assemblée générale... peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. »

Les fondateurs d'une société anonyme pourront donc interdire à l'avance la transformation de cette société en société à participation ouvrière (1).

Le paragraphe 2 étant visé, les actionnaires, quel que soit le nombre des actions dont ils seront porteurs, pourront prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'ils posséderont, sans limitation.

Nous ne nous expliquons pas que les paragraphes 3 et 4 soient tous deux retenus.

Le paragraphe 3 stipule, en effet, que les assemblées qui ont à délibérer sur les modifications touchant à *l'objet* ou à la *forme* de la Société, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social.

*Dans tous les autres cas*, dit le paragraphe 4, une deuxième ou une troisième assemblée peuvent être convoquées et délibérer avec un quorum réduit.

1. Houpin et Bosvieux, *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations*. Ed. 1918, p. 822.

Or, la transformation d'une société anonyme ordinaire en société à participation ouvrière touche indiscutablement à la forme de la société ; le paragraphe 3 devrait donc pouvoir seul recevoir son application : la convocation d'une deuxième ou troisième assemblée à quorum décroissant, prévue par le paragraphe 4, ne devrait pas être possible.

Cependant, ce paragraphe 4 étant nettement visé et retenu par le législateur de 1917, sans doute pour favoriser la transformation de sociétés déjà existantes, on ne pourra pratiquement, malgré la contradiction que nous signalons, en écarter l'application.

---

## CHAPITRE II

---

ARTICLE 73. — Les actions de la Société se composent :

- 1° D'actions ou coupures d'actions de capital ;
- 2° D'actions dites « actions de travail ».

Cet article est, sans aucun doute, un des plus importants de la nouvelle loi. « Il est le pivot de toute la réforme » (1). « C'est par lui que les actions de travail entrent dans la législation » (2).

La controverse élevée sur le point de savoir s'il est possible de créer des actions en représentation d'apports en industrie, a incontestablement pris fin par la décision du législateur qui peut tout, s'il faut en croire le dicton anglais, si ce n'est changer un homme en femme.

Nous avons exposé, plus haut, cette controverse. Nous n'y reviendrons pas.

L'article 43 du Code de commerce stipule que le capital des sociétés par actions se divise en actions ;

1. Pic, *Journal des sociétés civiles et commerciales*, 1917, p. 301.

2. Rousseau, *Commentaire de la loi du 26 avril 1917*, publié par la *Gazette des sociétés et du droit financier*, 1917, p. 98.

l'article 73 de la loi de 1917 indique nettement, d'autre part, que les actions de la société anonyme à participation ouvrière se composent d'actions de capital et d'actions de travail ; il en résulte, sans conteste, que les actions de travail ne correspondent pas à une partie du capital social, et ne confèrent pas, en principe, de droit sur ce capital (1). Nous disons, en principe, l'article 79 apportant une exception au cas de liquidation.

*Nombre des actions de travail.* — Le texte de la proposition de loi prévoyait que le nombre des actions de travail ne pourrait être inférieur au quart de celui des actions de capital.

Il paraissait, en effet, nécessaire d'éviter que des capitalistes, plus désireux de réclame que soucieux de paix sociale, ne créassent des sociétés anonymes à participation ouvrière avec un nombre d'actions de travail peu important, voir même dérisoire.

Mais un examen plus attentif a permis de se rendre compte qu'une limitation présenterait de non moins grands inconvénients que le système de la liberté.

Il peut, en effet, y avoir, pour un même capital engagé, un nombre de salariés très différent suivant la nature des entreprises. Dans l'une, le personnel ouvrier est important et, par suite, un nombre d'ac-

1. Piot, *Journal des notaires et des avocats*, n° de juin 1917, p. 260.

tions de travail égal au quart des actions de capital constitue une proportion raisonnable ; dans une autre, au contraire, le personnel n'est pas nombreux, et l'obligation prévue par la proposition de loi pourrait être de nature à décourager l'initiative des fondateurs.

De plus, dans une même entreprise, le nombre des travailleurs, faible au début, peut s'accroître beaucoup plus vite que le chiffre du capital ; les ouvriers de la première heure profiteraient de dividendes importants et, par la suite, verraient d'un mauvais œil augmenter le nombre des co-partageants.

Il semble donc plus judicieux de permettre à la société anonyme à participation ouvrière de commencer par ne prévoir au début qu'un nombre d'actions de travail représentant une fraction du capital inférieure au quart, sauf à augmenter ultérieurement le nombre de ces actions (1).

*Droits des actions de travail.* — La proposition de loi stipulait également que les actions de travail donnaient des droits identiques à ceux des actions de capital.

Cet alinéa a été supprimé par le Sénat, sur la demande de M. Chastenet, qui a fait observer que les actions de capital peuvent être des actions

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 60.

de capital ordinaires ou bien de priorité, et qu'il n'y aurait aucun inconvénient à ce que l'on créât, dans une Société, des actions de travail qui fussent l'équivalent des actions ordinaires, et d'autres qui fussent l'équivalent des actions de priorité. Il a donc semblé à M. Chastenet que l'alinéa en question était inutile, et, par les interprétations auxquelles il pourrait prêter, peut-être même dangereux (1).

Nous ajoutons qu'il n'y aura jamais d'utilité pratique à créer deux catégories d'actions de travail, puisque celles-ci ne peuvent devenir la propriété individuelle des salariés et sont au contraire inscrites au nom de la société coopérative de main-d'œuvre (art. 75).

*Valeur nominale.* — La loi ne dit pas si les actions de travail ont une valeur nominale. Il paraît, en tous cas, impossible d'en décider ainsi. Ces actions ne sont pas la représentation d'un apport en numéraire ou en nature que l'on puisse chiffrer. La question est en tout cas sans intérêt pratique (2).

*Répartition des bénéfices.* — La loi ne fixant pas le mode de répartition des bénéfices entre les actions de travail et les actions de capital, les statuts régleront librement cette question, étant entendu toutefois qu'ils devront disposer, comme l'exige l'art. 74, que, préalablement à toute distribution de dividende,

1. *Journ. off.*, du 23 fév. 1917, p. 237.

2. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 824.

il sera prélevé sur les bénéfices, au profit des porteurs d'actions de capital, une somme correspondant à celle que produirait, à l'intérêt qu'ils fixeront, le capital versé.

*Participation aux pertes.* — Dans son examen de la proposition de loi, la Chambre de commerce d'Amiens s'inquiétait de ce qu'il adviendrait si la Société au lieu de réaliser des bénéfices subissait des pertes. « Le personnel ouvrier de la Société apportera-t-il sa quote-part pour rétablir l'équilibre (1) ».

Mais la société anonyme est une association de capitaux où les associés ne sont passibles que de la perte du montant de leur intérêt (art. 33 C. de C.). Dans la société anonyme à participation ouvrière, le personnel ouvrier n'est obligé au versement d'aucune mise ; il ne pourra, par suite, en aucun cas, être tenu d'apporter sa quote-part pour rétablir l'équilibre.

*Avantages particuliers.* — M. Piot est d'avis que la création d'actions de travail semble bien constituer un « avantage particulier » qui, aux termes de l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, rend nécessaire la seconde assemblée constitutive (2).

Nous ne le croyons pas. La loi de 1867 dit en effet : « Lorsqu'un associé fait un apport qui ne consiste

1. Séance du 22 juillet 1913.

2. Piot, *loc. cit.*, p. 265. Dans le même sens, Decugis, *op. cit.*, p. 218.

« pas en numéraire ou stipule à *son profit* des avantages particuliers, la première assemblée générale « fait apprécier la valeur de l'apport ou la cause des « avantages stipulés. »

Dans la société anonyme à participation ouvrière, la situation n'est pas la même. Les salariés de l'entreprise ne stipulent rien à leur profit comme condition de leur acceptation de l'acte de société ; ils prennent ce qu'on veut bien leur donner. C'est en pleine connaissance de cause que les capitalistes agissent, la loi leur laisse toute liberté et n'impose aucun minimum d'actions de travail.

Au surplus, comment serait-il possible d'apprécier la « cause des avantages stipulés » ?

---

## CHAPITRE III

---

ARTICLE 74. — Les actions de travail sont la propriété collective du personnel salarié (ouvriers et employés des deux sexes) constitué en société commerciale coopérative de main-d'œuvre en conformité de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1893. Cette société de main-d'œuvre comprendra, obligatoirement et exclusivement, tous les salariés attachés à l'entreprise depuis au moins un an et âgés de plus de vingt et un ans. La perte de l'emploi salarié fait perdre au participant, et sans indemnité, tous ses droits dans la coopérative de main-d'œuvre sous la réserve de l'article 79 de la présente loi.

Lorsqu'une société se constituera dès son début sous le régime de la présente loi, c'est-à-dire sous la forme de société anonyme à participation ouvrière, les statuts de la société anonyme devront prévoir la mise en réserve, jusqu'à l'expiration de l'année, des actions de travail attribuées à la collectivité des salariés. A l'expiration de ce délai, les actions seront remises à la coopérative de main-d'œuvre légalement constituée.

Les dividendes attribués aux ouvriers et employés faisant partie de la coopérative ouvrière sont répartis entre eux conformément aux règles fixées par les statuts de la société ouvrière et aux décisions de ses assemblées générales. Toutefois, les statuts de la société anonyme devront disposer que, préalablement à toute distribution de dividende, il sera

prélevé sur les bénéfices, au profit des porteurs d'actions de capital, une somme correspondant à celle que produirait à l'intérêt qu'ils fixeront le capital versé.

En aucun cas les actions de travail ne pourront être attribuées individuellement aux salariés de la société, membres de la coopérative de main-d'œuvre.

Le texte de la loi fixe le principe de la propriété collective des actions du travail. En aucun cas, ces actions ne pourront devenir la propriété individuelle des salariés de la société (§ 4).

#### I. — Etude juridique de la société commerciale coopérative de main-d'œuvre

Le texte de la proposition de loi stipulait que les statuts de la Société par actions fixeraient librement les règles de cette répartition.

Mais la commission du Sénat a voulu que les salariés eussent tous pouvoirs pour procéder eux-mêmes à cette répartition :

« Les capitalistes fondateurs de la Société pour-  
« raient, dit le rapporteur, prendre pour base de la  
« répartition telles modalités qu'ils jugeraient pré-  
« férables, soit au prorata des salaires, ou d'après  
« l'ancienneté, soit d'après la production indivi-  
« duelle, l'importance de la valeur des services, soit  
« en combinant ces divers modes d'appréciation. »

« En procédant ainsi, en prévoyant à l'avance  
« dans les statuts de la société anonyme, le mode

« d'attribution des revenus des actions de travail, il  
« serait porté atteinte au principe même de la pro-  
« priété collective et l'on reviendrait à la conception  
« de la copropriété individuelle des actions de tra-  
« vail. »

« Les salariés doivent avoir la libre disposition  
« des revenus de leur propriété comme l'actionnaire  
« de capital a la libre disposition des revenus de ses  
« actions, même quand celles-ci sont frappées d'in-  
« cessibilité et d'inaliénabilité (actions des adminis-  
« trateurs) » (1).

La Commission du Sénat, en adoptant cette manière de voir, a été nécessairement amenée à créer une entité juridique distincte, personnifiant l'ensemble des salariés, et investie non seulement du droit de recevoir la propriété des actions de travail mais de celui de décider de la répartition des dividendes y afférents.

Cette entité est, aux termes de la loi, la : « *Société Commerciale coopérative de main-d'œuvre* en conformité de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867 modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1893. »

Quelle est exactement la nature de cette société ?

M. Deloncle attribue, dans son rapport, la paternité de la « Société coopérative de main-d'œuvre » à M. Antonelli; ce dernier s'appuie sur M. Richard; examinons donc en premier lieu les idées de cet auteur.

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 65.

M. Richard a consacré une étude très intéressante à la sous-entreprise ouvrière, destinée, dans l'esprit des économistes qui en ont préconisé le développement, M. Yves Guyot notamment, à mettre fin aux conflits entre le capital et le travail (1).

« La sous-entreprise ouvrière, écrit-il, est un groupe  
« d'ouvriers qui assume une tâche collective ou un  
« travail aux pièces collectif dans une industrie...  
« La sous-entreprise suppose normalement une  
« entreprise mais elle ne se rattache à elle que par  
« un contrat global de travail ou de salaire... Ce  
« salaire, le groupe ouvrier le distribuera entre ses  
« membres suivant les règles intérieures acceptées  
« et délibérées par eux... C'est un louage d'ouvrage  
« collectif... Cette société a pour objet la livraison  
« forfaitaire des produits à un prix déterminé pendant une durée fixée » (2).

Et M. Richard ajoute :

« La légalité d'une pareille société ne fait pas de  
« doute ; elle est régie par la loi de 1867 sur les  
« sociétés. Le capital sera divisé en coupons de  
« 25 francs lorsqu'il ne dépassera pas 200.000 francs,  
« de 100 francs au delà de ce chiffre ».

« L'article 68 modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1893

1. A. Richard, *Le contrat collectif et la sous-entreprise ouvrière. Essai sur la coopération de main-d'œuvre*. Thèse Aix-Marseille, 1904.

2. P. 225, 226, 240.

« rend commerciale la société ouvrière constituée  
« dans les formes du Code de commerce ou de la loi  
« de 1867 quel que soit son objet. La Société com-  
« merciale pourra être et sera le plus souvent à capi-  
« tal variable. Les statuts pourront permettre, soit  
« au conseil d'administration, soit à l'assemblée  
« générale de s'opposer au transfert des actions. En  
« un mot, la loi française permet toutes les combi-  
« naisons possibles à la *Société commerciale de tra-*  
« *vail*. De plus, celle-ci pourra être établie par pro-  
« fession, être régionale, se lier uniquement à une  
« entreprise industrielle, s'étendre au corps de  
« métier ou bien se restreindre à l'usine. La forme  
« commerciale est elle d'ailleurs indispensable? Nous  
« allons voir qu'elle ne l'est pas » (1).

Il n'y a rien à redire à l'exposé de M. Richard en ce sens qu'un groupe plus ou moins nombreux d'ouvriers peut très légalement se constituer en société commerciale dans le but de fournir à un ou plusieurs industriels le produit de leur travail à des conditions à déterminer.

Mais ce que nous ne pouvons absolument pas nous expliquer c'est que M. Antonelli, et après lui M. Deloncle, aient adopté le système proposé par M. Richard.

M. Richard avait en vue plusieurs ouvriers désirant vendre, collectivement, leur travail. Il était donc

logique, en préconisant que ces ouvriers constituaient une société, dans les formes du Code de commerce ou de la loi de 1867, et en voyant, dans leur groupement ainsi constitué, une société *commerciale*, *coopérative* et de *main-d'œuvre*.

M. Antonelli et M. Deloncle se trouvaient en présence d'une situation toute différente.

Ils avaient seulement à prévoir la constitution d'un groupement qui deviendrait titulaire du droit de propriété des actions de travail, et, en outre, serait chargé de répartir, entre ses membres, les dividendes afférents à ces actions.

Ce groupement ne présente aucun des caractères du premier.

Ceci exposé, étudions comment ces deux auteurs ont été amenés à adopter la manière de voir que nous critiquons.

Que dit M. Antonelli ?

M. Antonelli, dans son ouvrage sur les actions de travail (1), après avoir, dit-il, défini le système par l'extérieur, en aborde l'analyse interne, et se pose cette question :

« A qui, en fait, sera remise la propriété des actions  
« de travail et quels droits seront attribués à leurs  
« possesseurs ?... Ce sera la collectivité des ouvriers  
« de l'usine qui en sera seule propriétaire... Nous  
« avons, dans notre projet, proposé de trancher la

1. Etienne Antonelli, *op. cit.*, p. 26.

« difficulté en constituant entre les ouvriers de  
« l'usine une société à personnel variable, véritable  
« coopérative de main-d'œuvre, seule propriétaire  
« des « actions de travail ». *La légalité d'une pareille*  
« *société ne fait aucun doute* » (1).

Et M. Antonelli renvoie le lecteur à l'ouvrage de M. Richard, rapportant, en outre, la majeure partie des passages que nous avons cités nous-mêmes.

Etudions maintenant M. Deloncle : « M. Antonelli, « écrit-il dans son rapport, a indiqué une solution « simple et heureuse que nous adoptons, mais qu'il « nous semble indispensable de viser dans la loi. « Cette solution consiste à constituer entre tous les « salariés de l'entreprise une société à personnel « variable, véritable coopérative de main-d'œuvre, « seule propriétaire des actions de travail, *dont la* « *légalité ne fait aucun doute*, et qui en vertu de « l'article 68 de la loi de 1867 modifié par la loi du « 1<sup>er</sup> août 1893, est rendue commerciale quel que « soit son objet » (2).

Cette société commerciale coopérative de main-d'œuvre ne présente, en fait, ainsi que nous l'avons déjà dit, aucun des caractères que devrait comporter pareille appellation.

*Société ?* Rappelons la définition de la société telle qu'elle est donnée par l'article 1832 du Code

1. P. 26, 27 et 28.

2. Deloncle, *op. cit.*, p. 62.

civil. « La Société est un contrat par lequel deux  
« ou plusieurs personnes conviennent de mettre  
« quelque chose en commun dans le but de partager  
« le bénéfice qui pourra en résulter. »

La formation d'un contrat de société exige donc une manifestation de volonté de la part des contractants ; or, la société de main-d'œuvre comprend *obligatoirement* tous les salariés de l'entreprise. On peut, il est vrai, répondre qu'il y a eu de la part de l'ouvrier manifestation de volonté le jour où il a accepté d'entrer au service de la Société capitaliste ; ce jour-là, il a également accepté, par voie de conséquence, de faire partie de la société de main-d'œuvre.

En outre, les membres de cette Société ne mettront pas en commun les actions de travail qui leur sont attribuées puisque ces actions sont, dès le début, leur propriété collective (1).

*Société commerciale.* — Le but dans lequel est constitué la Société n'est rien moins que commercial.

*Société coopérative.* — Le caractère coopératif qui s'apercevait nettement dans le cas envisagé par M. Richard, n'existe pas dans le système de la loi de 1917. Le signe distinctif des Sociétés coopératives est, selon la définition fixée par les auteurs en l'ab-

1. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 836.

sence d'une définition légale, la réunion de deux qualités le plus souvent distinctes telles que celles de patrons et de salariés dans les coopératives de consommation, de prêteurs et d'emprunteurs dans les coopératives de crédit (1).

A tout prendre, comme le dit très bien M. Piot, s'il est ici une société plus ou moins affectée de coopératisme, ce ne peut être que la société productrice, c'est-à-dire la Société anonyme elle-même.

*Société de main-d'œuvre.* — Cette expression n'échappe pas davantage à la critique.

La Société de main-d'œuvre pourra très bien passer tôt ou tard avec la Société capitaliste un contrat collectif de travail. Il faut souhaiter le développement de pareilles conventions. Mais la Société de main-d'œuvre n'a pas été créée dans ce but par le législateur de 1917. Son objet social est seulement de recevoir la propriété des actions de travail, de répartir les dividendes y afférents, mais non de fournir de la main-d'œuvre.

Au contraire, dans le cas envisagé par M. Richard il y avait essentiellement un louage d'ouvrage collectif.

En résumé, il est incompréhensible que M. Anto-

1. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 605 et 606; Piot, *op. cit.*, p. 268; Pic, *Tr. de législ. ind. Les lois ouvrières*, 2<sup>e</sup> édition, n<sup>os</sup> 582 et 1348; Gide, *Rev. d'écon. pol.* 1889, 473; Lyon-Caen et Renault, n<sup>o</sup> 1033; Thaller, n<sup>os</sup> 782 et suiv.; Arthuys, n<sup>os</sup> 845 et 848; Lacour, n<sup>o</sup> 680.

nelli et M. Deloncle aient suivi le système proposé par M. Richard. Si l'on examine les choses au fond, l'entité juridique qu'ils ont créée n'est pas une Société au sens strict du mot ; elle n'est pas non plus commerciale, ni coopérative ; elle n'est pas davantage une Société de main-d'œuvre ; elle sera, cependant, la Société commerciale coopérative de main-d'œuvre.

Nous ajouterons que l'objet du groupement constitué par les participants étant nettement civil, il eût été simple et logique de donner à ce groupement une des formes civiles prévues par la loi : association jouissant de la personnalité civile, association syndicale, société civile.

L'association civile nous semble la meilleure ; les participants constitueraient, au regard de la société capitaliste, un groupement comparable aux associations civiles de porteurs d'obligations ou de parts de fondateur.

Le groupement des participants étant, de par la volonté du législateur, une « Société commerciale « coopérative de main-d'œuvre constituée en conformité de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867 modifié « par la loi du 1<sup>er</sup> août 1893 », cherchons maintenant à déterminer quelle est exactement la forme que ce législateur a entendu, sous une pareille appellation, donner à ce groupement.

Que dit l'article 68 ainsi visé : « Quel que soit leur « objet les sociétés en commandite ou anonymes qui

« seront constituées dans les formes du Code de  
« commerce ou de la présente loi seront commer-  
« ciales et soumises aux lois et usages du com-  
« merce. »

La forme de la commandite ne pouvant naturellement être retenue ici, il s'ensuit que la coopérative de main-d'œuvre est une société anonyme.

L'étude des travaux préliminaires le confirme, du reste, entièrement :

En effet, M. Deloncle déclarait, à la Séance du Sénat du 22 février 1917 : « Votre commission a  
« estimé nécessaire, modifiant sur ce point le projet  
« de l'honorable M. Henri Chéron, de prévoir que  
« cette collectivité de salariés se constituerait elle-  
« même en une *société anonyme*, en conformité de  
« la loi de 1867 » (1).

M. Deloncle disait, en outre, dans une conférence faite le 20 mai 1917, au Conservatoire National des Arts et Métiers : « Cette collectivité s'organise elle-  
« même en une *société anonyme*, en conformité de  
« la loi de 1867 » (2).

La Société de main-d'œuvre est donc une société anonyme ; elle devra, par suite, être régie comme toutes les sociétés anonymes, exception faite seule-

1. *Journal off.* Séance du 22 février 1917, p. 229, col. 3.

2. *Les Sociétés anonymes à participation ouvrière*, brochure éditée par la Chambre consultative des Associations ouvrières de production, p. 31.

ment des prescriptions particulières édictées par la loi de 1917.

Est-ce une société anonyme ordinaire ou bien une société à capital variable ?

M. Richard dit, dans son ouvrage, comme nous l'avons indiqué plus haut : « La société commerciale « pourra être et sera le plus souvent à capital variable. »

Nous pensons que pratiquement il n'en pourra être autrement. Il y aura, en effet, au sein de la société coopérative de main-d'œuvre, des entrées et des sorties d'actionnaires fréquentes puisque chaque nouveau salarié de la société capitaliste fera obligatoirement partie de la coopérative, et que le départ du salarié de la société capitaliste entraînera son départ de la coopérative également.

Cette solution présentera, en outre, de grands avantages pratiques pour les salariés. La coopérative de main-d'œuvre émettra des actions qui pourront être de 25 francs seulement ; un premier versement d'un dixième, soit 2 fr. 50, sera suffisant.

M. Piot, comme MM. Houpin et Bosvieux, ne pensent pas que la société coopérative de main-d'œuvre soit entièrement assujettie à la réglementation relative aux sociétés anonymes ordinaires (1) :

1. M. Decugis estime, au contraire, que la coopérative de main-d'œuvre est une société anonyme à capital variable, *op. cit.*, p. 221.

« On se demande, disent notamment ces derniers  
« auteurs, comment concilier les principes généraux  
« applicables à toute société anonyme avec la créa-  
« tion d'un organisme existant de plein droit entre  
« tous les ouvriers et employés d'une entreprise dont  
« les membres ne peuvent évidemment être tenus à  
« aucune souscription d'actions et qui, ne recevant  
« ni apports en numéraire, ni apports en nature, ne  
« possède pas de capital proprement dit. Il faut re-  
« connaître, selon nous, que la société coopérative  
« de main-d'œuvre, rangée par la loi dans la catégo-  
« rie des sociétés bien qu'elle n'en présente aucun  
« des caractères spécifiques, n'est assujettie, quant à  
« sa constitution, à sa publication et à son fonction-  
« nement qu'aux règles résultant de ses statuts, les-  
« quels n'ont pas la valeur d'un pacte constitutif.  
« Elle pourrait, toutefois, si les ouvriers et employés  
« consentaient à souscrire des actions de numéraire  
« et à les libérer d'un dixième se constituer sous la  
« forme de société anonyme à capital variable » (1).

Cette interprétation doit-elle être suivie ? Nous ne le pensons pas.

On peut être, à bon droit, surpris que le législateur ait voulu ranger la coopérative de main-d'œuvre dans la catégorie des sociétés anonymes, mais les travaux préparatoires que nous avons commentés établissent sans aucun doute que telle a bien été la

1. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 836.

volonté du législateur. Il est donc impossible, en l'absence de dispenses spécialement établies par lui, de ne pas faire entière application à la coopérative de main-d'œuvre des dispositions générales du droit régissant les sociétés anonymes et notamment de celles de la loi du 24 juillet 1867. Ce n'est que dans la mesure où ces dispositions se trouvent modifiées par la loi de 1917, qu'il en faudra écarter l'application.

## II. — Composition de la Société coopérative de main-d'œuvre

La Société de main-d'œuvre comprend obligatoirement et exclusivement tous les salariés, quels qu'ils soient, attachés à l'entreprise depuis au moins un an et âgés de plus de vingt et un ans. Exception faite du cas particulier prévu par l'article 79 de la loi (répartition de l'actif social après dissolution), la perte de l'emploi salarié fait perdre au participant, et sans indemnité, tous ses droits dans la coopérative de main-d'œuvre (§ 1<sup>er</sup>).

La commission interministérielle avait prévu que les statuts pourraient déterminer un chiffre de traitement annuel au-dessus duquel les employés de la société ne seraient pas considérés comme des salariés.

La commission du Sénat ne l'a pas suivie sur ce point. Cela ne pourrait créer, dit le rapporteur, que

« des antagonismes dans le personnel. Au surplus,  
« n'est-il pas toujours possible à la société anonyme  
« de faire une situation spéciale d'associé individuel à  
« un directeur, à un ingénieur, à un gérant qui, dès  
« lors, n'entrerait pas dans la coopérative de main-  
« d'œuvre (1). »

Les salariés devront, avons-nous dit, être attachés à l'entreprise depuis au moins un an pour être membres de la coopérative ; par suite, lorsqu'une société anonyme prendra, dès sa constitution, la forme nouvelle, la société coopérative de main-d'œuvre ne pourra être constituée à son tour qu'une année après. Les statuts de la société capitaliste devront donc prévoir la mise en réserve des actions de travail qui seront, à l'expiration de cette première année, remises à la coopérative de main-d'œuvre légalement constituée.

Si, au contraire, la société anonyme se transforme en société à participation ouvrière plus d'une année après sa fondation, la coopérative de main-d'œuvre pourra être immédiatement constituée et recevoir les actions de travail (2).

*Répartition des dividendes revenant aux actions de travail.* — La proposition de loi prévoyait que les dividendes attribués aux ouvriers seraient répar-

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 64.

2. Houpin et Bosvieux, *loc. cit.*, 828.

tis entre eux conformément aux règles fixées par les statuts de la Société par actions.

La Commission du Sénat a voulu, au contraire, que les salariés pussent procéder eux-mêmes à cette répartition, conformément à des règles qu'ils choisiraient librement.

« En laissant à la collectivité ouvrière, dit le rapporteur, le soin de répartir elle-même les dividendes entre tous ses membres, nous lui permettons d'exercer un droit d'appréciation des services de chacun qu'elle est à même, plus que quiconque, d'exercer impartialement, quoi qu'on en pense, et nous lui laissons des responsabilités, des devoirs et des droits qui sont de nature à lui faire mieux comprendre encore le caractère de sa mission et à développer mieux encore chez elle cet intérêt d'ordre économique qui lui fait défaut » (1).

La répartition des dividendes afférents aux actions de travail sera donc décidée par les participants eux-mêmes (§3) ; la plupart de ceux-ci étant des ouvriers, on peut raisonnablement penser que le mode de répartition adopté le plus souvent, corrigera plutôt qu'il n'accentuera l'inégalité des salaires.

On a fait remarquer que la liberté de répartition des dividendes pourrait présenter des dangers : « qui donc peut affirmer que, sous l'influence de direc-

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 65.

« tions occultes aisées à prévoir, les bénéfices revenant à la nouvelle société n'iront pas à des œuvres qui ne seront pas toutes de paix sociale au lieu d'être distribués au personnel, en proportion des résultats de ses efforts, au fruit de l'esprit d'économie et d'ordre que l'on voudrait voir sauvegarder ? (1). »

Les capitalistes jouissant d'une entière liberté pour la disposition de leurs dividendes, une entrave à celle des ouvriers nous semblerait bien difficile à justifier.

Ces derniers pourront affecter telle part qui leur conviendra à des œuvres de prévoyance et de mutualité, ou même à des œuvres de défense d'intérêt professionnel (2).

Nous ajoutons que le danger envisagé ne nous paraît pas grand : les salariés voudront, par un sentiment du reste bien compréhensible, tirer d'abord un profit direct et personnel des dividendes leur revenant.

*Rémunération du capital.* — Les statuts de la société anonyme devront disposer que, préalablement à toute distribution de dividendes, il sera prélevé, sur les bénéfices, au profit des porteurs d'actions de

1. Rousseau, *op. cit.*, p. 100.

2. Deloncle, *op. cit.*, p. 44 ; Antonelli, *op. cit.* p. 31 ; Piot, *op. cit.*, p. 269 ; Pic, *op. cit.*, p. 306 ; Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 858.

capital, une somme correspondant à celle que produirait à l'intérêt qu'ils fixeront le capital versé (§ 3).

Ce prélèvement constitue la contre-partie du salaire payé au travail.

M. Deloncle en a excellemment justifié le principe :

« Ce prélèvement est à la fois juste, logique et  
« nécessaire : *juste* parce que l'action de capital a  
« été payée alors que l'action de travail a été obtenue  
« gratuitement ; *logique* parce que le travail  
« ayant reçu, avant tout dividende, une rémunération  
« sous forme de salaire, l'action de capital doit,  
« avant tout dividende, recevoir une rémunération ;  
« *nécessaire* parce que si l'on veut que le capital  
« aille à l'industrie, il faut lui donner toutes les garanties  
« possibles d'y trouver au moins l'intérêt que  
« lui offrent, avec moins d'aléas peut-être, tant de  
« placements (1). »

Si la loi n'avait pas contenu une clause spéciale dans ce sens, l'article 34 du Code de Commerce, modifié par la loi du 16 novembre 1903, aurait permis aux fondateurs de la société anonyme d'imposer cette rémunération privilégiée.

Cet article autorise, en effet, la création d'actions de priorité jouissant de certains avantages sur les autres actions.

Les fondateurs auraient pu, par suite, décider que

1. Deloncle *op. cit.*, p. 66.

les actions de capital toucheraient un dividende avant toute répartition aux actions de travail.

La loi de 1917 a fait une obligation de ce qui, sans cela, eut été seulement une faculté.

On peut se demander s'il n'aurait pas été prudent de fixer, dans la loi, la quotité de l'intérêt à servir aux porteurs d'actions de capital, préalablement à toute distribution de dividende ?.

En effet, les statuts de la société anonyme, en adoptant un taux d'intérêt très élevé, pourraient rendre illusoire la participation des salariés.

Signalons également que les statuts des sociétés anonymes stipulent parfois le paiement d'intérêts aux actions, même en l'absence de bénéfices ; ces intérêts sont alors portés au compte des frais généraux, à titre de charge sociale.

Les auteurs et la jurisprudence admettent unanimement la validité de cette stipulation.

Comme la loi de 1917 spécifie que les intérêts à verser aux actionnaires de capital, avant toute répartition aux actions de travail, seront prélevés sur les bénéfices, des commentateurs se sont demandés si le législateur n'avait pas eu l'intention d'interdire la pratique à laquelle nous faisons allusion : le paiement d'intérêts aux actions, même en l'absence de bénéfices (1). Comme eux, nous ne le croyons pas ;

1. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 826 ; Piot, *op. cit.*, p. 261.

le législateur, ainsi qu'en témoignent les travaux préliminaires, a seulement tenu à assurer au capital la contre-partie du salaire payé au travail.

*Amortissements et Réserves.* — Rien, dans la loi nouvelle, ne vient limiter la liberté des statuts de la société anonyme ni celle du Conseil d'Administration, en ce qui touche la fixation des amortissements et des réserves (1).

Par suite, les statuts pourraient adopter une clause ainsi conçue :

Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales (comprenant notamment tous amortissements et réserves industrielles), constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets, il est prélevé :

1° 5 o/o pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi.

2° *Une somme destinée à l'amortissement du fonds social calculée de telle sorte que le capital puisse être amorti dans un délai de ... années.*

3° La somme nécessaire pour servir aux actions de capital amorties et non amorties un premier dividende de 5 o/o (le taux pourrait même être fixé à un chiffre sensiblement plus élevé).

Le surplus est repartí, etc...

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 49; Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 833.

Qui ne voit, dans ces conditions, que ce surplus permettrait difficilement la répartition de bénéfices appréciables aux salariés puisque ceux-ci ne toucheraient quelque chose qu'après que le capital social aurait été complètement amorti !

Nous répéterons donc ce que nous disions plus haut : pour éviter que la participation ouvrière ne fût rendue illusoire, le législateur eût agi prudemment en réglementant, dans une certaine mesure, la question des bénéfices et des amortissements dans les sociétés anonymes ayant adopté la forme nouvelle.

Ces considérations perdent évidemment de leur intérêt si l'on se trouve en présence d'industriels désirant faire de bonne foi l'expérience du système ; elles en présenteraient un très réel au cas où le gouvernement chercherait à imposer ce système sous une forme ou l'autre.

---

## CHAPITRE IV

---

ARTICLE 75. — Les actions de travail sont nominatives, inscrites au nom de la Société coopérative de main-d'œuvre, inaliénables pendant toute la durée de la société à participation ouvrière et frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et l'incessibilité de ces actions.

Les prescriptions de cet article sont la conséquence logique du caractère de propriété collective attribué aux actions de travail. Le législateur a voulu que la coopérative de main-d'œuvre, spécialement créée par lui pour être titulaire du droit de propriété des actions de travail, ne pût jamais se dépouiller de ce droit.

Dans la loi de 1867, l'article 26 déclare inaliénables également les actions affectées par les administrateurs à la garantie de leurs actes de gestion ; mais il s'agit là d'une inaliénabilité temporaire, qui cesse avec les fonctions de l'administrateur, ou plus exactement avec le quitus donné à celui-ci, et non pas d'une inaliénabilité absolue.

Il est, de plus, à noter qu'une inaliénabilité absolue enlève aux actions de travail le caractère par-

ticulier qui permet de distinguer les parts d'intérêt des actions.

Mais les conséquences qui en découlent ne présentent pas d'inconvénient pratique.

En effet, l'utilité de la distinction des sociétés entre sociétés par intérêt et sociétés par actions, c'est que les premières sont soumises au droit commun tandis que les secondes sont soumises à des règles particulières et à des impôts spéciaux. Or, la société coopérative de main-d'œuvre, malgré l'inaliénabilité des actions imposée par la loi, est sans conteste une société par actions : elle ne sera donc pas soumise au droit commun.

Pourquoi l'article 75 spécifie-t-il non seulement que les actions de travail sont inaliénables, mais qu'elles sont incessibles ? Nous ne nous en expliquons pas la raison, les deux expressions étant synonymes.

Le texte ne parle pas de l'insaisissabilité des actions de travail. Il en résulte que des saisies-arrêts pourront être pratiquées entre les mains de la société anonyme, portant sur le montant des dividendes revenant aux actions de travail (1).

Nul doute que le crédit de la coopérative de main-d'œuvre ne s'en trouve fortifié.

---

1. Decugis, *op cit.*, p. 224.

## CHAPITRE V

---

ARTICLE 76. — Les participants à la société coopérative de main-d'œuvre sont représentés aux Assemblées générales par des mandataires élus par ces participants, chacun de ceux-ci disposant pour cette élection d'autant de voix que son salaire annuel, établi sur les comptes arrêtés quinze jours avant l'Assemblée générale, comprend de fois le chiffre du salaire le plus faible attribué par la société aux salariés âgés de plus de vingt et un ans. Ces élections ne sont valables que si les deux tiers des participants au moins ont assisté à la réunion où il y a été procédé.

Les mandataires élus doivent être choisis parmi les participants. Leur nombre est fixé par les statuts de la société anonyme.

Le nombre des voix dont disposent ces mandataires à chaque assemblée générale est au nombre des voix attribuées au capital qui y est représenté dans la même proportion que le nombre des actions de travail est à celui des actions de capital. Il est déterminé au début de chaque assemblée d'après les indications de la feuille de présence.

Les mandataires présents partagent également entre eux les voix qui leur sont ainsi attribuées, les plus âgés bénéficiant des voix restantes.

En cas d'action judiciaire, les mandataires élus à la dernière Assemblée générale désignent un ou plusieurs d'entre eux pour représenter les participants. Si aucune élection

n'avait encore été faite, ou si aucun des mandataires élus ne faisait plus partie de la coopérative de main-d'œuvre, il serait procédé à l'élection de mandataires spéciaux dans les formes et conditions prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article. Toutes les décisions des Assemblées générales coopératives de main-d'œuvre devront d'ailleurs être prises dans ces mêmes formes et conditions.

### I. — Assemblée Générale des Participants

Qu'il s'agisse pour les participants de se réunir en assemblée générale dans le but de nommer les mandataires qui les représenteront à l'assemblée générale de la société capitaliste ou bien qu'il s'agisse de prendre toute autre décision, ils devront observer chaque fois les conditions posées par l'article 76.

C'est ce que décide le dernier paragraphe de cet article. Il faudra se reporter à la loi de 1867 pour toutes les conditions qu'il n'a pas prévues.

*Composition de l'Assemblée.* — Tous les participants, quel que soit leur salaire, pourront faire partie de l'assemblée. La loi n'indique aucune exception, mais seuls les participants y seront admis. En effet, de droit commun, les assemblées générales ne peuvent être composées que d'actionnaires.

*Convocation.* — Le présent article n'indique pas la forme de convocation ni le délai dans lequel elles devront être envoyées. La loi de 1867 ne stipule rien

non plus dans ce sens ; les statuts de la coopérative de main-d'œuvre devront donc en décider.

*Quorum.* — Les deux tiers des participants au moins devront assister à la réunion (§ 1<sup>er</sup>).

*Nombre de voix.* — Chacun des participants disposera d'autant de voix que son salaire annuel, établi sur les comptes arrêtés quinze jours avant l'assemblée générale, comprend de fois le chiffre du salaire le plus faible attribué par la société aux salariés âgés de plus de vingt et un ans. (§ 1<sup>er</sup>) (1)

Le texte de la proposition de loi spécifiait que chacun des participants disposerait d'autant de voix que son salaire annuel comprendrait de fractions de 500 francs.

Ce système aurait indiscutablement compliqué les votes en donnant à chacun des participants un grand nombre de voix ; en outre, il aurait pu permettre à une minorité d'ouvriers d'obtenir la majorité.

Mais il eût été plus souple en proportionnant davantage le nombre de voix aux salaires. En effet, le système du législateur ne permet pas de tenir compte de fractions importantes : si le salaire le plus faible attribué par la Société est, par exemple, de 2.500 francs, l'ouvrier gagnant 4.900 francs, n'a droit qu'à une seule voix.

1. M. Decugis fait justement observer que le délai de quinze jours est trop court. Il ajoute que les sociétés qui ont des succursales hors d'Europe, seront, en fait, dans l'impossibilité de se transformer en sociétés à participation ouvrière, *op, cit.* p. 226.

Le salaire annuel devra être calculé en tenant compte non seulement du salaire fixe, mais des primes, et gratifications diverses.

*Majorité.* — La loi de 1917 n'indique pas le nombre de voix que devront réunir les résolutions.

Les prescriptions de la loi de 1867 recevront donc leur application.

Si, par exemple, il est tenu une assemblée générale extraordinaire délibérant sur une modification à apporter aux statuts, les résolutions devront, conformément au paragraphe 3 de l'article 31 de cette dernière loi, réunir les deux tiers des voix.

Les dispositions de la loi de 1867 n'étant pas toutes d'ordre public, les statuts de la coopérative de main-d'œuvre pourront, comme du reste les statuts de toute autre société, imposer, le cas échéant, une majorité plus forte.

*Feuille de présence.* — Il devra être tenu une feuille de présence, indiquant, si l'on se réfère à la loi de 1867, les noms et domiciles des participants, mais non pas le nombre d'actions dont chacun d'eux est porteur, puisque les actions attribuées à la coopérative de main-d'œuvre restent obligatoirement la propriété collective de celle-ci.

## II. — Représentation des participants aux assemblées générales de la société anonyme à participation ouvrière

Les participants ont le droit d'être représentés aux assemblées générales de la Société anonyme à participation ouvrière. Ils doivent, à cet effet, se réunir eux-mêmes en assemblée générale, dans les conditions que nous venons d'étudier, et nommer leurs mandataires. Ceux-ci ne peuvent être que des participants (§ 2).

En effet, le législateur a tenu à éviter l'introduction de tiers, étrangers à la Société, susceptibles de se laisser guider par des considérations de politique par exemple, plutôt que par le seul intérêt de la Société elle-même.

*Nombre de mandataires.* — La fixation de ce nombre appartient aux statuts de la Société anonyme à participation ouvrière (§ 2).

La proposition de loi ne contenait rien au sujet de ce nombre et semblait, par suite, laisser aux participants le soin de le fixer.

La Commission interministérielle, pensant qu'il y aurait danger à admettre le groupement d'un grand nombre de voix entre les mains d'une seule personne, proposait que le nombre des mandataires ne fût pas inférieur à 10, et qu'au cas où la Société ne compterait pas plus de 10 participants, les majeurs fussent délégués de plein droit à l'assemblée générale.

La Commission du Sénat a jugé plus simple de laisser aux statuts de la Société capitaliste le soin de fixer le nombre des mandataires.

Les rédacteurs des statuts ne pourront-ils pas profiter de cette liberté pour choisir un chiffre très peu élevé ?

Le feraient-ils que ce serait sans danger, car le nombre des mandataires n'a aucune influence sur le nombre des voix dont ces représentants disposeront.

Signalons qu'aux termes de l'article 78 c'est parmi les mandataires qui représentent les participants aux assemblées générales de la société capitaliste que seront choisis ceux qui devront les représenter au sein du conseil d'administration de cette même société.

Les statuts devront donc avoir soin de fixer un nombre de représentants aux assemblées générales au moins égal à celui des représentants au sein du Conseil (1). Ce dernier nombre est fixé, comme nous le verrons en étudiant l'article 78, par le rapport qui existe entre les actions de travail et les actions de capital.

*Nombre de voix des mandataires.* — Ce nombre est au nombre des voix attribuées au capital présent ou représenté dans la même proportion que le nombre des actions de travail est à celui des actions de capital (§ 3).

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 69.

Soit, par exemple, une société anonyme à participation ouvrière au capital d'un million divisé en 2.000 actions de 500 francs, plus 500 actions de travail.

Les actionnaires présents ou représentés à une assemblée générale possèdent 800 actions. Ils ont droit à 800 voix si chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, et à 80 voix si chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente de fois dix actions.

Les mandataires des participants disposeront invariablement du quart des voix appartenant aux actionnaires présents ou représentés, soit, dans l'exemple ci-dessus, de 200 ou de 20 voix.

Ils se partageront également entre eux les voix qui leur sont ainsi attribuées, les plus âgés bénéficiant des voix restantes (§ 4).

Les statuts peuvent-ils modifier la proportion du nombre des voix fixée par le législateur ? Nous croyons la chose possible au cas où le capital social comprendrait des actions de priorité. En effet, l'article 34 du Code de Commerce stipule que, *sauf dispositions contraires des statuts*, les actions de priorité et les autres actions ont dans les assemblées un droit de vote égal (1).

*Actions judiciaires.* — Le texte de la proposition de loi décidait que les actions de travail étaient la pro-

1. Piot, *op. cit.*, p. 226. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 832.

priété collective des salariés de la Société, mais ne contenait pas création d'une entité juridique distincte, titulaire de ce droit de propriété.

Aussi avait-il paru nécessaire de stipuler comment les salariés seraient représentés. La proposition de loi décida donc que les ouvriers seraient « représentés à l'assemblée générale et en justice par des mandataires élus par les salariés participants. »

Au sein de la commission interministérielle, M. Durand fit justement remarquer qu'il y avait là deux ordres d'idées entièrement différents ; les représentants du personnel à l'assemblée générale sont les collaborateurs des représentants du capital, tandis qu'en justice ils pourraient être leurs adversaires.

La commission adopta en conséquence une disposition séparée pour la représentation en justice : « En cas d'action judiciaire, était-il dit, les mandataires élus à la dernière assemblée générale désignent un ou plusieurs d'entre eux pour représenter les participants... (1) »

Mais, comme nous l'avons vu, le législateur, adoptant sur ce point la conception de la commission du Sénat, a préféré créer une entité juridique distincte qui serait titulaire du droit de propriété des actions de travail : cette entité est une société anonyme : la société commerciale coopérative de main-d'œuvre.

1. Procès-verbal de la séance du 12 mars 1914.

Dans ces conditions, s'il était toujours intéressant de prévoir la représentation de la coopérative de main-d'œuvre au sein des assemblées générales de la société anonyme capitaliste, il n'y avait plus aucune raison, au contraire, de laisser subsister la disposition prévoyant la représentation en justice de cette même coopérative.

En effet, celle-ci est une Société anonyme, et les sociétés anonymes sont, de droit commun, représentées en justice par les membres composant le conseil d'administration, ou l'administrateur-délégué choisi par eux.

Le Parlement a perdu de vue que la représentation en justice des participants n'avait été organisée que parce que ceux-ci ne constituaient pas, dans la proposition de loi, une entité distincte. En laissant subsister cette organisation, il a rendu compliqué bien inutilement l'application de la loi nouvelle.

Voici, en tous cas, le système imposé par cette loi :

En cas d'action judiciaire, les mandataires élus à la dernière assemblée générale désignent un ou plusieurs d'entre eux pour représenter les participants. Si aucune élection n'avait encore été faite ou si aucun des mandataires élus ne faisait plus partie de la coopérative de main-d'œuvre, il serait procédé à l'élection de mandataires spéciaux dans les formes et conditions prévues pour l'élection des manda-

taires représentant les participants aux assemblées générales de la société anonyme à participation ouvrière (§ 5).

Nous pensons qu'il serait également procédé à l'élection de mandataires spéciaux, dans les mêmes formes et conditions, si les mandataires élus à la dernière assemblée générale ne pouvaient se mettre d'accord pour désigner un ou plusieurs d'entre eux chargés de représenter les participants en justice.

Ce mode de représentation s'applique dans tous les cas, que l'action judiciaire soit introduite par ou contre la coopérative de main-d'œuvre.

En raison du système imposé par la loi de 1917, le conseil d'administration de la société coopérative de main-d'œuvre ne pourra utilement représenter cette dernière en justice (1).

A noter, pour terminer, que c'est par erreur certainement que le texte de l'article 76 parle de la représentation en justice « des participants ». Il ne s'agit pas d'une action individuelle mais sociale (2).

1. Houpin, *op. cit.*, p. 838.

2. Piot, *op. cit.*, p. 326.

---

## CHAPITRE VI

---

**ARTICLE 77.** — Toutefois, les assemblées générales des sociétés anonymes à participation ouvrière délibérant sur des modifications à apporter aux statuts ou sur des propositions de continuation de la société au delà du terme fixé pour sa durée ou de dissolution avant ce terme, ne sont régulièrement constituées et ne peuvent valablement délibérer qu'autant qu'elles comprendront un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts des actions de capital. Il en pourra être décidé autrement par les statuts.

Dans le cas où une décision de l'assemblée générale comporterait une modification dans les droits attachés aux actions de travail, cette décision ne sera définitive qu'après avoir été ratifiée par une assemblée générale de la coopérative de main-d'œuvre.

### **I. — Assemblées Générales ordinaires de la Société Anonyme à participation ouvrière**

La loi de 1917 ne parlant pas de ces assemblées, il faut se référer aux prescriptions de la loi de 1867, pour les questions de quorum et de majorité.

*Quorum.* — Les assemblées ordinaires devront, aux termes de l'article 29 de cette dernière loi, être

composées d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. Si l'Assemblée générale ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée dans les formes et délais prescrits par les statuts ; elle délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Faut-il pour les actions de travail exiger également un quorum par analogie avec les actions de capital ?

La chose ne nous paraît pas possible. Les mandataires des participants aux assemblées générales représentent, quel que soit leur nombre, la totalité des participants (art. 76, § 3) ; les actions de travail seront donc toutes représentées ou aucune ne le sera (1).

*Majorité.* — Les délibérations devront être prises à la majorité de voix (art. 28 de la loi de 1867) (2).

## II. — Assemblées générales extraordinaires de la Société anonyme à participation ouvrière

*Quorum.* — Les assemblées générales extraordinaires des sociétés anonymes sont aujourd'hui régies par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 22 novembre 1913.

Aux termes de cet article ainsi modifié, les assem-

1. Voir *infra* : quorum des assemblées extraordinaires.

2. Voir *infra*, p. 143.

blées qui ont à délibérer sur des modifications touchant à l'objet ou à la forme de la société doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social.

Dans tous les autres cas, c'est-à-dire s'il ne s'agit pas d'une modification touchant à l'objet ou à la forme de la société, il peut être convoqué une deuxième assemblée si la première ne réunit pas les trois quarts du capital ; cette deuxième assemblée délibère valablement si elle réunit la moitié du capital ; dans le cas contraire, une troisième assemblée peut être convoquée qui délibère valablement si elle réunit le tiers du capital.

Ceci rappelé, que dit l'article 77 de la loi de 1917 ? Il stipule que « les assemblées générales des sociétés  
« anonymes à participation ouvrière délibérant sur  
« des modifications à apporter aux statuts ou sur  
« des propositions de continuation de la Société au-  
« delà du terme fixé pour sa durée ou de dissolu-  
« tion avant ce terme, ne sont régulièrement consti-  
« tuées et ne peuvent valablement délibérer qu'autant  
« qu'elles comprendront un nombre d'actionnaires  
« représentant les trois quarts des actions de capi-  
« tal. »

Aucune allusion n'est faite à la possibilité de convoquer une deuxième, puis une troisième assemblée.

Il nous apparaît que le législateur de 1917, ayant voulu préciser dans quelles conditions délibère-

raient les assemblées générales extraordinaires des sociétés anonymes à participation ouvrière, son seul mobile, ou tout au moins le plus important, aurait dû être de fixer les droits des actions de travail, soit en ce qui touche le quorum, soit en ce qui touche la majorité.

Au contraire, il ne dit absolument rien au sujet de ces actions.

De plus, il fixe, pour les sociétés anonymes à participation ouvrière, et sans qu'il soit possible le moins du monde d'en comprendre la raison, un régime apparemment beaucoup plus rigoureux que le régime applicable aux sociétés anonymes ordinaires aux termes de la loi du 22 novembre 1913, puisqu'il ne prévoit pas, comme nous le signalons plus haut, la possibilité de convoquer une deuxième puis une troisième assemblée.

Nous disons apparemment car l'article 79 se termine comme suit : « Il en pourra être décidé autrement par les statuts (1). »

Cette phrase va permettre aux rédacteurs des statuts de sociétés anonymes à participation ouvrière d'adopter un régime beaucoup moins rigoureux que celui qui est applicable aux sociétés anonymes ordinaires aux termes de loi du 22 novembre 1913.

1. Cette phrase a été introduite en deuxième délibération par un amendement, resté inexpliqué du reste, de M. Chastenet ; Sénat, séance du 1<sup>er</sup> mars 1917, *Journal Officiel*, p. 256.

Et comme l'article 77, disent MM. Houpin et Bosvieux, est « de plein droit applicable à toutes les sociétés anonymes à participation ouvrière, celles qui se constitueront comme telles à l'origine, comme celles qui se placeront au cours de leur fonctionnement sous le régime de la loi nouvelle, auront ainsi à leur disposition un moyen imprévu de s'affranchir des règles impératives et parfois gênantes de l'article 31 de la loi de 1867 relatives au quorum des assemblées extraordinaires (1). »

La remarque de ces deux auteurs est d'autant plus juste que les sociétés anonymes ordinaires qui désireront se transformer en sociétés anonymes à participation ouvrière pourront le faire très facilement, comme nous l'avons vu dans le commentaire de l'article 72, puisqu'elles auront le droit de convoquer une deuxième ou troisième assemblée à quorum réduit, bien que leur transformation entraîne une modification dans la forme de la société.

Comment expliquer la décision du législateur ?

La disposition par lui adoptée est, pour ainsi dire, la reproduction du texte ancien de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, avant sa modification par la loi du 22 novembre 1913. Or, c'est le 9 mai 1913 que M. Chéron déposa son projet de loi.

1. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 830.

En 1917, le Parlement n'a pas dû remarquer que, depuis l'époque de la rédaction du projet de loi, l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 avait été profondément modifié par la loi du 22 novembre 1913.

*Majorité.* — L'article 77 fixe le quorum des assemblées générales extraordinaires de la société anonyme à participation ouvrière en disant, comme indiqué plus haut, qu'elles devront comprendre un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts des actions du capital. Mais aucun quorum n'est fixé par la loi en ce qui concerne les actions de travail.

M. Piot, comme MM. Houpin et Bosvieux, estiment par suite qu'il y aurait une anomalie évidente à tenir compte, pour le calcul de la majorité, des voix attribuées aux participants puisque celles-ci n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du quorum.

Se basant sur l'intention du législateur, il n'en concluent pas moins pour cela que les voix attribuées aux représentants de la société de main-d'œuvre devront avoir dans le vote une valeur identique à celle des voix des actionnaires individuels. Ce serait, disent-ils, une véritable duperie que d'introduire dans l'assemblée générale des représentants de la société de main-d'œuvre et de considérer que l'appoint de leurs voix ne peut constituer une majorité (1).

Bien que la loi soit, effectivement, muette sur la

1. Piot, *op. cit.*, p. 226 ; Houpin et Bosvieux, p. 831.

question de majorité, nous estimons que l'on doit, sans hésitation, décider que les voix des mandataires des participants seront comptées pour le calcul de la majorité requise.

Indépendamment de l'intention indiscutable du législateur, on peut trouver des arguments de texte dans les articles 76 de la loi de 1917 et 28 de la loi de 1867.

L'article 76 précise le nombre de voix dont les mandataires des participants disposent aux assemblées générales ; d'autre part, l'article 28 stipule que, dans toutes les assemblées générales, les délibérations sont prises à *la majorité des voix*. Les mandataires des participants étant présents aux assemblées générales et ayant droit à un certain nombre de voix, nul doute qu'il ne doive être tenu compte de ces voix également.

Ceci dit, quelle sera la majorité requise ?

Nous estimons que les résolutions devront réunir les deux tiers des voix, comme en décide l'article 31 de la loi de 1867, modifié par la loi du 22 novembre 1913. Cette stipulation de l'article 31 nouveau n'est pas en opposition, en effet, avec le texte ancien de ce même article que reproduit, pour ainsi dire, l'article 77, comme nous le signalons plus haut (1).

1. MM. Houpin et Bosvieux semblent croire, au contraire, que, dans tous les cas, les résolutions devront réunir la moitié plus une voix des membres présents, *op. cit.*, p. 831.

L'article 77 se termine en disant que dans le cas où une décision de l'assemblée générale comporterait une modification dans les droits attachés aux actions de travail, cette décision ne sera définitive qu'après avoir été ratifiée par une assemblée générale de la coopérative de main-d'œuvre.

Ce paragraphe reproduit simplement une disposition qui se trouve déjà dans l'article 34 du Code de commerce modifié par les lois des 16 novembre 1903 et 22 novembre 1913. Aux termes de cet article, les décisions de l'assemblée générale, au cas où il existe plusieurs catégories d'actionnaires, ne sont valables qu'après la ratification de la catégorie dont les droits sont intéressés.

La stipulation de l'article 77 paraît donc superflue, nous dirons même nuisible.

En ne faisant allusion qu'à une modification dans les droits attachés aux actions de travail, on paraît ne pas admettre la réciprocité au bénéfice des actions de capital, et créer un privilège, au profit des salariés. Nous ajoutons que telle n'a certes pas été la pensée du législateur.

Qu'entendre par modification dans les droits attachés aux actions de travail ?

Nous pensons que seuls sont visés les droits spécialement attachés aux actions de travail.

Comment devront délibérer les assemblées spéciales des actionnaires de capital ?

Si l'on suit l'article 34 du Code de commerce modifié par la loi du 22 novembre 1913, l'assemblée spéciale doit réunir la portion de capital « déterminée par les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 31 de la loi de 1867 », déterminée, c'est-à-dire par le texte nouveau de cet article 31.

Mais, comme nous l'avons vu, la loi de 1917 n'a pas reproduit, dans l'article 77 réglant les assemblées générales extraordinaires des sociétés anonymes à participation ouvrière, le texte nouveau de l'article 31.

Il ne faudra, par suite, suivre ce texte nouveau que dans la mesure où il ne sera pas en opposition avec le texte ancien (1).

Une assemblée générale de la société anonyme à participation ouvrière, suivie d'une assemblée spéciale de la coopérative de main-d'œuvre adoptant la même solution, pourrait-elle utilement décider la suppression dans les statuts de la clause de participation ouvrière ?

Nous estimons que seule la dissolution de la société permettrait d'atteindre ce résultat, en raison de l'attribution qui devrait être faite à la coopérative de main-d'œuvre de sa part dans l'actif social (2).

1. Voir Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 833.

2. En ce sens Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 833.

---

## CHAPITRE VII

---

ART. 78. — Le conseil d'administration de la société anonyme à participation ouvrière comprend un ou plusieurs représentants de la société coopérative de main-d'œuvre ; ces représentants sont élus par l'assemblée générale des actionnaires et choisis parmi les mandataires qui représentent la coopérative à cette assemblée générale. Le nombre en est fixé par le rapport qui existe entre les actions de travail et les actions de capital. Ils sont nommés pour le même temps que les autres administrateurs et sont comme eux rééligibles ; toutefois, leur mandat prend fin s'ils cessent d'être salariés de la société et, par suite, membres de la coopérative. Si le Conseil d'Administration ne se compose que de trois membres, il devra comprendre tout au moins un représentant de la société ouvrière.

L'admission de salariés dans le Conseil d'administration de la société anonyme constitue une des principales innovations de la loi de 1917. Le législateur a voulu mettre l'ouvrier en contact avec toutes les difficultés que présente la gestion d'une entreprise.

Ainsi que nous l'avons vu dans le commentaire de l'article 76, il a paru nécessaire de choisir, parmi

les salariés de la société capitaliste, les mandataires de la coopérative de main-d'œuvre au sein des assemblées générales de la société capitaliste. Cette mesure de précaution ne s'imposait pas moins pour la représentation des salariés dans le Conseil-d'administration. L'intrusion de tiers, étrangers à la société, y eut même été à redouter davantage.

Les représentants des salariés seront, dit la loi, élus par l'assemblée générale des actionnaires et choisis par les mandataires qui représentent la coopérative à cette assemblée générale.

Il en résulte que lorsqu'une société se constituera dès le début comme société à participation ouvrière, le premier conseil ne pourra comprendre de représentants des ouvriers.

En effet, comme nous l'avons indiqué en commentant l'art. 74, ce n'est qu'à l'expiration de la première année que pourra se former la coopérative de main-d'œuvre. Celle-ci élira ses mandataires aux assemblées générales de la société capitaliste, et c'est parmi ces mandataires que seront choisis les représentants de la coopérative au sein du conseil d'administration.

Les statuts de la société capitaliste devront fixer un chiffre minimum d'administrateurs et un chiffre maximum ; il conviendra, lors de la composition du premier conseil, de réserver un certain nombre de places pour les futurs administrateurs ouvriers.

Dès la constitution de la coopérative de main-d'œuvre et le choix par celle-ci de ses mandataires, une assemblée générale devra être tenue pour la nomination parmi ces mandataires des administrateurs ouvriers (1).

La loi ne faisant aucune distinction, ces administrateurs auront les mêmes obligations et jouiront des mêmes avantages (2). L'article 78 spécifie qu'ils sont nommés pour le même temps que les autres administrateurs et sont comme eux rééligibles ; toutefois leur mandat prend fin s'ils cessent d'être salariés de la société et, par suite, membres de la coopérative. Il y aura là un moyen facile pour le conseil d'administration d'écarter un administrateur ouvrier qui viendrait à ne plus convenir.

Il faut se demander ce qui arrivera si l'assemblée générale ne veut accepter comme administrateur aucun des mandataires des participants. On ne peut, en effet, nier ce droit à l'assemblée générale.

Une seule solution apparaît possible : la coopérative de main-d'œuvre devra procéder à de nouvelles élections.

Quid, en cas de conflit persistant ? M. Decugis, estime que « les tribunaux pourraient, pour sortir

1. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 229 ; Piot, *op. cit.*, p. 269

2. Ces avantages pourront se traduire par des sommes élevées ; signalons, à ce sujet la disposition de l'article 9 des statuts de la coopérative de main-d'œuvre de la Société des produits agglomérés ; voir p. 185.

« de l'impasse, prononcer la dissolution de la société  
« conformément à l'article 1871 du Code de Com-  
« merce s'ils jugeaient le conflit suffisamment grave  
« pour constituer un motif légitime de dissolu-  
« tion (1) ».

*Nombre des salariés-administrateurs.* — Ce nombre est fixé par le rapport qui existe entre les actions de travail et les actions de capital.

Si l'on voulait observer strictement cette prescription, on serait amené à déterminer le nombre total des administrateurs en partant du nombre d'actions de chaque catégorie. A cet effet, il faudrait diviser le nombre des actions de capital et le nombre des actions de travail par leur plus grand commun diviseur ; on obtiendrait ainsi deux nombres premiers entre eux dont le total donnerait le nombre des administrateurs.

Exemple : 9.700 actions de capital et 2.300 actions de travail ; le plus grand commun diviseur : 100, donne 97 et 23 ; total 120 administrateurs.

Si le nombre des actions de capital et le nombre des actions de travail étaient premiers entre eux, il faudrait autant d'administrateurs que d'actions.

L'idée se présente à l'esprit d'appliquer, dans ces conditions, le système du quotient électoral.

Voyant les choses plus pratiquement, nous dirons

1. Decugis, *op. cit.*, n° 173.

que le rédacteur des statuts, tenant compte, d'une part, des prescriptions de la loi, et, d'autre part, du nombre des actions de chaque catégorie, devra fixer un nombre total d'administrateurs qui permettra d'observer ces prescriptions autant que possible ; il devra de plus rester, pour le nombre des administrateurs ouvriers, plutôt en deçà qu'au delà du chiffre théorique.

L'admission d'administrateurs ouvriers soulève des problèmes juridiques importants.

L'article 22 de la loi de 1867 exige que les administrateurs soient pris parmi les *associés*, et la jurisprudence décide, par suite, que pour être administrateur d'une société anonyme, la qualité d'actionnaire est indispensable.

Se basant sur ces dispositions, un commentateur a critiqué vivement l'œuvre du législateur de 1917 :  
« Les représentants de la coopérative ouvrière ne  
« sont pas personnellement actionnaires puisque la  
« loi prend très grand soin de préciser que les actions  
« de travail appartiennent à l'entité juridique et ne  
« sont la propriété d'aucun des membres personnels  
« de cette entité... Le fonctionnement de la loi sera  
« singulièrement entravé tant qu'on n'aura pas  
« apporté sur ce point une modification (1) ».

Les ouvriers ne sont pas personnellement actionnaires, c'est indiscutable, mais ils n'en sont pas moins

1. Rousseau, *op. cit.*, p. 103.

des associés, et c'est tout ce qu'exige l'article 22 ci-dessus rapporté.

Il y a, dans la société anonyme à participation ouvrière, association du capital et du travail, avec attribution aux uns d'actions de capital et aux autres d'actions de travail ; les salariés sont bien des associés et des actionnaires, la volonté des fondateurs a été formelle. La seule différence réside dans le caractère collectif de la propriété des actions de travail attribuées à la main-d'œuvre.

Nous ne voyons donc pas d'opposition absolue entre les termes de l'article 22 de la loi de 1867 et ceux de l'article 78 de la loi de 1917.

Il est, par contre, moins facile de concilier les dispositions de la nouvelle loi avec celles de l'article 26 de la loi de 1867 aux termes duquel les administrateurs doivent être propriétaires d'un certain nombre d'action affectées en totalité à la garantie de tous les actes de gestion.

M. Decugis, se basant sur le fait que la loi de 1917 ne dispense pas les administrateurs ouvriers de l'obligation imposée par l'article 26 de la loi de 1867, en conclut que ces administrateurs doivent également être propriétaires d'un certain nombre d'actions de garantie.

« Afin de faciliter, ajoute-t-il, l'application de cette « règle, il peut être utile d'insérer dans les statuts de « la société anonyme une clause réduisant, par

« exemple, à une seule le nombre des actions de  
« garantie pour les administrateurs ouvriers, ce  
« nombre n'étant pas nécessairement le même  
« que pour les autres administrateurs. Cette clause,  
« dont la légalité est certaine, donnerait satisfac-  
« tion dans la plupart des cas.

« En outre, rien n'interdit à la société coopérative  
« de main-d'œuvre d'avancer à ses représentants  
« tout ou partie de la somme nécessaire à l'achat de  
« leurs actions (1). »

Cette interprétation est logique et présenterait un intérêt pratique, mais il est impossible de contester qu'elle se trouve combattue par le contenu des travaux préliminaires.

M. Pascalis, dans le rapport qu'il a présenté sur la proposition Chéron, et dont les conclusions ont été adoptées par la Chambre de Commerce de Paris, dans sa séance du 21 juin 1916, demandait comment se ferait la représentation des ouvriers au sein du Conseil d'administration, en raison justement de l'obligation d'être propriétaire d'un certain nombre d'actions imposée aux administrateurs par la loi de 1867.

Le rapporteur au Sénat, M. Deloncle, répondant aux objections de M. Pascalis, ne dit pas : Mais les administrateurs ouvriers ne bénéficieront d'aucune

1. Decugis, *op. cit.*, n° 174.

exception, ils devront eux aussi être propriétaires d'actions de la société anonyme.

Nous lisons, au contraire, dans son rapport: « Pour  
« la difficulté à laquelle M. Pascalis a songé, il suf-  
« fira d'introduire dans les statuts de la société ano-  
« nyme une clause autorisant les administrateurs à  
« se substituer des mandataires (art. 22 de la loi de  
« 1867). La société ouvrière désignée comme admi-  
« nistrateur par l'assemblée générale des actionnaires  
« de la société anonyme se ferait alors représenter  
« par un ou plusieurs ouvriers (ou employés) au  
« Conseil d'administration. (1) »

Nous ajouterons que la solution proposée par M. Deloncle est juste en ce sens que les sociétés civiles ou commerciales peuvent fort bien être administrateurs d'autres sociétés anonymes dont elles sont actionnaires.

Mais la difficulté soulevée ne se trouve que partiellement résolue par lui.

Comme le font remarquer MM. Houpin et Bosvieux, l'article 22 permet de se substituer un mandataire mais non plusieurs jouissant séparément d'un droit de vote dans les séances du Conseil. En outre, si les représentants de la coopérative de main-d'œuvre sont les mandataires de celle-ci, ils agissent sous

1. Deloncle, *op. cit.*, p. 50.

sa responsabilité et ne sont pas de véritables administrateurs (1).

Enfin, comment les actions de travail, propriété de la société de main-d'œuvre, pourront-elles répondre des actes de gestion ?

Les actions des administrateurs sont des titres aliénables qui deviennent inaliénables du fait de leur affectation à la garantie des actes de gestion. Les actions de travail, au contraire, inaliénables dès leur création, et par suite impossible à vendre, ne pourront à aucun moment, constituer une garantie au profit d'un tiers quel qu'il soit.

Divers commentateurs en ont apprécié sévèrement les conséquences : « on marche à l'irresponsabilité absolue d'une catégorie d'administrateurs et cette catégorie d'administrateurs a, d'après la loi, les mêmes pouvoirs, les mêmes droits que les administrateurs représentant la portion capital ; voilà donc une modification à la loi, modification grave bouleversant toutes les idées juridiques (2) ».

« Les fautes commises par les mandataires de la coopérative de main-d'œuvre au Conseil d'administration échappent à toute répression... Il y a là un véritable régime d'irresponsabilité organisée, peu fait pour rassurer les capitalistes engagés dans l'affaire (3). »

1. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 830.

2. Rousseau, *op. cit.*, p. 103.

3. Pic, *op. cit.*, p. 307.

La pratique justifiera-t-elle de pareilles appréhensions ?

Les administrateurs ouvriers pousseront souvent à la distribution immédiate de dividendes élevés, mais ils n'en auront pas moins intérêt à bien gérer les affaires de la société anonyme ; de la prospérité de cette société dépendra en effet la valeur réelle des actions de travail ; et si les salariés ne sont pas individuellement propriétaires de ces actions, celles-ci n'en constituent pas moins un patrimoine commun précieux à conserver.

Enfin, les administrateurs ouvriers ne seront jamais qu'une minorité au sein du Conseil ; ils auront, en fait, voix consultative plutôt que délibérative.

---

## CHAPITRE VIII

---

ART. 79. — En cas de dissolution, l'actif social n'est réparti entre les actionnaires qu'après l'amortissement intégral des actions de capital.

La part représentative des actions de travail, conformément aux décisions prises par l'Assemblée générale de la coopérative ouvrière convoquée à cet effet, est alors répartie entre les participants et anciens participants comptant au moins dix ans de services consécutifs dans les établissements de la société, ou tout au moins une durée de services sans interruption égale à la moitié de la durée de la société et ayant quitté la société pour cause de maladie ou de vieillesse.

Toutefois, les anciens participants remplissant les conditions prévues à l'alinéa précédent ne figureront à la répartition que pour 9/10, 8/10, 7/10, etc., d'une part correspondant à la durée de leurs services, suivant qu'ils auront cessé leurs services depuis un an, deux ans, trois ans, etc.

La dissolution de la société anonyme amène la dissolution de la coopérative de main-d'œuvre.

En cas de dissolution de la société anonyme, l'actif sert tout d'abord, et c'est justice, à rembourser le montant des actions de capital (§ 1<sup>er</sup>).

Mais, après ce remboursement, il peut exister un solde, qui est évidemment le fruit de la collaboration

du capital et du travail depuis la constitution de la société ; il est donc équitable de répartir ce solde entre tous les actionnaires.

Qui décidera de la répartition entre les participants de la part revenant au travail ? Une Assemblée générale de la coopérative de main-d'œuvre, dit la loi, spécialement convoquée à cet effet (§ 2).

Les statuts de la coopérative de main-d'œuvre pourraient-ils utilement fixer à l'avance la répartition ? Nous le croyons, la prescription de l'article 59 n'étant pas, selon nous, d'ordre public (1).

La proposition de loi stipulait que seuls les salariés comptant au moins dix ans de services consécutifs dans les établissements de la société, ou tout au moins une durée de services égale à la moitié de la durée de la société, pourraient bénéficier de la répartition.

Mais il eût été vraiment injuste d'écarter complètement les anciens participants restés attachés pendant la même durée au service de la société et ayant dû quitter celle-ci pour cause de maladie ou de vieillesse.

Ces anciens participants ne seront donc pas oubliés mais ne figureront à la répartition que pour  $9/10$ ,  $8/10$ ,  $7/10$ , etc., d'une part correspondant à la durée de leurs services, suivant qu'ils auront

1. Piot, *op. cit.*, p. 270.

cessé leurs services depuis un an, deux ans, trois ans (§ 3) (1).

La preuve que les anciens participants auront quitté la société pour cause de maladie ou de vieillesse pourra certainement présenter parfois quelque difficulté. Il eut été, selon nous, plus pratique, et aussi plus équitable, d'admettre indistinctement à la répartition tous les anciens participants remplissant les conditions de durée requises.

Les anciens participants feront-ils partie de l'Assemblée générale de la coopérative de main-d'œuvre convoquée à l'effet de se prononcer sur la répartition de la part revenant au travail ?

L'article 79 est muet sur ce point. Comme les anciens participants auront cessé, à la date de l'Assemblée, d'être membres de la coopérative de main-d'œuvre, ils ne pourront faire partie de cette Assemblée qu'autant que le droit leur en aura été réservé par les statuts de la coopérative.

Le droit des anciens participants est-il transmissible à leurs héritiers ? Nous pensons que l'esprit de la loi est de faire bénéficier les travailleurs eux-mêmes du résultat de leurs concours, et que le droit

1. La rédaction de l'art. 79, § 2, est ambiguë. On pourrait penser que la durée de séjour de dix années n'est imposée qu'aux anciens participants ; mais la rédaction initiale de la proposition de loi ne permet pas de retenir cette interprétation. C'est pourquoi nous avons intentionnellement commencé par rappeler cette rédaction.

des anciens participants est un droit personnel.

Si l'exploitation, comme cela arrive assez fréquemment, se continuait un temps plus ou moins long après la date à laquelle la dissolution de la société aurait été prononcée, les droits des participants ou anciens participants se calculeraient-ils en tenant compte de cette date ou bien de celle à laquelle l'exploitation prendrait fin ?

Selon M. Decugis, les délais prévus doivent courir jusqu'à la cessation effective de l'exploitation, c'est-à-dire jusqu'au licenciement du personnel : « C'est à « cette dernière date, dit-il, que les droits des parti-  
« cipants et anciens participants doivent être consi-  
« dérés comme définitivement acquis et fixés et que  
« leur liste doit être dressée. S'il survient des décès  
« dans l'intervalle entre cette dernière date et les  
« distributions faites par les liquidateurs de la coopé-  
« rative, il va de soi que les sommes revenant aux  
« participants décédés doivent être versées à leurs  
« héritiers ou leurs ayants-droit (1). »

La loi n'indique pas l'emploi des sommes provenant des réductions qui seront opérées sur la part des anciens participants aux termes du § 3 du présent article. L'assemblée générale devra en décider, de même que de l'utilisation des réserves constituées par la coopérative de main-d'œuvre.

1. Decugis, *op. cit.*, p. 233.

Sur quelles bases la répartition sera t-elle faite entre les participants ? La loi ne le précise pas ; l'assemblée générale en décidera donc souverainement. Le plus équitable, en même temps que le plus conforme aux intentions du législateur, sera de tenir compte à la fois de la durée des services et du montant moyen des salaires (1).

Il n'est pas sans intérêt de signaler quelles étaient les vues de la commission interministérielle relativement à l'emploi de la part d'actif revenant au travail.

Attribuer une partie du fonds social aux derniers participants seulement ne lui a pas paru admissible. Elle a pensé que ce serait faire aux employés une faveur injustifiée étant donné qu'il est pour eux beaucoup plus facile de rester longtemps dans les bureaux d'une société qu'aux ouvriers de travailler dans les mêmes ateliers.

« La répartition équitable, dit M. Raynaud, dans  
« son rapport, serait peut-être celle qui serait faite  
« entre tous les participants de la société depuis sa  
« liquidation et proportionnellement au temps qu'ils  
« seraient demeurés à son service ; mais on com-  
« prend tout de suite les difficultés pour ne pas dire  
« les impossibilités d'une telle recherche... Il vau-  
« drait mieux, à défaut de travailleurs dont les droits

1. Piot, *op. cit.*, p. 270 Houpin, et Bosvieux, *op. cit.*, p. 839.

« seraient contestables ou que l'on ne pourrait  
« retrouver, faire profiter de la part que la liquida-  
« tion de la société donnerait à la participation  
« ouvrière le travail lui-même considéré dans les  
« entreprises qui ont le plus besoin d'être encoura-  
« gées. »

La commission proposait, en conséquence, la rédaction suivante :

« Les statuts désignent les sociétés à participation  
« ouvrière ou les œuvres de coopération entre sala-  
« riés auxquelles sera attribuée la part de capital  
« revenant aux actions de travail ; si les statuts ne se  
« sont pas expliqués à cet égard, cette part est versée  
« à un fonds spécial constitué au Trésor sous le nom  
« de « fonds de crédit au travail ». Ce fonds est  
« administré par le ministre des Finances. Il est  
« réparti en encouragements aux sociétés et œuvres  
« susvisées par une Commission dont la composition  
« sera arrêtée par un règlement d'administration  
« publique. »

Quelle que soit la justesse de vues de la commission interministérielle, nous pensons qu'avec le système par elle préconisé l'intérêt des travailleurs à la prospérité de l'entreprise n'eut pas été suffisamment personnel et direct.

L'article 79 se termine par le paragraphe suivant :

« La dissolution de la société anonyme amène la

dissolution de la coopérative de main-d'œuvre. »

La dissolution de la société anonyme pourra être prononcée par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société indépendamment d'un vote conforme d'une assemblée générale des participants. On ne concevrait pas que ces derniers eussent à l'encontre des premiers, et contre leur volonté, le droit de maintenir l'existence de la société anonyme (1).

La coopérative de main-d'œuvre, se trouvant dissoute du fait de la dissolution de la société anonyme, devra nommer ses liquidateurs comme la société anonyme aura nommé les siens. Ce sont les liquidateurs de la coopérative qui procéderont aux opérations de répartition entre les participants de la part du capital social revenant à ces derniers.

On voit par là que la Société anonyme tient entre ses mains le sort de la coopérative de main-d'œuvre, puisque sa seule volonté lui donne naissance lors de la constitution de la société et peut mettre fin à ses jours en prononçant la dissolution.

C'est ce qui autorise à dire que la coopérative de main-d'œuvre n'a nullement le caractère contractuel (2).

L'assemblée générale ordinaire de la Société anonyme pourrait-elle prononcer non pas la dissolution

1. Houpin et Bosvieux, *op. cit.*, p. 834.

2. Piot, *op. cit.*, p. 271.

de cette Société, mais seulement la suppression dans ses statuts de la clause de participation ouvrière, sans qu'il soit besoin d'une assemblée spéciale des participants conformément à l'article 34 du Code de commerce. Nous ne le croyons pas, mais ne voyons pas, en tout cas, d'intérêt pratique à la question.

En effet, pour régler les droits des participants à la suite de pareille suppression, la dissolution de la société anonyme elle-même serait toujours indispensable (1), et la société anonyme, nous l'avons vu, peut prononcer cette dissolution sans assemblée spéciale des participants.

M. Decugis signale une difficulté dans le cas où la dissolution est suivie d'une reconstitution de la société anonyme : « Si, après l'amortissement des  
« actions de capital, il reste un surplus distribuable  
« à repartir entre les actions de capital et les actions  
« de travail, il est évident, que la coopérative doit  
« recevoir en espèces la part lui revenant et non en  
« actions de travail de la nouvelle société anonyme  
« qui reprend la suite de l'ancienne... Par contre, si  
« le capital de la société anonyme n'est plus intact  
« lors de la dissolution, il ne saurait être question  
« d'une répartition quelconque aux actions de travail  
« et la coopérative n'aurait pas à intervenir dans les  
« opérations de liquidation pour s'opposer à une

1. Houpin et Bosvieux, p. 839.

« reconstitution sous une forme quelconque avec ou sans participation. »

Le même raisonnement s'applique au cas de fusion consécutive à la dissolution.

Quelles peuvent être, en fait, les conséquences du droit à une part de l'actif reconnu aux salariés en cas de dissolution de la société anonyme ?

Il suffit de se rappeler que la dissolution d'une société anonyme est presque toujours la conséquence du mauvais état des affaires sociales pour se dire que les salariés ne retireront qu'exceptionnellement un avantage de cette dissolution.

Mais si les affaires sociales sont, au contraire, prospères, les salariés auront intérêt à demander la liquidation. Ne sera-ce pas là une cause de dissentiment au sein de la société ?

Nous ne croyons pas qu'il faudra le craindre en pratique. En effet, les salariés ne disposeront jamais d'un nombre de voix leur permettant de prononcer, à eux seuls, la dissolution.

---

## CHAPITRE IX

---

ART. 80. — Les Sociétés qui se conformeront aux dispositions précédentes seront affranchies, en ce qui concerne leurs statuts ou actes d'augmentation de capital, des droits de timbre et d'enregistrement, exclusivement applicables au montant des actions de travail.

Celles dans lesquelles le nombre des actions de travail sera égal au moins au quart du nombre des actions de capital bénéficieront, en outre, pour leurs actions de travail, des avantages accordés par l'article 21 de la loi du 30 décembre 1903, complété par l'article 25 de la loi de finances du 8 avril 1910, aux parts d'intérêts ou actions dans les sociétés de toute nature dites de coopération, formées exclusivement entre ouvriers et artisans. Ces mêmes titres seront, de plus, affranchis du droit proportionnel de timbre édicté par la loi du 5 juin 1850 et du droit de transmission établi par la loi du 23 juin 1857. Indépendamment des immunités fiscales ci-dessus prévues au paragraphe précédent, les sociétés à participation ouvrière bénéficieront des avantages accordés par les lois et décrets en vigueur aux sociétés coopératives en ce qui concerne les adjudications et soumissions de travaux publics.

Pour favoriser le développement de certaines institutions, le législateur recourt souvent, depuis plusieurs années, à des exemptions d'impôts. Cette

méthode prête à la critique car il est toujours difficile d'évaluer exactement le montant du sacrifice que les finances publiques auront à supporter.

La rédaction primitive de l'article 80 § 1<sup>er</sup> avait pour effet de diminuer les charges fiscales incombant à tous les actionnaires des sociétés anonymes à participation ouvrière sans distinguer entre les actionnaires de capital et les actionnaires de travail. Le texte disait, en effet : « Les sociétés actuellement  
« existantes qui se conformeront aux dispositions  
« précédentes seront affranchies de tous les droits de  
« timbre et d'enregistrement tant pour leurs statuts  
« eux-mêmes que pour les augmentations de capital. »

Le ministère des Finances fit observer avec juste raison qu'il convenait de réserver aux ouvriers le bénéfice des immunités à accorder.

Examinons ces diverses immunités :

*Droit d'enregistrement.* — L'exonération de ce droit est très appréciable, la loi du 29 juin 1918 en ayant porté le taux de 0 fr. 20 0/0 à 1 0/0.

Mais, dans le silence de la loi du 26 avril 1917, aurait-il fallu acquitter ce droit ? Nous croyons que non puisque les actions de travail ne représentent en définitive aucun apport en nature ou en espèces. La prescription du législateur a l'avantage d'éviter toute discussion.

*Droits de timbre.* — Ces droits sont indivisibles par essence ; nous ne voyons donc pas quel peut être

l'affranchissement dont pourront bénéficier les actions de travail lors de la rédaction des actes relatifs à la constitution de la Société.

D'autre part, le texte de loi ne vise que les sociétés anonymes à participation ouvrière. La coopérative de main-d'œuvre, constituée sous forme de société anonyme à capital variable, ne pourrait donc profiter des mêmes exonérations. Nul doute cependant que telle n'a pas été la pensée du législateur.

Si le § 1<sup>er</sup> de l'art. 80 ne fait aucune distinction entre les sociétés anonymes à participation ouvrière, le § 2 accorde certaines exemptions aux seules sociétés dans lesquelles le nombre des actions de travail sera égal au moins au quart du nombre des actions de capital.

Le législateur a entendu favoriser ainsi le développement de la participation ouvrière.

*Taxe sur le revenu.* — L'article 21 de la loi du 30 déc. 1903, complété par l'article 25 de la loi de finances du 8 avril 1910, déclare que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont applicables ni aux parts d'intérêts ou actions des sociétés de toute nature dites de coopération formées exclusivement entre ouvriers ou artisans.

Cette exonération se trouve étendue aux actions de travail par la loi nouvelle.

*Droit proportionnel de timbre.* — L'article 14 de la loi du 5 juin 1850 assujettit à un droit de timbre les titres ou certificats d'actions des sociétés.

Les actions de travail n'y seront pas non plus soumises.

*Droit de transmission.* — L'art. 6 de la loi du 23 juin 1857 frappe d'un droit de transmission toute cession de titres ; les actions de travail seront exonérées de ce droit.

Il est permis de s'étonner que cette exonération ait été prononcée puisque les actions de travail étant inaliénables ne peuvent jamais faire l'objet d'une transmission.

Au sein de la commission interministérielle, M. Lyon-Caen avait fait justement remarquer la contradiction qu'il y avait à affranchir les actions de travail de tout droit de transmission puisque, d'autre part, on déclarerait ces mêmes actions inaliénables.

L'exemption fut toutefois maintenue, après intervention de M. Fontaine, qui expliqua que le fisc voudrait peut-être prélever un droit chaque fois que changerait le titulaire du bénéfice de l'action (1).

Très judicieusement, M. Decugis fait remarquer que, parmi les droits visés par l'article 80, seul le droit de timbre incombe à la Société qui émet les titres ; les droits de transmission et la taxe sur le revenu sont à la charge des actionnaires eux-mêmes.

C'est donc aux travailleurs plus qu'aux capitalistes que profiteront les exonérations prévues à l'article 80 ;

1. Séance du 12 mars 1914.

il n'y a donc aucune raison d'espérer que ces exonerations inciteront les fondateurs à porter au quart le nombre des actions de travail (1).

*Adjudications et soumissions de travaux publics.*

— L'article 80, *in-fine*, fait bénéficier les Sociétés à participation ouvrière des avantages accordés par les lois et décrets en vigueur aux sociétés coopératives en ce qui concerne les adjudications et soumissions de travaux publics.

Citons tout d'abord le décret du 4 juin 1880 aux termes duquel des marchés de gré à gré peuvent être passés avec des sociétés d'ouvriers français pour les travaux ou fournitures dont la dépense totale n'excède pas 20.000 francs (art. 2).

Ces sociétés sont, en outre, dispensées de fournir un cautionnement lorsque le montant prévu des travaux ou fournitures faisant l'objet du marché ne dépasse pas 50.000 francs (art. 4).

A égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou fournisseur et une soumission de sociétés d'ouvriers, cette dernière est préférée (art. 5).

Ces divers avantages ont été étendus aux associations d'ouvriers français par la loi du 28 juillet 1893.

Le présent article les étend également aux sociétés anonymes à participation ouvrière.

*Bénéfices de guerre.* — L'article 12 de la loi du

1. Decugis, *op. cit.*, p. 234.

1<sup>er</sup> juillet 1916 a fixé de la manière suivante le calcul de l'impôt sur les bénéfices de guerre :

**ART. 12. —** L'impôt est calculé :

Pour les bénéfices exceptionnels réalisés par les personnes désignées au deuxième ou au troisième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup>, en leur appliquant le taux de 50 o/o.

Pour les bénéfices supplémentaires des sociétés et des personnes passibles de la contribution des patentes ou de la redevance des mines, visées au quatrième ou au cinquième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup>, en appliquant le taux de 50 o/o à la portion du bénéfice excédant 5.000 francs.

L'article 8 de la loi du 30 décembre 1916 est venu augmenter ces taux en disant :

**ART. 8. —** Le taux de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels et supplémentaires réalisés pendant la guerre, fixé à 50 o/o par l'article 12 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1916, est porté à 60 o/o pour la fraction des bénéfices imposables supérieure à 500.000 francs, réalisés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1916.

Nouvelle majoration avec l'article 4 de la loi du 31 décembre 1917 :

**ART. 4. —** Le taux applicable dans les conditions indiquées par l'article 12 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1916, modifié par l'article 8 de la loi du 30 décembre 1916 pour le calcul de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre, est fixé comme suit, en ce qui concerne les bénéfices obtenus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1917 : 50 o/o sur la fraction des bénéfices imposables inférieure à 100.000 francs ;

60 o/o sur la fraction comprise entre 100.000 francs et 250.000 francs.

70 o/o sur la fraction comprise entre 250.000 francs et 500.000 francs.

80 o/o sur la fraction supérieure à 500.000 francs.

Toutefois, les taux fixés par la présente loi ne seront pas applicables, pendant les deux premiers exercices, aux entreprises créées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1916, qui resteront soumises aux taux fixés par les lois des 1<sup>er</sup> juillet et 30 décembre 1916.

Il en sera de même pour les contribuables habituellement domiciliés en pays envahis, n'ayant pas exploité une entreprise quelconque avant le 1<sup>er</sup> janvier 1916.

#### L'article 5 de la même loi ajoute :

ART. 5. — Les dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 4 seront applicables aux entreprises qui se transformeront en sociétés à participation ouvrière conformément au titre VI de la loi du 24 juillet 1867 complétée par la loi du 26 avril 1917, pourvu que le nombre de leurs actions de travail soit égal au moins au quart du nombre de leurs actions de capital.

Pour bénéficier des avantages, prévus au présent article ainsi qu'aux deux derniers alinéa de l'article précédent, les intéressés devront en faire la demande dans leur déclaration, et les commissions du premier degré statueront sur cette demande sous réserve d'appel devant la commission supérieure.

Il en résulte que les entreprises qui se transformeront en sociétés à participation ouvrière seront assujetties, pendant les deux premiers exercices, au taux fixé par la loi du 30 décembre 1916, c'est-à-dire :

50 o/o sur la fraction des bénéfices imposables inférieure à 500.000 francs.

60 o/o sur la fraction supérieure à 500.000 francs.

Ces avantages ne sont pas accordés de plein droit ; les intéressés devront en faire la demande dans leur déclaration.

\* \* \*

ART. 2 de la loi du 26 avril 1917. — Le deuxième alinéa de l'article 64 de la loi du 24 juillet 1867 est complété par la disposition suivante :

Si la société use de la faculté d'émettre des actions de travail, cette circonstance doit être mentionnée par l'addition de ces mots : « à participation ouvrière. »

Toute contravention à cette disposition est punie aux termes de l'article 65 visé, d'une amende de 50 à 1.000 francs.

---



## ANNEXE

---

### Sociétés constituées selon la loi du 26 avril 1917

Consacrons une notice aux sociétés — peu nombreuses jusqu'à ce jour — qui se sont, à notre connaissance, constituées conformément aux dispositions de la loi du 26 avril 1917 ; leur constitution est trop récente pour qu'il soit possible d'indiquer si des résultats matériels ou moraux ont pu être ou non obtenus.

**1° Société métallurgique du Landy, 112, rue du Landy, à la Plaine Saint-Denis (Seine).**

*Capital* : 1.250.000 de francs divisé en 12.500 actions de 100 francs chacune, dont 9.250 actions d'apport, 750 actions de capital et 2.500 actions de travail.

*Conseil d'Administration* : Les administrateurs sont au nombre de trois au moins et de neuf au plus, y compris les représentants de la Société coopérative de main-d'œuvre dont le nombre est fixé par le rapport qui existe entre les actions de travail et les actions de capital. Les statuts ne précisent pas si les représentants de la Coopérative devront, ou non être, comme les autres administrateurs propriétaires d'actions de garantie.

*Assemblées générales* : Les participants à la société coo-

pérative de main-d'œuvre sont représentés aux Assemblées générales par des mandataires élus par ces participants ; leur nombre est fixé au maximum de trois.

*Comptes annuels* : Sur les bénéfices nets, il est prélevé :

1° 5 o/o pour constituer la réserve légale ;

2° Une somme nécessaire pour servir aux actions, y compris les actions de travail, un intérêt de 5 o/o sur leur montant libéré et non amorti.

Sur le reliquat 15 o/o pour le Conseil d'Administration.

Ensuite, telle somme qui sera fixée pour constituer tout fonds de réserve ou d'amortissement.

Le surplus sera réparti entre toutes les actions indistinctement à titre de second dividende.

*Nota.* — C'est certainement par erreur qu'une valeur nominale a été attribuée par les fondateurs aux actions de travail et que celles-ci ont été comprises dans le capital social qui, en réalité, est de 1.000.000 de francs seulement.

**2° Grands Moulins de Paris, 59 bis à 65, Quai de la Gare, Paris.**

*Capital* : 10 millions de francs divisé en 20.000 actions de 500 francs, dont 4.000 actions ordinaires et 16.000 actions de priorité.

Il existe, en outre, 4.000 actions de travail, sans valeur nominale.

*Conseil d'Administration* : Le Conseil est composé de 6 membres au moins et de 18 membres au plus, nommés par l'Assemblée générale et dont le sixième sera pris parmi les délégués de la Coopérative de main-d'œuvre à l'Assemblée générale de la société. Les administrateurs « auxquels cette obligation est imposée par la loi », doivent être propriétaires de 20 actions de garantie.

*Assemblées générales* : Elles comprendront cinq mandataires de la Coopérative de main-d'œuvre.

*Comptes annuels* : Sur les bénéfices nets, il est prélevé :  
1<sup>o</sup> 5 o/o pour la réserve légale ;

2<sup>o</sup> La somme nécessaire pour servir aux actions de priorité sur la partie libérée, un premier dividende de 8 o/o ;

3<sup>o</sup> Subsidiairement, la somme nécessaire pour servir aux actions ordinaires sur la partie libérée un premier dividende de 8 o/o ;

4<sup>o</sup> Sur le surplus, 10 o/o pour le Conseil d'Administration ;

5<sup>o</sup> Le solde sera réparti également entre les actions de travail et les actions de capital, proportionnellement à leur nombre et sans distinction.

*Statuts de la Coopérative de main-d'œuvre.* — Ces statuts sont incorporés dans ceux de la Société anonyme, ou plutôt viennent à la suite de ces derniers, constituant un dernier article, n<sup>o</sup> 53.

Il nous paraît indiscutable que les participants, dès leur première réunion, auraient le droit de les modifier en tout ou en partie ; la Société anonyme ne peut incontestablement pas imposer aux salariés tel ou tel pacte social.

Voici, à titre documentaire, la teneur de ces statuts tels qu'établis par les fondateurs de la Société anonyme.

Comme on le remarquera, les participants ne constitueront pas une Société anonyme distincte, à capital variable, mais un groupement *sui generis*. Cette solution, sans aucun doute plus simple en pratique, n'est pas selon nous — nous l'avons exposé plus haut — la stricte application de la volonté du législateur de 1917 ; les fondateurs ont adopté sans doute l'interprétation de MM. Houpin et Bosvieux.

I. — Il est formé entre les ouvriers et employés composant le personnel salarié de la Société anonyme des *Grands Moulins de Paris*, une Société coopérative de main-d'œuvre qui sera régie par les dispositions légales en vigueur sur les sociétés de cette nature et par les présents statuts.

II. — Cette Coopérative comprend obligatoirement et

exclusivement tous les ouvriers et employés des deux sexes de la Société des *Grands Moulins de Paris*, quels que soient leurs titres, leurs fonctions et le montant de leurs salaires ou traitements, pourvu qu'ils soient âgés de plus de vingt et un ans, et soient attachés à la Société d'une manière permanente depuis un an au moins, et aient été engagés ou nommés par un de ses représentants qualifiés à cet effet.

L'acceptation d'un emploi salarié dans la *Société des Grands Moulins de Paris* emporte de plein droit adhésion aux dispositions des présents statuts et aux décisions des Assemblées générales de la Coopérative de main-d'œuvre.

Les membres de la Coopérative de main-d'œuvre ont le titre de participants.

Tout salarié qui, pour une cause quelconque, cesse d'être employé par la Société anonyme, perd par le fait même sa qualité de participant, ainsi que tous ses droits non encore liquidés dans la Coopérative de main-d'œuvre, sans pouvoir réclamer de ce chef aucune indemnité, sous réserve de ce qui est dit à l'article 14.

III. — La Coopérative de main-d'œuvre a pour objet la mise en commun et la propriété des quatre mille actions de travail créées par la société des *Grands Moulins de Paris*, au profit de son personnel salarié, et de celles qui pourraient être créées par la suite, l'encaissement et la répartition des dividendes et sommes quelconques revenant à ces actions, et l'exercice, par l'intermédiaire des mandataires élus, comme il est dit à l'article 9, de tous les droits qui y sont ou peuvent y être attachés.

IV. — Cette Coopérative existera de plein droit et sans formalité à l'expiration de l'année, suivant la mise en marche de la minoterie qui sera exploitée par la Société anonyme.

Elle ne prendra fin qu'en cas de dissolution anticipée ou de fusion totale de la société anonyme ou encore de cession de tout son actif. Elle pourra toutefois être dissoute avant

la Société anonyme en vertu d'un vote de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de cette Société, ratifié par l'Assemblée générale des membres de la Coopérative.

V. — La présente société prend la dénomination de *Société Coopérative de main-d'œuvre de la Société des Grands Moulins de Paris*.

Son siège est au siège de la Société des *Grands Moulins de Paris*, Quai de la Gare, n° 59 bis à 65, et se trouvera transféré de plein droit là où cette société transférerait elle-même son siège social.

VI. — La Coopérative de main-d'œuvre n'a aucun capital social ; son actif consiste uniquement dans les quatre mille actions de travail, sans valeur nominale, créées par la Société des *Grands Moulins de Paris*, et dans celles qui pourraient être créées par la suite, ainsi que dans le produit de ces actions.

En aucun cas, les actions de travail ne peuvent appartenir individuellement aux salariés de la société, membres de la Coopérative de main-d'œuvre.

VII. — La Société Coopérative de main-d'œuvre est gérée par des mandataires nommés et révocables par l'Assemblée générale des participants, et choisis exclusivement parmi ces participants.

Ces mandataires sont au nombre de cinq. Ils forment un bureau permanent, et choisissent parmi eux un Président et un secrétaire. Ils sont élus pour trois ans par l'Assemblée générale et sont toujours rééligibles. Leurs fonctions sont gratuites.

En cas de décès, démission ou révocation d'un mandataire, comme dans le cas où il perdrait son emploi salarié dans la Société anonyme, il sera pourvu à son remplacement dans les deux mois de l'événement qui aura mis fin à son mandat, par l'Assemblée générale des participants.

Les premiers mandataires seront élus par une Assemblée générale qui sera convoquée exceptionnellement par le

Conseil d'Administration de la Société anonyme, dans le mois de la date déterminée à l'article 4, à laquelle la Coopérative commencera d'exister.

VIII. — Le bureau permanent de la Coopérative sert d'intermédiaire entre elle et la Société anonyme ; il représente notamment les actions de travail aux Assemblées générales de cette Société et exerce tous les droits attachés aux dites actions.

Les membres de ce bureau sont éligibles aux fonctions d'administrateur de la Société anonyme.

Le bureau assure la convocation des assemblées générales des participants, fixe le lieu et l'ordre du jour de leurs réunions, établit la liste des participants et le nombre de voix appartenant à chacun d'eux, soumet toutes propositions à ces Assemblées et en fait exécuter les décisions.

Il encaisse les dividendes afférents aux actions de travail, en établit l'état de répartition entre les participants, et arrête toutes mesures d'administration intérieure nécessaires au bon fonctionnement de la Coopérative.

En cas de désaccord, les décisions du bureau permanent sont prises à la majorité de ses membres.

IX. — Lorsqu'il y a lieu de soutenir une action judiciaire, soit en demandant, soit en défendant, les mandataires élus à la dernière Assemblée générale désignent un ou plusieurs d'entre eux pour représenter la coopérative de main-d'œuvre. Si aucune élection n'a encore été faite, ou si aucun des mandataires élus ne pouvait, pour une raison quelconque, représenter la Coopérative, il serait procédé à l'élection de mandataires spéciaux par l'Assemblée générale des Participants.

X. — Les membres de la Coopérative de main-d'œuvre se réunissent en Assemblée générale toutes les fois qu'il est nécessaire, et au moins une fois par an, dans les trois mois suivant la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société anonyme.

L'Assemblée est convoquée au moyen d'avis collectifs appo-

sés dix jours au moins à l'avance, dans les principaux locaux de travail de la Société anonyme.

Les mandataires, membres du bureau permanent, sont tenus de faire figurer à l'ordre du jour des Assemblées les propositions qui leur ont été adressées quinze jours au moins avant la réunion par un groupe de participants représentant le quart au moins des salaires totaux perçus par l'ensemble des participants.

L'Assemblée est présidée par le Président du bureau permanent : elle désigne deux scrutateurs et un secrétaire.

Il est tenu une feuille de présence indiquant les noms des participants présents à l'Assemblée, et le nombre de voix dont dispose chacun d'eux.

XI. — Tout salarié de la Société anonyme des Grands Moulins de Paris, participant de la Coopérative de main-d'œuvre, a le droit d'assister aux assemblées générales de cette coopérative. Il y dispose d'autant de voix que son salaire annuel, établi d'après les comptes arrêtés quinze jours avant l'Assemblée, comprend de fois le chiffre entier du salaire le plus faible, attribué par la Société anonyme aux salariés âgés de plus de vingt et un ans.

L'Assemblée ne délibère valablement que si les deux tiers au moins des participants sont présents.

Les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des voix des membres présents, sauf ce qui est stipulé sous l'article 12 ; en cas de partage, la voix du Président de l'Assemblée est prépondérante.

Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le Président, les scrutateurs et le secrétaire. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par deux des mandataires de la Coopérative.

XII. — L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente la collectivité des participants ; ses décisions sont

obligatoires pour tous les participants, même absents, dissidents ou incapables.

L'Assemblée générale nomme les mandataires de la Coopérative, entend leurs explications, discute, approuve ou redresse leurs compte et fixe le montant des répartitions annuelles.

Elle statue et délibère sur toutes propositions portées à son ordre du jour.

Elle apporte toutes additions ou modifications aux présents statuts, prononce la dissolution anticipée de la Coopérative de main-d'œuvre et ratifie, s'il y a lieu, les décisions de l'Assemblée générale des actionnaires de la Société anonyme, portant modifications dans les droits attachés aux actions de travail. Dans l'un ou l'autre de ces cas, ses délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

XIII. — Il sera pourvu aux frais de convocation, de répartition et, en général, à toutes les dépenses d'administration de la Coopérative, par un prélèvement, dont l'Assemblée générale annuelle fixera le chiffre, sur le montant des dividendes afférents aux actions de travail et mis en distribution par la Société anonyme.

L'Assemblée générale pourra, en outre, décider le prélèvement, sur le montant de ces dividendes, des sommes qu'elle jugera bon de mettre en réserve, en vue de la création d'une caisse de secours ou de retraite.

Les fonds restant disponibles, après ce ou ces prélèvements, sont répartis entre tous les salariés faisant partie de la Coopérative, c'est-à-dire entre les ouvriers et employés des deux sexes âgés de plus de vingt et un ans, et ayant au moins un an de présence ininterrompue dans les usines, ateliers ou bureaux de la Société anonyme.

Cette répartition se fera au prorata des salaires ou appointements touchés par chacun des participants depuis la dernière distribution.

Ceux des salariés qui, pour une cause quelconque, ne feront plus partie du personnel de la société anonyme au jour de la réunion de l'Assemblée générale des actionnaires de cette Société fixant le dividende à répartir, n'auront aucun droit à la répartition des sommes provenant de ce dividende.

Dans le mois suivant la réunion de l'Assemblée générale des participants, le bureau permanent de la Coopérative établit l'état de répartition des sommes revenant à chacun des participants. Cet état est tenu pendant huit jours à la disposition des ayants droit, et les réclamations auxquelles il donnerait lieu seront jugées souverainement par le bureau.

La répartition sera effectuée dans le mois suivant la clôture du délai imparti pour les réclamations.

Les sommes revenant aux membres de la Coopérative dans les répartitions et qui n'auraient pas été touchées par eux dans les cinq ans de leur exigibilité, seront prescrites au profit de cette coopérative et versées à un fonds de réserve dont l'Assemblée générale décidera l'affectation et l'emploi.

XIV. — En cas de dissolution de la Société anonyme des *Grands Moulins de Paris* la répartition entre les ayants droit de la part d'actif attribuée aux actions de travail est établie par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'Assemblée générale de la coopérative de main-d'œuvre.

Auront seuls le droit de prendre part à cette répartition : 1° les participants pouvant justifier de services consécutifs dans les établissements de la Société anonyme au moins pendant dix années, ou pendant une durée égale à la moitié de celle de la Société ; 2° les anciens participants, comptant la même durée de service consécutif, et ayant quitté la Société depuis moins de dix ans, pour cause de maladie ou de vieillesse.

La part de chaque ayant-droit sera fixée proportionnellement à la durée de ses services : Toutefois les anciens participants remplissant les conditions ci-dessus fixées ne figure-

ront à la répartition que pour neuf dixièmes, huit dixièmes, sept dixièmes, etc., d'une part correspondant à la durée de leurs services, suivant qu'ils auront cessé ces services depuis un an, deux ans, trois ans, etc... Les sommes provenant des réductions ainsi opérées seront réparties entre les participants, d'après la durée de leurs services.

Chaque ayant-droit sera avisé par les soins du ou des liquidateurs, et au moyen de lettres individuelles, du projet de répartition, qui sera tenu pendant un mois à la disposition de tout intéressé.

La répartition ne sera opérée qu'après ratification par une Assemblée générale de la Coopérative de main-d'œuvre, à laquelle seront convoqués par simples lettres individuelles, tous les ayants droit. Les anciens participants seront admis à cette Assemblée et prendront part à ses votes, avec le nombre de voix dont ils disposaient durant leur dernière année de service.

Aucune réclamation ne sera recevable après cette ratification. Les sommes non réclamées dans les six mois d'un nouvel avis adressé aux ayants droit par simple lettre recommandée, seront réparties conformément aux dispositions qui précèdent, entre les participants et anciens participants qui se seront présentés pour toucher leur part.

Les frais entraînés par la liquidation et la répartition de l'actif seront prélevés sur la masse à répartir.

**3<sup>e</sup> Société française des produits agglomérés.** — (Procédés du professeur Villejean et de M. L. Duboin), 59, avenue Victor-Hugo, Paris.

*Capital.* — 1.000.000 de francs, divisé en 10.000 actions de 100 francs chacune.

Il existe en outre 2.000 actions de travail, sans valeur nominale.

*Conseil d'Administration.* — Ce conseil est composé de cinq membres au moins, et de neuf membres au plus. Il

comprendra obligatoirement un représentant au moins de la coopérative de main-d'œuvre. Le nombre des représentants de cette coopérative est fixé par le rapport qui existe entre les actions de travail et les actions de capital. Ces représentants n'ont pas besoin d'être personnellement actionnaires et leurs actions de garantie sont fournies par la coopérative.

*Assemblées générales.* — Les actions de travail sont représentées aux assemblées générales par cinq mandataires élus par les participants à la Société coopérative de main-d'œuvre.

*Comptes annuels.* — Sur les bénéfices nets, il est prélevé :

1° 5 o/o pour la réserve légale ;

2° La somme nécessaire pour servir aux actions de capital, sur la partie libérée, un intérêt annuel de 6 o/o ;

3° Sur le surplus, 15 o/o au Conseil d'Administration.

Le solde est réparti entre toutes les actions de capital ou de travail, sans distinction et au prorata de leur nombre.

*Statuts de la Société coopérative de main-d'œuvre.* — Ces statuts sont également incorporés dans ceux de la Société anonyme.

Ils ne diffèrent pas sensiblement de ceux de la Société des *Grands Moulins de Paris*, reproduits ci-dessus ; les participants ne constitueront pas non plus une Société anonyme distincte, à capital variable.

Citons les articles suivants :

ART. 9. — Ces mandataires (il s'agit des mandataires qui représenteront les participants aux assemblées générales) sont éligibles aux fonctions d'administrateur de la Société anonyme, mais la part des bénéfices attribuée aux administrateurs par l'article 44 n'appartiendra pas aux mandataires nommés administrateurs, mais sera laissée à la disposition de l'ensemble des mandataires. Seuls, les jetons de présence seront la propriété des mandataires-administrateurs.

ART. 52 *bis*. — Ce présent projet de statuts de la Société coopérative de main-d'œuvre sera soumis à l'assemblée générale de cette dernière Société. Elle pourra y apporter toutes modifications légales, tant lors de sa constitution qu'ultérieurement et ce, bien entendu, en dehors de la Société anonyme, mais cependant sans que ces modifications puissent apporter un changement quelconque aux statuts de la dite Société anonyme.

4° **Les entreprises maritimes basques.** — Société anonyme de constructions navales et de pêcheries, à Socoa, commune de Ciboure (Basses-Pyrénées).

*Capital.* — 1.000.000 de francs divisé en 2.000 actions de 500 francs chacune, dont 1 500 actions de priorité et 500 actions ordinaires.

Il existe, en outre, 500 actions de travail, sans valeur nominale.

*Conseil d'Administration.* — Ce conseil est composé de six membres au moins et de seize membres au plus. Il comprendra un représentant au moins de la coopérative de main-d'œuvre. Le nombre des représentants de cette coopérative est fixé par le rapport qui existera entre les actions de travail et les actions de capital. Chaque administrateur doit être propriétaire de 25 actions; toutefois il suffira que les représentants de la coopérative de main-d'œuvre soient chacun propriétaires d'une action.

*Assemblées générales.* — Les actions de travail seront représentées par des mandataires nommés par les participants de la Société coopérative de main-d'œuvre, mais dont le nombre ne pourra dépasser trois.

*Comptes annuels.* — Sur les bénéfices nets il est prélevé :  
1° 5 0/0 pour la réserve légale ;

2° La somme nécessaire pour servir aux actions de priorité un premier dividende de 8 0/0 ;

3° La somme nécessaire pour servir aux actions ordinaires un premier dividende de 8 o/o ;

4° Toutes sommes que l'assemblée générale décidera de reporter à nouveau.

Le solde reviendra : 90 o/o aux actions, sans distinction de catégories, et 10 o/o au Conseil d'Administration.

Toutefois, sur ce solde l'assemblée pourra décider le prélèvement de toutes sommes pour création d'un fonds de prévoyance ou d'une réserve extraordinaire.

Signalons la prescription ci-après :

Il demeure expressément entendu que si, dans le délai prescrit par la loi, la Société coopérative de main-d'œuvre n'a pas été constituée, si, ayant été constituée, elle n'a pas désigné son ou ses représentants dans le Conseil d'Administration et si enfin ceux-ci une fois désignés n'ont pas acquis l'action que chacun d'eux doit posséder, la présente Société n'en continuera pas moins d'exister comme constituée sous la forme anonyme ordinaire.

Dans ce cas, toutes les dispositions relatives à la forme de la participation ouvrière insérées aux présents statuts seront considérées purement et simplement annulées.

*Statuts de la Société coopérative de main-d'œuvre.* — Ces statuts sont incorporés également dans ceux de la Société anonyme ; ils ne diffèrent pas non plus sensiblement de ceux de la société des Grands moulins de Paris.

5° Les usines et fonderies de Quimperlé, 12, rue du Havre, Paris.

*Capital.* — 1.900.000 francs divisé en 19.000 actions de 100 francs chacune ; il existe, en outre, 1900 actions de travail sans valeur nominale.

*Conseil d'Administration.* — « La Société est administrée par un conseil composé de huit membres dont un membre de la Société coopérative de main-d'œuvre pris parmi les associés et nommé par l'Assemblée générale des action-

naires, à l'exception du représentant de la Société coopérative de main-d'œuvre, lequel est choisi par cette Société. »

Les statuts ne précisent pas si les représentants de la coopérative de main-d'œuvre devront, ou non, être comme les autres administrateurs propriétaires d'actions de garantie.

*Assemblées générales.* — La Société coopérative de main-d'œuvre est représentée par cinq mandataires.

*Comptes annuels.* — Sur les bénéfices nets, il est prélevé :

1° 5 o/o pour la réserve légale ;

2° La somme nécessaire pour servir aux actions de capital un premier dividende de 6 o/o.

Le solde reviendra : 10 o/o au Conseil d'Administration, et le surplus 60 o/o aux actions, sans distinguer entre elles, 40 o/o aux parts de fondateurs.

6° **La Noria**, Société de constructions mécaniques, 77, avenue Parmentier, Paris.

Les renseignements que nous avons demandés ne nous sont pas parvenus.

7° **Syndicat Transatlantique**, à Honfleur.

Cette Société est encore en voie de formation.

---

## CONCLUSIONS

---

Dans toutes les parties du monde, des hommes se lèvent, par millions, et disent, en parlant du régime auquel ils sont soumis, le régime capitaliste : « Nous n'en voulons plus, nous lui déclarons la guerre. »

Ces deux mots, Capital et Travail, qui devraient, pour le bonheur commun, évoquer la concorde et l'harmonie, évoquent, au contraire, aussitôt qu'on les prononce, l'idée de lutte et de conflit.

Une situation aussi grave, la plus grave peut-être de toutes celles qui aient pesé jusqu'à ce jour sur l'humanité, a-t-elle pu naître sans raisons véritables et profondes ?

Nous ne le croyons pas. Si le régime industriel moderne divise les hommes en deux partis dressés l'un contre l'autre, ici les salariants et là les salariés, c'est que ce régime présente de très réels défauts : s'il y a fièvre, il y a infection ; ce qui est vrai du corps humain l'est également du corps social.

Ces défauts, nous les avons fait ressortir : inégalité dans les moyens dont les individus disposent

pour développer les qualités naturelles qu'ils portent en eux, à un degré quelconque ; répartition des richesses produites sans qu'il soit tenu un compte équitable des efforts et du mérite de chacun des partageants.

Il ne suffit pas de diagnostiquer une maladie, il faut savoir si elle est ou non curable ; il ne suffit pas de signaler que le régime capitaliste est imparfait, il faut savoir s'il est possible de le remplacer par un meilleur.

Grave problème assurément. Mais le but de notre ouvrage n'a pas été de le résoudre ; nous ne nous sommes pas proposé de déterminer si la vérité est avec ceux qui soutiennent que le régime capitaliste devra, tôt ou tard, céder la place à un autre : coopération, collectivisme, syndicalisme, nationalisation de la production, ou bien avec ceux qui sont, au contraire, convaincus de sa pérennité ; nous avons eu pour but de mettre en relief un procédé d'organisation industrielle, l'actionnariat ouvrier, qui doit, selon nous, rallier les uns et les autres.

Les premiers y verront une institution de transition, précieuse pour éviter les déchirements inséparables de toute méthode révolutionnaire ; les seconds un moyen de corriger les effets d'un régime qui, s'il est pour eux nécessaire et durable, doit cependant leur apparaître comme susceptible de recevoir des perfectionnements.

Aujourd'hui, le capital achète le travail sans considération aucune de justice ; cette acquisition est faite comme celle d'une autre marchandise ; elle n'est pas soumise à la loi de l'équité, mais à la loi dure, et parfois tyrannique, de l'offre et de la demande.

Il y a opposition d'intérêts entre le Capital et le Travail. Le mal est là.

Aucune entente cordiale n'est, en effet, possible entre deux individus ou collectivités, s'il y a entre eux opposition d'intérêts.

Cette opposition est, il est vrai, niée par certains auteurs ; c'est qu'ils n'aperçoivent pas une distinction nécessaire.

Le lion et les autres animaux de la fable, écrite en bien des langues depuis le début de l'humanité, avaient un intérêt commun à ce que la proie qu'ils chassaient fût aussi belle que possible ; celle-ci abattue, il fallut en donner une part à chacun ; les intérêts devinrent opposés, et le lion le fit bien voir.

Salariants et salariés ont un intérêt commun à ce que l'entreprise à laquelle ils collaborent prospère et permette la réalisation d'importants bénéfices ; ceux-ci obtenus, la répartition les divise.

Il faut que capitalistes et travailleurs soient associés non seulement dans la production, mais dans la propriété des moyens de production, dans la gestion de ces moyens et dans la répartition des bénéfices obtenus.

nus grâce à eux. Le seul remède est dans la solidarité.

L'actionnariat ouvrier — nous l'avons suffisamment décrit — permet d'atteindre ce but : donner aux salariés une part aussi équitable que possible.

Nous disons aussi équitable que possible car, il ne faut pas se le dissimuler, c'est un problème insoluble que de chercher à déterminer exactement la part qui doit revenir au travailleur ; nul ne dira jamais quel est, en équité, le nombre de litres de blé auquel a droit celui qui cultive une terre appartenant à un autre.

Ce qui est certain, c'est que le salariat pur et simple aboutit à une rémunération qui n'a rien de commun avec l'équité ; l'actionnariat ouvrier s'en approche.

Ce système n'est pas une panacée, il soulève même des critiques que nous n'avons pas manqué de souligner.

Mais, nous adressant à des industriels et à des commerçants, nous leur dirons :

« Votre profession vous oblige à ne pas vous laisser séduire par la beauté des théories et des systèmes, mais à vous laisser guider par la réalité des choses ; ce qui forme, et doit seulement former votre conviction, c'est l'expérience. »

« Eh bien, cette expérience, pourquoi ne la tentez-vous pas si vraiment vous sentez en vous un homme de bonne volonté ? Quel risque courez-vous ? »

Nous ajouterons :

« Surtout ne la tentez pas trop tard. Accordée en temps opportun, une concession donne des résultats appréciables ; consentie trop tard, elle ne contente plus ceux qui l'auraient acceptée avec satisfaction ; elle apparaît seulement comme une mesure de faiblesse. »

Nous dirons aussi :

« Que vos expériences ne restent pas à l'état de faits isolés ; à quoi sert-il, en effet, comme nous le déclarions au début de notre ouvrage, de peser ça et là quelques sacs de terre, si l'on veut arrêter un fleuve dont le niveau s'élève chaque jour et qui menace de déborder ? »

\*  
\* \* \*

Notre appel a-t-il des chances d'être entendu ?

Éloignant les charmes de l'illusion, regardant la vérité bien en face, nous n'osons pas l'espérer.

L'homme tient peu de compte des leçons du passé.

Il comprend de suite ce que coûte un sacrifice, mais malaisément ce qu'il peut rapporter.

Au risque de tout perdre, il s'efforce de tout conserver.

Vu : le Président de la thèse,

JÈZE

Vu : le Doyen

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer  
Le Recteur de l'Académie de Paris

APPELL



## TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

---

|                       | Pages |
|-----------------------|-------|
| INTRODUCTION. . . . . | 5     |

### PREMIÈRE PARTIE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| CHAPITRE PREMIER. — LE CAPITAL ET LE TRAVAIL<br>Le conflit du capital et du travail ; critiques adressées<br>par le parti socialiste au régime actuel. — Essais ten-<br>tés pour établir un régime de propriété collective ; la<br>coopération de production ; la socialisation de la<br>grande industrie. — Conclusions. . . . . | 9 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|

#### CHAPITRE II. — LE SALAIRE ET LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Définition du salaire. — Difficultés auxquelles donne<br>lieu l'établissement d'un contrat de salaire équitable.<br>— La participation aux bénéfices comme moyen de<br>perfectionner le contrat de salaire. — Définition de<br>la participation aux bénéfices. — Ses avantages. —<br>Ses inconvénients. — Ses applications. — Conclu-<br>sions. . . . . | 19 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

#### CHAPITRE III. — L'ACTIONNARIAT OUVRIER

|                                                                                                                                                                        |  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| L'actionnariat ouvrier comme moyen de perfectionner<br>la participation aux bénéfices et d'associer véritable-<br>ment le capital et le travail. — Déclarations d'hom- |  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

|                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| mes politiques français. — Les deux catégories d'actions ouvrières. . . . . | 34 |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|

CHAPITRE IV. — LES ACTIONS DE CAPITAL OUVRIÈRES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| L'acquisition par les salariés d'actions de capital émises par l'entreprise à laquelle ils sont attachés. — Applications faites aux Etats-Unis ; en Angleterre, la copartnership ; en France. — Les obligations ouvrières. — Applications. — Examen critique des actions de capital ouvrières. — Difficulté pour le salarié de se porter acquéreur. — Antagonisme entre les ouvriers propriétaires de titres et les non-propriétaires. — Manque de sécurité des épargnes ouvrières. — Restrictions aux droits de libre disposition et de gestion. — Conclusions. . . . . | 38 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

CHAPITRE V. — LES ACTIONS DE TRAVAIL

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Le principe des actions de travail. — L'objection de la participation aux pertes. — L'attribution des actions de travail, propriété individuelle ou propriété collective. — Les actions de travail représentées comme pouvant seules faire des salariés des associés du patron. — Conclusions. . . . . | 52 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

CHAPITRE VI. — LE PROBLÈME JURIDIQUE

|                                                                                                                                                                                                                                                                 |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| L'apport de travail peut-il donner lieu à l'attribution d'actions. — Différence entre l'apport d'industrie d'une personne et l'apport des salariés d'une entreprise considérés collectivement. — L'incessibilité des actions de travail. — Conclusions. . . . . | 66 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

CHAPITRE VII. — LA PARTICIPATION A LA GESTION

|                                                                                                            |  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| La volonté des salariés de participer à la gestion des entreprises comparée à la volonté des peuples d'ob- |  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

tenir un gouvernement constitutionnel. — Avantages que présente la collaboration des salariés dans la gestion. — Objections. — L'organisation de conseils ouvriers en Allemagne et en Autriche. — Les projets de loi du gouvernement français. — Conclusions. . . 73

CHAPITRE VIII. — FACULTÉ OU OBLIGATION

L'actionnariat de travail doit-il être ou non imposé par le législateur. — Solution adoptée par le Parlement français. — Craintes des industriels que le gouvernement n'impose le système nouveau lors de l'attribution de concessions. . . . . 84

DEUXIÈME PARTIE

Commentaire de la loi du 26 avril 1917

EXPOSÉ . . . . . 89

CHAPITRE PREMIER. — ARTICLE 72

Le principe de l'obligation est écarté par le législateur. — La loi ne s'applique qu'aux sociétés anonymes par actions. — Transformation de sociétés déjà existantes en sociétés à participation ouvrière. . . . . 93

CHAPITRE II. — ARTICLE 73

Cet article fait entrer les actions de travail dans la législation française. — Les actions de travail ne confèrent pas en principe de droits sur le capital social. — Nombre des actions de travail. — Droits y attachés. — Valeur nominale. — Répartition des bénéfices sociaux. — Les actions de travail constituent-elles un avantage particulier. . . . . 99

CHAPITRE III. — ARTICLE 74

Les actions de travail, propriété collective des salariés.

D. Laguerre

13

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| — Analyse juridique de la société commerciale coopérative de main-d'œuvre. — A quelle réglementation doit-elle être soumise. — Quelle est sa composition. — Répartition des dividendes revenant aux actions de travail. — Rémunération du capital social. — Amortissements et réserves. . . . . | 105 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

CHAPITRE IV. — ARTICLE 75

|                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les actions de travail sont inaliénables. — Sont-elles insaisissables. . . . . | 125 |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|

CHAPITRE V. — ARTICLE 76

|                                                                                                                                                                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — Assemblées générales des participants. — Composition. — Convocations. — Quorum. — Majorité. — Feuille de présence. . . . .                                                                                 | 128 |
| II. — Représentation des participants aux assemblées générales de la société à participation ouvrière. — Nombre de mandataires. — Nombre de voix des mandataires. — Action judiciaire des participants. . . . . | 132 |

CHAPITRE VI. — ARTICLE 77

|                                                                                                            |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Assemblées générales ordinaires de la société à participation ouvrière. — Quorum. — Majorité. . . . .      | 138 |
| Assemblées générales extraordinaires de la société à participation ouvrière. — Quorum. — Majorité. . . . . | 139 |
| Modification dans les droits attachés aux actions de travail. . . . .                                      | 145 |

CHAPITRE VII. — ARTICLE 78

|                                                                                                                                                                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Admission des salariés dans le conseil d'administration de la société à participation ouvrière. — Comment seront choisis les salariés-administrateurs. — Leur nombre. — Devront-ils être propriétaires d'actions de garantie . . . . . | 147 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

CHAPITRE VIII. — ARTICLE 79

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Répartition de l'actif social en cas de dissolution. — Attribution aux divers participants de la part revenant aux actions de travail. — Droits des anciens participants. — Base de répartition entre les participants. — La dissolution de la société à participation ouvrière entraîne la dissolution de la coopérative de main-d'œuvre. . . . . | 157 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

CHAPITRE IX. — ARTICLE 80

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Immunités fiscales dont bénéficient les sociétés anonymes à participation ouvrière. — Droit d'enregistrement. — Droits de timbre. — Taxe sur le revenu. Droit proportionnel de timbre. — Droit de transmission. — Adjudications et soumissions de travaux publics. — Bénéfices de guerre. . . . . | 166 |
| ANNEXE. — Sociétés constituées selon la loi du 26 avril 1917 . . . . .                                                                                                                                                                                                                            | 175 |
| CONCLUSIONS. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                              | 189 |





